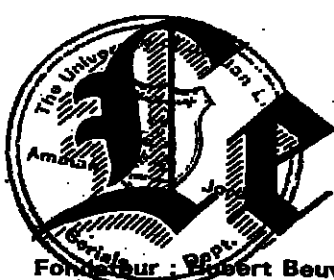


Une « table ronde »  
entre Tchadiens  
aura lieu en décembre  
à Addis-Abeba

LIRE PAGE 36



Fondateur : Robert Boue-Méry

**Le Monde**

Directeur : André Laurens

3,80 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 200 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique, 26 fr. ; Canada, 1,10 \$ ; Côte d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 6,50 kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 95 c. ; Grèce, 50 p. ; Irlande, 50 p. ; Italie, 1.200 L. ; Liban, 375 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 85 esc. ; Sénégal, 340 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 L. ; Yougoslavie, 130 m.

Tarif des abonnements page 34

5, RUE DES ITALIENS  
75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDIPAR 630572 F  
C.C.P. 4287 - 23 PARIS  
Tél. : 246-72-23

## Moscou annonce un accroissement considérable de son arsenal nucléaire

M. Mitterrand et la défense européenne

M. Mitterrand a profité du sommet franco-allemand de Bonn pour relancer, jeudi 24 novembre, l'idée d'une défense européenne.

C'est la seconde fois en quelques jours que le président de la République aborde un sujet qui était récemment encore considéré comme tabou par presque toute la classe politique française. Il n'avait pas en effet esquivé les questions qui lui avaient été posées à ce propos lors de son intervention télévisée du 16 novembre dernier. Mais que le chef de l'Etat ait abordé de lui-même cette épineuse question de Bonn confirme sa volonté de voir s'ouvrir un débat.

Peu à peu, le président de la République précise sa pensée. Le problème de la défense européenne est, selon lui, à l'ordre du jour, mais on ne doit pas l'envisager comme une solution de rechange à l'alliance atlantique ; plutôt comme une « alliance dans l'alliance ». Dans un premier stade, toute idée de défense européenne doit passer par une coopération militaire franco-allemande et s'articuler autour d'elle. Et cette coopération, enfin, ne peut concerner que le domaine des armes classiques, même si certaines consultations peuvent avoir lieu sur le nucléaire.

Il est clair, pour le président de la République, que la force de dissuasion française n'est pas capable en l'état actuel des choses de se substituer avec crédibilité au « parapluie » américain. Il est clair aussi que M. Mitterrand, parfaitement conscient de la « vigilance » de l'U.R.S.S. quant au statut militaire de l'Allemagne, n'entend partager avec personne la maîtrise de la décision nucléaire. Après avoir affirmé à Antenne 2 : « la dissuasion en France, c'est moi », M. Mitterrand avait poursuivi : « Je ne peux pas redistribuer la décision qui m'appartient à moi seul en France, mais aussi qui m'appartiendrait à moi seul en Europe. »

On n'en demande d'ailleurs pas tant en Allemagne, même dans la majorité gouvernementale, où l'on aime rappeler que ce n'est pas la R.F.A. qui a fait échouer voici trente ans le projet de Communauté européenne de défense. On sait aussi que tout progrès dans cette direction doit être effectué avec prudence. On paraît néanmoins accueillir avec intérêt dans l'entourage de M. Kohl le « déblocage » qui est en train de se produire en France et qui rompt avec les clivages traditionnels.

M. Chirac, par exemple, est beaucoup plus proche de M. Mitterrand sur cette question que ne l'est le parti communiste. Le président du R.P.R., en revanche, n'est pas soutenu dans sa démarche par certains « barons » du gaullisme qui n'ont jamais hésité à jouer la carte, trop souvent payante, d'un antigermanisme viscéral. Autre clivage, qui devrait s'estomper avec le temps : celui des générations.

Le militaire ne peut, de toute façon, dans cette affaire, pallier le politique. C'est ce que M. Mitterrand a répété au chancelier Kohl, en ayant à l'esprit les difficultés qui attendent au début de décembre le conseil européen d'Athènes. Dans cette perspective, l'accord franco-allemand sur la construction en commun d'un hélicoptère « anti-char » est de bon augure. La R.F.A., de son côté, devrait se réjouir de la mise en place de la force française d'intervention rapide, premier exemple de cette coopération militaire franco-allemande mise en place par M. Mitterrand lorsqu'il a réactivé les clauses militaires du traité de 1963.

Les décisions de M. Andropov auront surtout pour effet de rendre plus difficile le dialogue sur les armements

Bien que M. Reagan se soit dit « consterné » par la déclaration de M. Andropov diffusée jeudi soir, le président américain n'a pas dû être surpris pour autant. Rien de ce que dit le dirigeant soviétique n'était inattendu, mais la forme choisie et le ton employé visaient à donner à la réaction soviétique aux euro-missiles un caractère plus solennel.

Faut-il d'ailleurs parler de déclarations de M. Andropov ? Comme toutes les précédentes, depuis bientôt cent jours que le chef du P.C. et de l'Etat soviétique a disparu de la scène, ce texte a été lu par un présentateur de la télévision de Moscou, sans erreur cette fois, comme cela s'était produit en septembre, mais de manière parfaitement anonyme : il faut croire que le dirigeant soviétique n'est plus en mesure de se présenter, même assis, à la télévision ni de lire un texte à la radio. Plus « collective » encore que celle de septembre, cette déclaration se réfère sans cesse à la « direction de l'Union soviétique » et emploie exclusivement le « nous ».

Sur le fond, les quatre « déclarations » annoncées appellent plusieurs remarques :

1) La rupture des négociations de Genève est présentée comme plus

durable que ce qu'en avait dit l'agence Tass la veille. Alors que celle-ci avait parlé de « la fin du round actuel des négociations », la direction soviétique se borne à estimer « impossible la poursuite de sa participation ». Visiblement, la Maison Blanche s'était montrée excessivement optimiste en prévoyant une reprise dès le début de janvier.

Toutefois, alors que la déclaration de Moscou présente longuement le retour au statu quo ante (c'est-à-dire le retrait des missiles de l'OTAN) comme une condition nécessaire à l'annulation des contre-mesures militaires annoncées par ailleurs, cette condition n'est pas mise en avant pour une éventuelle reprise des négociations. Autrement dit (ou plutôt non-dit), on pourrait envisager un dialogue, malgré le déploiement occidental par exemple à la faveur d'une pause dans l'arrivée des fusées américaines :

2) La première des mesures militaires annoncées est l'arrêt du « moratoire » déclaré par Brejnev en mars 1982 sur le déploiement de SS-20.

MICHEL TATU.

(Lire la suite page 4.)

## Le patronat et le gouvernement s'affrontent sur la politique des prix en 1984

Le refus du C.N.P.F. de prolonger le système d'encadrement place le pouvoir devant un choix difficile : assouplir ou réglementer davantage

Ni l'industrie, ni le commerce, ni les services ne retrouveront — dans leur ensemble — la liberté des prix ou des marges l'année prochaine. Le régime qui s'appliquera en 1984 sera, grosso modo, le même qu'en 1983 : engagements de lutte contre l'inflation liant administration et professions ou, si le patronat refuse le système contractuel, textes réglementaires contraignants. Or, précisément, le Conseil national du patronat français refuse catégoriquement de s'engager de nouveau dans une politique d'accord.

Le comité des prix, qui s'est réuni vendredi matin 25 novembre, devait

tout à la fois enregistrer cette charte des prix pour 1984, telle que la proposent les pouvoirs publics et l'hostilité du patronat à son égard.

La philosophie de la politique prévue pour 1984 en matière de prix est qu'on ne change pas les règles du jeu. Elle est aussi qu'on ne tire pas un trait sur ce qui s'est passé cette année : les industriels, les commerçants, les prestataires de service qui ont dépassé les hausses de prix autorisées devront en supporter les conséquences en 1984. Leurs hausses seront moindres.

Dans l'industrie, un tiers environ des prix sont libres (mécanique, mé-

tallurgie, une grande partie de l'industrie électrique, électronique, de la chimie...). Les autres prix demeurent sous contrôles et font le plus souvent, l'objet d'engagements de lutte contre l'inflation. Ce régime, qui sera reconduit en 1984, donne en fait toutes les possibilités à l'administration : sévérité accrue, blocage ou mise en liberté.

Dans le commerce, la réglementation va être modifiée. Les pouvoirs publics vont abandonner le système de contrôle des marges produit par produit en valeur relative, qui, à la longue, incitait les commerçants à acheter cher pour vendre plus cher. La règle sera le maintien de la marge relative au niveau du 11 juin 1982 sur l'ensemble des chiffres d'affaires avec une réduction de 2 % de cette marge. Dans certains cas, l'administration ira plus loin : elle négociera — notamment avec les grandes surfaces — des engagements sur les prix qui s'ajoutent, ou se substitueront partiellement, aux engagements sur les marges (la réduction de 2 % pourra alors être de 1 % seulement).

ALAIN VERNHOLLES.

(Lire la suite page 31.)

### L'avenir des lycées

Le rapport Prost suggère de diversifier le baccalauréat et d'alléger les cours pour accroître les temps d'étude

LIRE PAGE 10

### La crise de la filière papier-imprimerie

M. Jacques Piot, secrétaire général du Livre C.G.T. réclame une approche globale des industries graphiques

LIRE PAGE 28

### AU JOUR LE JOUR

#### Echange

On peut, à propos de l'échange historique des prisonniers palestiniens et israéliens, souligner l'inégalité mathématique qui veut que six soldats de l'Etat hébreu puissent s'échanger contre quelque quatre mille cinq cents de leurs adversaires.

Mais, outre que cela ternirait un événement heureux, ce serait un calcul odieux : si une liberté n'a pas de prix, elle n'a pas non plus de poids. Les hommes ne sont pas des marchandises, et il est bien qu'aucune balance ne puisse les soupeser.

Nom, la seule inégalité dans cet échange, c'est que les soldats israéliens libérés sont rentrés au pays tandis que les combattants palestiniens changent d'exil.

BRUNO FRAPPAT.

## La révolte des médecins hospitaliers

La grève nationale de jeudi, inégalement suivie, témoigne d'une grave crise de confiance à l'égard du gouvernement

Est-ce le début d'une nouvelle crise, majeure, de l'hospitalisation publique ? L'un de ces mouvements cycliques auxquels l'hôpital, depuis quelque temps, a accoutumé l'opinion ? Ou, au contraire, l'ultime sursaut d'un mouvement qui s'épuise, d'un train de réformes qui, peu à peu, entre dans les faits avant d'avoir gagné les esprits ? Une chose est sûre : l'opinion ne sait que penser des grèves d'un corps professionnel qu'elle s'est habituée à considérer comme animé, avant tout, du sens de l'intérêt général des malades. Les grévistes eux-mêmes le savent, qui hésitent sur les suites qu'il convient de donner à ce mouvement.

En effet, les grèves de ces deux derniers jours dans les hôpitaux n'ont été, disent les praticiens hospi-

taliers, que des « avertissements » destinés à donner la mesure de leur mécontentement et qui pourraient n'être que le prélude à des actions plus dures. Par exemple, une grève « totale et absolue des soins », qui imposerait leur réquisition par la puissance publique.

Or, la majorité des médecins hospitaliers s'est depuis plusieurs mois refusée à prendre les malades en « otage » et à les utiliser comme victimes premières de leur mécontentement : ils ont, jusqu'à présent, toujours assuré le service minimum. Nul doute que, en cas de grève totale, le mouvement prendrait en effet une tout autre dimension et qu'apparaîtrait ainsi la fragilité d'un recours excessif au soutien de l'opi-

nion. Celle-ci n'est assurément pas prête à accepter que l'un des services publics auxquels elle est le plus attaché, l'hôpital, connaisse une défaillance brutale.

La seconde hypothèse, à laquelle font discrètement allusion les médecins hospitaliers, est celle d'une grève du zèle. Nous pouvons, disent-ils, si l'on ne nous entend pas, « coûter très cher », c'est-à-dire, prescrire de multiples examens superflus, travailler avec une lenteur calculée, bref, provoquer l'engorgement des services. Pour le moment, les grévistes s'en tiennent à un projet plus classique : une vaste manifestation de rue, prévue à Paris, pour le mercredi 7 décembre.

Quelle que soit la stratégie retenue par les états-majors, l'émotion

que reflètent les mouvements de ces derniers jours est révélatrice du profond malaise de la communauté médicale hospitalière (15 000 praticiens plein temps et 22 000 médecins à temps partiel) devant les remaniements profonds engagés, depuis 1981, par le gouvernement. Celui-ci a utilisé diverses formes juridiques : deux lois — dont l'une a été votée, et la seconde est actuellement soumise à l'approbation du Parlement — plusieurs décrets, bref une batterie de textes qui constituent une réforme de vaste ampleur, la plus vaste qu'ait connue ce secteur depuis la « loi Boulin » de 1970.

CLAIRE BRISSET.

(Lire la suite page 11.)

### UN ENTRETIEN AVEC LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA F.A.O.

## « Cette fois, c'est toute l'Afrique qui est frappée par la sécheresse »

La vingt-deuxième session de l'organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (F.A.O.) s'est terminée le 24 novembre à Rome. Dans l'entretien qu'il nous a accordé, M. Edouard Saouma dresse le bilan de cette conférence.

— Votre appel en faveur de l'Afrique a-t-il été entendu ?

— On m'a dit : oui, nous sommes conscients qu'il y a une situation critique. Des pays ont annoncé une aide supplémentaire : les Pays-Bas, 20 millions de dollars pour neuf des vingt-deux pays concernés ; les Etats-Unis, 25 millions de dollars. Il y a eu d'autres annonces, des pays scandinaves notamment, mais je ne pourrai vraiment répondre que dans deux mois.

— Pourtant, il y a urgence ?

— Pour la première fois, c'est toute l'Afrique, de l'Ouest, de l'Est et du Sud, qui est frappée par la sécheresse. Pour la première fois,

depuis cent, ans peut-être, le sud de l'Afrique connaît un déficit en maïs. Ce n'est donc plus seulement le nord qui est atteint. A cela s'ajoute en outre de fond la crise économique : baisse des cours du cuivre, du café, du cacao.

— La peste bovine se développe dans plusieurs pays. La F.A.O. en a aidé plusieurs. Au Sénégal, on fabrique des vaccins. Au Tchad, on a envoyé du matériel : jeps, essence, réfrigérateurs. Il faudrait vacciner

deux cent trente millions de têtes de bétail... Cela coûterait 60 millions de dollars. Nous discutons avec la C.E.R., qui accepte d'en payer une partie. Mais rien n'est décidé. La Communauté voudrait faire de l'Organisation de l'unité africaine le responsable du contrôle technique. Cela fait bien au plan politique, mais nous ne sommes pas d'accord.

Propos recueillis par JACQUES GRALL.

(Lire la suite page 30.)

### M. JACQUES BARROT

invité du « Grand Jury R.T.L.-le Monde »

M. Jacques Barrot, député U.D.F. de la Haute-Loire, président de l'Association parlementaire pour la liberté d'expression, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le Grand Jury R.T.L.-le Monde », dimanche 27 novembre, de 19 h 15 à 19 h 30.

M. Jacques Barrot, qui fut ministre de la santé dans le gouvernement Barre de 1979 à 1981, répondra aux questions d'André Passeron et Charles Vial, du Monde, et de Jeanine Perimond et Gilles Leclerc, de R.T.L., le débat étant dirigé par Elie Vannier.

**HENRY de MONTHERLANT**  
**ROGER PEYREFITTE**

Correspondance  
Présentation et notes de  
Roger Peyrefitte et Pierre Sipriot

**“Les après-midi de deux faunes”**  
une correspondance littéraire sans masque

**ROBERT LAFFONT**





# étranger

## L'ÉCHANGE DE PRISONNIERS ISRAËLO-PALESTINIEN ET LA SITUATION AU LIBAN

L'échange de prisonniers palestiniens et israéliens est « un miracle de la révolution palestinienne », a déclaré, jeudi 23 novembre, à Tripoli (Nord-Liban), M. Yasser Arafat. « Alors que nous sommes assiégés, nous avons réussi à faire libérer des prisonniers palestiniens libanais et autres du camp d'El-Ansar (Sud-Liban), à faire fermer ce camp et à faire libérer des Palestiniens détenus en Israël », a ajouté M. Arafat, au cours d'une conférence de presse. Le chef de l'O.L.P. a encore indiqué qu'il avait « informé, tôt jeudi matin, le roi Fahd d'Arabie Saoudite, que l'échange de prisonniers s'est bien déroulé, malgré le bombardement du port de Tripoli [par les Syriens] au moment du départ des prisonniers israéliens ».

Interrogé sur l'état des négociations à Damas, M. Arafat a déclaré que « la première demande de la Syrie est qu'il quitte Tripoli, exactement comme Sharon [l'ancien ministre de la défense israélien] à Beyrouth l'an dernier ». « Il n'y a pas de marchandage avec les Syriens, mais nous sommes obligés de marchander avec Abou Moussa [un des dirigeants du mouvement de dissidence palestinien] qui est leur marionnette », a-t-il poursuivi.

M. Yasser Arafat a, d'autre part, remercié M. Mitterrand pour « les efforts qu'il a déployés afin d'assurer le succès de l'échange de prisonniers israéliens et palestiniens ». Dans un télégramme cité par l'agence palestinienne « Information Wafa », M. Arafat exprime « sa gratitude au peuple et au

gouvernement français pour leur soutien politique et humanitaire à l'O.L.P. et à la juste cause palestinienne. L'O.L.P. espère et souhaite que ces efforts se poursuivent en vue de permettre au peuple palestinien de fonder son Etat indépendant, de faire valoir son droit à l'autodétermination et de recouvrer son droit au retour dans ses foyers », écrit M. Arafat, selon Wafa.

A Bonn, où il se trouve pour le sommet franco-allemand, M. Cheysson s'est félicité du succès de cette opération qui, a-t-il dit, « est un service rendu à l'homme dans cette région ». « Nous sommes fiers que les uns et les autres nous aient fait confiance. Cela confirme la position particulière de la France dans la région qui a défendu les droits de chacun. Je

ne crois pas que d'autres Etats puissent en dire autant », a conclu M. Cheysson.

Cet échange de prisonniers a été sévèrement condamné par un des mouvements dissidents de l'O.L.P., le Front populaire de libération de la Palestine-Commandement général. Un membre de cette organisation a déclaré jeudi : « Nous regrettons la procédure insensée et unilatérale (qui a été retenue). Nous nous engageons, quant à nous, à poursuivre les négociations pour obtenir la libération des prisonniers palestiniens détenus dans les gâches israéliennes. » Quelque deux mille sept cents Palestiniens restent emprisonnés en Israël, et certains d'entre eux pourraient être ultérieurement échangés contre deux soldats israéliens encore entre les mains du F.P.L.P.-C.G.

## JÉRUSALEM : un fier service rendu à M. Arafat

Jérusalem. — Chants, danses, embrassades : les six soldats israéliens libérés, jeudi 24 novembre, par l'O.L.P. ont retrouvé leurs familles dans une atmosphère de liesse. Fatigués, tendus et le teint pâle, ils semblaient encore ébahis d'être là sur le petit aéroport de Sde Dov, au nord de Tel-Aviv. Fiers, portés en triomphe, arrosés au champagne dans une joyeuse cohue, ils avaient l'air un peu absent. Comprenez-ils tout à fait la portée du fantastique marchandage dont ils venaient d'être l'objet ?

Ils étaient rasés de près et avaient subi des examens médicaux et les tests psychologiques d'usage sur la vedette israélienne qui les ramenait vers Haïfa après quatorze mois et vingt jours de captivité. « Nous savions que nous reviendrions ici, a lancé Reuven Cohen, nous avons toujours eu confiance. » Tous ont exprimé leur joie mais aussi leur peine d'avoir laissé derrière eux deux de leurs camarades capturés à leurs côtés, le 4 septembre 1982. Car si le « retour des six » a fourni, pendant une journée, l'occasion aux Israéliens de vibrer à l'union des familles des libérés en oubliant les difficultés du moment, l'inquiétude persistait derrière l'allégresse. Israël vivait jeudi un événement heureux mais ne célébrait pas une victoire. Difficile d'oublier, en effet, que cinq des onze prisonniers de guerre manquaient aux réjouissances.

D'ailleurs, sont-ils cinq ou six ? M. Schimel Tamir, négociateur en chef de l'accord du côté israélien, a déclaré jeudi sans autre précision qu'il y avait six soldats. Mais un autre, un troisième soldat était aux mains du F.P.L.P.-Commandement général d'Ahmed Jibril. Ces prisonniers se trouvent dans une gâche de Damas. Quant aux trois militaires capturés par la Syrie, dont un pilote isolé de ses compagnons, ils sont détenus, selon M. Tamir, dans des conditions pénibles et n'ont pas vu la lumière du jour depuis leur incarcération.

Il y a fort à parier que, à moins d'une libération rapide de ces prisonniers, leur sort et la façon dont ils ont été « oubliés » vont alimenter des controverses. Dès jeudi, M. Croix, maître d'un des soldats détenus par les forces de M. Jibril, a exprimé son amertume. « Le gouvernement, a-t-il dit, ne dispose plus d'aucune monnaie d'échange pour obtenir leur libération. » Un haut fonctionnaire lui a aussitôt répondu en garantissant « que les efforts des autorités se poursuivent sans cesse ».

Nul ne nie à Jérusalem qu'Israël, pour sauver la vie de six des siens, a payé un lourd tribut et multiplié les concessions. Ainsi, il avait été dit que le gouvernement israélien exigeait au cours des pourparlers la restitution des déportés morts au combat et enterrés au cimetière juif de Damas. Or l'accord conclu entre Jérusalem et le Fatah n'imposait évidemment aucune obligation à la Syrie, qui a même jusqu'à présent refusé d'identifier les cadavres.

En outre, Jérusalem n'a reçu apparemment aucune assurance que les trois mille cinq cents Palestiniens libérés jeudi au Liban quitteraient

ce pays. Le général Uri Orr, commandant de la région nord, qui englobe le Sud-Liban, a reconnu, jeudi, qu'il fallait s'attendre à un regain d'« activités terroristes ». « Les dangers, a-t-il admis, seront plus grands. Mais Tzahal est en mesure de faire face sans envoyer d'efforts supplémentaires au Liban. » L'opération pourrait toutefois inciter l'armée israélienne à un nouveau repli en-dehors de ses lignes actuelles.

Relâcher dans la nature des centaines de combattants palestiniens aguerris comporte pour Jérusalem des risques évidents. Plus de la moitié de ceux qui étaient détenus en Israël même avaient été condamnés à la détention à vie. Les autres purgèrent de lourdes peines de prison. Ils avaient pris part à des actes terroristes souvent spectaculaires et sanglants.

Certains officiels reconnaissent aussi que l'échange de prisonniers

### De notre correspondant

rend un fier service à M. Yasser Arafat. Il lui permettra d'annoncer sa position au sein de l'O.L.P. et peut-être de quitter Tripoli la tête haute. Pour M. Ben Elissar, président de la commission des affaires étrangères de la Knesset, « Israël a contribué malgré lui au renforcement d'Arafat, mais il n'avait pas le choix ».

Cette absence d'alternative revient sans cesse comme justification officielle dans tous les discours. « Il n'existe », a souligné le ministre de la défense, M. Moshe Arens, aucune instance au sein de l'O.L.P. ayant le pouvoir de négocier la libération de tous nos prisonniers. »

Les dirigeants et les commentateurs israéliens envisagent l'événement d'un point de vue moral et philosophique plutôt que politique. Tout au long de la journée, au cours des nombreux magazines et émis-

## ALGER : une arrivée discrète

De notre correspondant

Alger. — Discretion chez les hôtes algériens, emphase et fidélité proclamée de M. Yasser Arafat chez les arrivants, telles étaient les impressions du témoin de l'arrivée, jeudi 24 novembre à Alger, des quelque mille cent Palestiniens libérés par Israël en échange de six prisonniers de guerre.

L'agence de presse algérienne s'était contentée d'annoncer en quelques lignes l'arrivée, sans préciser la destination des Palestiniens libérés, alors que le premier Boeing-747 se posait à Alger. Aucun dispositif particulier n'était visible à l'aéroport alors que deux des trois appareils attendaient, vers 11 heures, au bout de piste que soient arrivées les différentes personnalités palestiniennes présentes pour l'accueil. Une vingtaine de camions militaires destinés au transfert des Palestiniens étaient alignés à proximité du salon d'honneur.

### Les portraits de M. Arafat

Les autobus utilisés habituellement pour le débarquement des passagers des vols réguliers chargent au loin les premiers hommes sortis des avions et viennent zigzaguer pendant quelques minutes entre les journalistes présents sur la piste. Aux fenêtres, les Palestiniens tendent les mains en faisant le V de la victoire. Ils portent tous des vêtements de sport fournis par la Croix-Rouge.

Le second Boeing roule près du salon d'honneur. Sur le fuselage une immense croix rouge voisine avec les couleurs d'Air France. Une haie de responsables palestiniens attend en bas de la passerelle avec en tête M. Nayef Hawatmeh, secrétaire général du Front démocratique pour la libération de la Palestine, et M. Abou Iyad, membre du comité central du Fatah. Embrassades, congratulations, prosternations théâtrales pour un baiser posé sur le sol

algérien. Chacun amorce la descente de l'avion en arborant un portrait de M. Yasser Arafat. Les hommes adultes sont les plus nombreux, mais il y a aussi des jeunes et un petit nombre de femmes. Quelques blessés seront transportés dans un hôpital d'Alger.

Interrogé par la radio algérienne, qui le présentera plus tard comme un « résécupé du camp de concentration sioniste », un homme, fait prisonnier il y a seize mois « après trois jours de combats acharnés », parle de « torture » et de « répression » dans ce camp. Toutefois, la majorité des libérés paraissent en bonne condition physique et le montrent par leurs sauts de joie.

Le gouvernement algérien n'est pas représenté, mais M. Slimane Hoffman, responsable de la commission des relations extérieures du F.L.N., est venu. Il semble qu'Alger ait été prévenu deux jours à l'avance. M. Cheysson ayant demandé directement à son homologue algérien son accord pour recevoir ce contingent.

### « Opération menée à bien »

Le troisième Boeing arrive plus tard avec à son bord M. Jean Bellivier. Ce diplomate français, chargé de veiller au bon déroulement logistique de l'opération, s'informe auprès du ministre conseiller de l'ambassade de France qui l'attend dans le salon d'honneur des moyens de téléphoner à « la cellule de crise » à Paris. « Opération menée à bien », se contente-t-il de nous dire. Il repartira à Paris par le premier avion de ligne. Sans doute contaminés par l'atmosphère de secret habituelle à Alger en ce genre de circonstances, les membres du C.C.F.R. se gardent de toute confiance et font même des mystères sur l'escala au Caire pourtant connue de tous.

Des caisses de carton sont chargées dans les camions militaires. Elles contiennent les archives du Centre de documentation palestinienne saisies à Beyrouth par les Israéliens en 1982. Leur restitution faisait partie du troc. A 13 heures, les camions ne sont toujours pas repartis. L'excitation de l'arrivée diminue. Certains s'allongent sur le sol. D'autres entourent une passerelle de débarquement sur laquelle MM. Hawatmeh et Abou Iyad se haranguent sous un portrait de M. Yasser Arafat. Une femme prend leur suite, la voix vite couverte par le bruit des réacteurs d'un avion de ligne.

Il faudra encore attendre avant que les hôtes de l'Algérie soient transférés dans le camp du Caroubier près d'Alger, qu'ils quitteront vraisemblablement pour Tébessa où furent déposés directement six cents Palestiniens évacués de Beyrouth, le 31 août 1982. En fin de journée, M. Mohamed Cherif Messadia, responsable du secrétariat permanent du comité central, et le ministre algérien des moudjahidin (anciens combattants) se sont rendus au Caroubier où se répandaient en accusations contre Israël « gouvernements nazis » des prisonniers sortis d'un camp qu'ils présentaient comme Auschwitz.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

### De notre correspondant

sions spéciales que la radio a consacré à l'affaire, on a entendu évoquer les exigences de la tradition et de la morale juives, lesquelles imposent de tout faire pour sauver un homme, fût-ce « en négociant avec Satan ». On n'a pas manqué d'opposer l'attitude d'Israël respectueuse de la vie de ses soldats à l'implacable mépris affiché, selon Jérusalem, envers « la piétaille » par les régimes de nombreux pays arabes, Syrie et Irak entre autres. « Ce fut une négociation entre deux civilisations opposées », écrit le Yediot Achronot. Nous étions prêts à payer le prix fort, pas eux. Ce n'est pas un signe de faiblesse, nous sommes seulement différents. »

### L'image de la France

Le sacrifice politique consenti par le gouvernement Shamir devrait à l'évidence conforter le moral d'une armée qui a du vague à l'âme depuis l'invasion du Liban et les massacres de Sabra et de Chatila. « Il est important », a déclaré le général Moshe Lévy, chef d'état-major, que nos soldats sachent que nous ferons toujours tout pour les sauver. « Cela ne signifie pas, selon M. Arens, que l'opération d'échange aura des implications politiques » quant à la so-

lution du problème palestinien. Pour le vice-premier ministre, M. David Lévy, il ne s'agit « en aucune façon d'un tournant dans l'attitude d'Israël envers l'O.L.P. ».

En tout cas, comme nous le rappelait jeudi M. Lova Eliav, ancien secrétaire général du parti travailliste, Israël a accepté par réalisme de négocier directement avec l'O.L.P. pendant la première phase des pourparlers d'octobre 1982 à juin 1983. M. Eliav précise qu'il « fut mandaté » par le gouvernement de Jérusalem pour négocier avec M. Issam Sartawi, le dirigeant palestinien assassiné à Lisbonne. Grâce à l'entremise de l'ancien chancelier autrichien M. Bruno Kreisky, MM. Eliav et Sartawi eurent de nombreuses rencontres, notamment à Vienne, à Paris et aux Baïrears. Les familles des détenus furent constamment informées de l'évolution de ces pourparlers.

Enfin, le concours apporté par la France à l'opération d'échange est fort remarquable ici. Quelques jours après le raid de l'aviation française au Liban, M. Shamir a adressé un télégramme de remerciements au président Mitterrand. Il y a longtemps que l'image de la France en Israël n'avait été aussi bonne.

J.-P. LANGELLIER.

## « Le camp d'Ansar nous a appris à adhérer à la cause palestinienne »

Saïda (Liban) (Reuters). — Des milliers de familles palestiniennes et libanaises au Sud-Liban ont accueilli, jeudi, avec des larmes de joie, le retour de leurs fils, maris, frères et pères libérés par les Israéliens après dix-huit mois de détention au camp d'Ansar.

A Saïda, des centaines de personnes s'étaient massées le long du front de mer pour accueillir et acclamer les parents et amis qui arrivaient d'Ansar par petits groupes, vêtus de survêtements verts ou bleus, arborant pour la plupart des barbes. Nombre d'entre eux étaient prisonniers depuis le tout début de l'invasion, en juin 1982, lorsque les forces israéliennes ont appréhendé des milliers de personnes soupçonnées de combattre au côté des fadajin ou simplement de leur être favorables.

Tout au long de leur détention, ils n'avaient pu recevoir aucun visiteur, bien que du courrier ait pu leur parvenir. La plupart des hommes libérés ont déclaré que les conditions matérielles de leur détention étaient bonnes.

Un grand nombre ont déclaré que les Israéliens n'avaient aucune raison valable pour les détention, mais, certains, telle Hala Kadoura, une jeune palestinienne de dix-neuf ans, une des trente-cinq femmes libérées jeudi, ont lancé avec défi : « Ansar ne nous arrêtera pas. En fait ce nous a

appris à adhérer à la cause palestinienne ».

Ali Ahmed Hassan, agriculteur libanais de vingt-quatre ans, arrêté dans le village de la Bekaa, raconte que les Israéliens l'accusaient d'être communiste. « En fait, je suis un communiste indépendant », précise-t-il avec un sourire.

Les prisonniers ont rapporté qu'ils avaient entendu parler de leur libération imminente il y a deux ou trois jours, mais que les préparatifs concrets n'ont commencé que mercredi lorsque les gardiens israéliens les ont rassemblés pour leur offrir le choix entre rester au Liban ou se rendre en Algérie. Chaque prisonnier a reçu un tract lui conseillant de rentrer chez lui, de « tourner la page », de trouver un travail et d'abandonner toute activité politique.

Les prisonniers, dont les familles se trouvent au Sud-Liban, ont quitté Ansar par autocars peu après l'aube et ont été acheminés vers les trois principales bourgades de la région, qui restent sous contrôle israélien, Saïda, Tyr et Nabatieh. Le premier groupe arrivé à Saïda s'est rendu directement sur les lieux où se trouvait encore naguère le quartier général de l'Organisation de libération de la Palestine, à embrassé le sol et prié pour les milliers de victimes de l'invasion israélienne.

## LES CHEFS DE LA DISSIDENCE AU SEIN DU FATH S'ENGAGENT A RESPECTER LE CESSER-LE-FEU À TRIPOLI

Les chefs de la dissidence au sein du mouvement palestinien Fath se sont engagés jeudi 24 novembre à respecter un cessez-le-feu sans limitation de temps au Nord-Liban, à la condition que les partisans de M. Yasser Arafat le respectent aussi. Cet engagement a été rendu public dans un communiqué publié à Damas au terme d'une rencontre au sein de la délégation des pays non alignés qui se trouve dans la capitale syrienne pour tenter de mettre un terme définitif aux combats dans la région de Tripoli.

Les dissidents du Fath se différencient ainsi de leur allié, M. Arafat, qui, med Jibril, chef du petit mouvement pro-libyen du Front populaire de libération de la Palestine — commandement général, qui a déclaré officiellement que la trêve prendra fin samedi à Tripoli si M. Arafat s'y trouve toujours.

Les partisans de M. Arafat ont ment fait savoir jeudi, une fois de plus, que ce dernier resterait dans le port de Tripoli jusqu'à ce qu'un cessez-le-feu soit conclu sur le statut des camps palestiniens de Baddaoui et de Naïr-el-Bared. Pour sa part, M. Mahmoud Labadie, porte-parole de la dissidence, a estimé que M. Arafat souhaitait en fait quitter Tripoli « de la même façon qu'il avait quitté Beyrouth, c'est-à-dire avec toutes les apparences d'une victoire symbolique ».

Entre-temps, la situation sur le terrain semble se détériorer ; et les signes annonciateurs d'un nouvel affrontement se précisent.

M. Arafat a indiqué jeudi lors d'une conférence de presse à Tripoli que les forces adverses massaient des troupes et amenaient de grandes quantités de munitions près des secteurs tenus par les milices islamiques, notamment à Bab-Tebbaneh et à Kobbé. L'accalmie, qui prévalait depuis huit jours à Tripoli, a été perturbée jeudi après-midi par des tirs de mortier quaternaires nord de la ville. Des troupes de l'Armée de libération de la Palestine sont commandement syrien sont arrivées en renfort sur les collines à l'est de la ville. Désormais, la capitale du Nord-Liban est totalement encerclée au nord et à l'est, alors que l'armée syrienne se trouve au sud. Les partisans de M. Yasser Arafat ont, de leur côté, renforcé les barricades qui se trouvent au sud de la ville, face aux troupes syriennes, et ont construit de nouveaux murs de terre, au nord.

Après l'exode de nombreux habitants, Tripoli paraissait ce vendredi matin complètement déserte et sans vie, alors qu'on signalait des tirs d'artillerie et des rafales d'armes automatiques, notamment près du retour de Mallouleh (entrée nord de Tripoli) qui est le point de progression maximum des forces dissidentes en direction du quartier général de M. Arafat.

A Tel-Aviv, Israël a admis jeudi soir la perte d'un avion sans pilote Drone au cours d'un vol de reconnaissance au-dessus de l'est du Liban. La Syrie avait annoncé que les forces avaient abattu jeudi après-midi l'appareil israélien dans la vallée de la Bekaa. Le Drone est un minuscule avion sans pilote équipé de caméras de télévision. De nombreux appareils de ce genre ont été abattus par les Syriens, mais Israël continue à les utiliser pour surveiller les mouvements militaires syriens au Liban.

La Maison Blanche a annoncé jeudi que le président libanais, Amine Gemayel, sera reçu par le président Reagan le 1<sup>er</sup> décembre à Washington, quarante-huit heures après l'entrevue que le premier ministre israélien M. Itzhak Shamir doit avoir le 29 novembre avec le président américain. — (A.F.P., Reuters, A.P.).

M. Gatel à bord du Clemenceau. — Le secrétaire d'Etat à la défense, M. Jean Gatel, s'est rendu, jeudi 24 et vendredi 25 novembre, à bord du porte-avions Clemenceau et de la frégate Duquesne, au large du Liban, où il a eu des entretiens avec l'amiral Orsico, commandant en chef en Méditerranée, l'amiral Klotz, commandant les porte-avions, et avec les ambassadeurs de France au Liban et à Chypre. Ce court séjour de M. Gatel parmi les équipages de l'aviation embarquée française est destiné à leur témoigner toute la confiance du gouvernement après le raid des Super-Étendard d'attaque près de Baalbek.

## Le témoignage de Caritas-Liban

### RÉFUGIÉS DANS LEUR PROPRE PAYS

« Les habitants [de Tripoli] continuent de fuir la ville. Trente mille personnes déplacées se dispersent dans les zones de montagne, les zones de montagne, les zones de montagne. Le monde se soucie davantage de la personne de Yasser Arafat que des dizaines de milliers de victimes », écrit le Père Samir Mazloum, président de Caritas-Liban, dans un communiqué diffusé à Paris le 22 novembre.

Dans la Bekaa, poursuit ce document, « la population libanaise, surtout chrétienne, subit toutes sortes de vexations et de sévices. Zahlé, devenue vaste camp de concentration de tous les réfugiés chrétiens de divers villages, est soumise à une guerre économique d'usure ». Au Liban-Sud « la présence israélienne avec ses innombrables tentes devient de plus en plus lourde. Le passage [de la rivière Awail] est permis au rythme d'une voiture toutes les quinze

minutes. C'est à la nage que les habitants franchissent l'Awail, en dépit des tirs d'intimidation des Israéliens ».

Les régions d'Aley et du Chouf « sont vidées de leur contenu chrétien : 100 000 personnes ont fui, 85 églises et écoles et 17 200 habitations ont été détruites ; 58 villages du Chouf et 22 de la région d'Aley ont été rasés. Les réfugiés s'installent à 35 000 personnes dans cette dernière ville témoin de la présence chrétienne dans cette région ». « Nous écrivons ce témoignage par les difficultés continues et les chutes d'obus [sur Beyrouth] », précise le Père Mazloum avant de conclure : « Nos besoins sont immenses. »

★ Les dons pour Caritas-Liban peuvent être adressés à Mgr Pierre Harfouché, vicaire patriarcal maronite, 15, rue d'Ulm, 75 005 Paris. Téléphone : 329-47-60.

JEAN CHARBONNEL

Comment peut-on être opposant ?

Comment préparer, dans la paix civile, une alternance qui devrait intervenir en 1986.

Collection "Libertés 2 000"

ROBERT LAFFONT





## Somalie : la guerre, la misère...

### II. - Les petits pas du libéralisme

De notre envoyé spécial JACQUES DE BARRIN

Dans un premier article, J. de Barrin a évoqué les nouvelles relations avec la Somalie et les Etats-Unis, et l'interminable guerre de l'Ogaden (le Monde du 25 novembre.)

Mogadiscio. - Le décor est toujours en place. La houe et le marteau s'entrechoient sur les armoiries officielles. Dans le hall de l'hôtel Uruba - financé par les Saoudiens - des affiches rappellent que le pays « est en marche vers le socialisme », « en lutte contre l'impérialisme, le néo-colonialisme et le fascisme ». Mogadiscio a sa via Lénine. Protocollairement, le parti a le pas sur le gouvernement. Les « gardiens de la révolution » - chemise verte et foulard rouge - sont aux ordres. Pourtant, il y a déjà six ans que le général Siyad Barre, le chef de l'Etat, a rompu avec la « patrie du socialisme scientifique ». Sur le plan politique, l'important n'était pas d'adapter dans la précipitation les structures et les slogans au nouveau goût du jour, mais de ménager des transitions et de sauver les apparences. « Ne vous y trompez pas, dit-on dans certains cercles officiels, aujourd'hui en Somalie, la forme ne préjuge plus le fond. »

Une constatation s'impose malgré tout : une bonne partie des cadres civils et militaires du pays ont été formés en Union soviétique. Maintenant que le vent a tourné, il faut leur laisser le temps de reprendre leurs esprits, mais aussi de vaincre la résistance de certains d'entre eux au changement. Si, par exemple, l'Etat se montre, aujourd'hui encore, si lent et si hésitant à desserrer son étau sur l'économie, c'est notamment parce que le nombre de ses serviteurs redoutant les effets d'une libéralisation qui les privera de positions dominantes et d'avantages acquis. Le parti socialiste révolutionnaire somalien, auquel la réalité du pouvoir échappe, se cherche une nouvelle identité qui ne soit pas aux antipodes de la précédente. Il est déjà membre du mouvement des partis socialistes africains. Il a demandé son adhésion à l'Internationale socialiste.

La préoccupation du général Barre n'est pas de trouver, pour son régime, un nouveau support idéologique, mais de mener, comme il vient de le rappeler, « une guerre sans merci contre le tribalisme qui empêche le développement ». Rude tâche : ce fleau qui est, selon lui, « le signe d'une société primitive » dicte, en effet, aujourd'hui encore, consciemment ou non, la conduite de tout un chacun, y compris aux plus hauts niveaux de l'Etat.

Sur le terrain politique proprement dit, le général Barre paraît maîtriser la situation depuis qu'en juin 1982 il s'est débarrassé de certains collaborateurs dont il suspectait la loyauté. Ces sept « comploteurs », d'horizons très divers, au nombre desquels figurait le général Abukar Ismail, troisième vice-président de la République, s'inquiétaient, semble-t-il, d'une excessive concentration des pouvoirs entre les mains du chef de l'Etat. Voulant-ils déposer celui-ci de manière constitutionnelle à la faveur du congrès du parti, comme certains l'affirment ? Toujours est-il qu'ils

ont été, depuis lors, mis au secret. Nul ne sait s'ils seront, un jour, honorés d'un procès.

Un pas significatif vers la libéralisation de l'économie : l'ouverture, à Mogadiscio, d'une banque privée dont des financiers de l'émirat d'Abu-Dhabi détiendraient la majorité du capital ne serait plus qu'une question de semaines. C'est la condition préalable qu'ont imposée les hommes d'affaires de la péninsule arabique, sollicités d'investir en Somalie. Cet « accroc » au monopole d'Etat en matière bancaire ne va pas de soi dans un pays qui a du mal à renier complètement l'héritage socialiste, les vertus d'hier modelées par l'Union soviétique.

#### Pauvre parmi les plus pauvres

Pauvre parmi les plus pauvres des « pays les moins avancés », la Somalie n'a pas d'autre choix que de se soumettre aux exigences de ses bailleurs de fonds, au premier rang desquels figurent les pays arabes voisins. Le bétail sur pied, dont ceux-ci sont les principaux acheteurs, ne représente-t-il pas 87 % de la valeur totale des exportations ? Aussi, l'embargo sur les bovins, décidé en avril dernier par l'Arabie Saoudite, inquiète-t-il les autorités de Mogadiscio qui, derrière la raison officielle invoquée - une épidémie de peste - devinent les manœuvres déloyales de concurrents - les Australiens ? - prêts à tout pour les évincer.

Autre contribution de taille à la marche de l'économie somalienne : la fourniture gratuite, depuis avril 1982, par l'Arabie Saoudite, de 360 000 tonnes de pétrole brut raffiné sur place. Ce don couvre la consommation annuelle du pays et correspond à un manque à dépenser d'environ 80 millions de dollars. Les

responsables de Mogadiscio tremblent à l'idée que ce geste puisse ne plus être reconduit, car les recherches d'hydrocarbures liquides et gazeux faites par des compagnies américaines et européennes, ne se sont pas révélées concluantes.

Il reste que près de deux cent mille Somaliens ont trouvé un emploi dans la péninsule Arabique. Ils y engrangent des devises sur lesquelles les dirigeants de Mogadiscio lorgnent avec envie et qu'ils avaient, jusqu'en juin 1981, le droit de rapatrier ici sous forme de biens de consommation. Le gouvernement a dû revenir dans les faits sur l'abolition de ce système de la « franco valuta ». Depuis le 1<sup>er</sup> janvier dernier, les travailleurs immigrés et les exportateurs de bétail peuvent changer leurs devises à un taux bonifié ou les verser à un compte « étranger » qui donne droit à l'ouverture automatique de lettres de crédit. Malgré tout, les intéressés hésitent à déposer leurs avoirs dans les coffres de la banque centrale, de peur de ne pas être en mesure d'en disposer à leur guise.

Pour réussir à « recycler » les devises de ses propres ressortissants et à attirer les investisseurs privés étrangers, le gouvernement somalien est contraint de rompre avec une conception socialiste de l'économie. Ainsi, les paysans, notamment les producteurs de bananes, ne sont plus obligés de vendre leurs récoltes à l'Etat à un prix imposé. Les autorités locales ont commencé d'examiner les comptes des quelque cinquante entreprises et agences publiques et à fermer celles qui battent de l'aile. Tout récemment, il a été décidé de ne plus réserver au seul secteur public l'exercice de la profession médicale et celle d'agent de voyages. D'aucuns remarquent que le gouvernement traîne encore, ici et là, de vieilles idées socialistes, notamment dans le plan quinquennal 1982-1986, dont la stratégie repose sur le développement prioritaire des investissements publics. Ces mêmes observateurs constatent que le gouvernement somalien se garde de donner un quelconque contenu idéologique aux mesures de libéralisation économique.

Il semble malgré tout que certains pays soient décidés à jouer le jeu, à tenter leur chance. Déjà, dans douze entreprises, le gouvernement somalien a accepté d'être en position mi-

noritaire. Ainsi en est-il de la « Somali Fruit Company » dont un consortium italien détient 60 % des actions. La République fédérale d'Allemagne, qui a signé avec le gouvernement de Mogadiscio un accord sur la protection des investissements, envisage, à travers sa banque d'Etat, de prendre en 1984 une participation au capital de la banque somalienne de développement. De même, les Etats-Unis, qui ont conclu des arrangements commerciaux avec la Somalie, se disent prêts à l'aider à bien négocier son tournant économique.

La Somalie s'est strictement conformée aux recommandations du Fonds monétaire international (F.M.I.) en dévaluant le shilling de

125 % en juillet 1982 et en réduisant les dépenses publiques. Sans ressources, incapable de nourrir une population qui ne dépasse pas cinq millions d'habitants, obligée de demeurer l'arme au pied face à « l'agresseur éthiopien », n'est-elle pas, pour longtemps encore, condamnée à dépendre de l'aide étrangère qui, en 1981, a couvert environ 40 % de ses dépenses ? La conférence des pays donateurs, qui s'est réunie fin octobre à Paris, lui a accordé, pour les trois années à venir, 1,6 milliard de dollars de subventions. Mais elle manque cruellement de « pétrole et d'idées » pour en tirer le meilleur parti.

FIN

Comité de 5 janvier pour une Tchécoslovaquie libre et socialiste

### APPEL POUR LA LIBÉRATION IMMÉDIATE DE PETR UHL

L'appel suivant a été envoyé au président Gustav Husak par cinq citoyens tchécoslovaques. Un certain nombre de personnalités ont décidé de le reprendre à leur compte en France.

Monsieur le Président,

Lors du procès de 1979 contre le VONS, l'un des épisodes les plus sombres de l'histoire de la justice tchécoslovaque, six personnes furent condamnées pour activité criminelle sans la moindre preuve, simplement pour avoir attiré l'attention de l'opinion publique sur un certain nombre d'injustices. Parmi les condamnés se trouvait notre ami Petr UHL. Il a reçu la peine la plus lourde, cinq années d'emprisonnement. Il est le seul d'entre nous qui n'a pas encore été libéré. C'est la seconde fois qu'il est emprisonné pour avoir défendu les droits civiques et il a, à cette date, passé huit ans en prison. Petr UHL est un homme courageux et honnête qui, malgré les persécutions dont il est l'objet, a continué à défendre ses convictions socialistes. Plus que quiconque il a été contraint à de lourds sacrifices pour défendre ses idées.

Nous vous demandons - non seulement en tant que chef de la justice de notre pays, mais en tant qu'homme qui, injustement emprisonné durant de nombreuses années n'a jamais abandonné ses convictions - de faire tout ce qui est en votre pouvoir pour obtenir la libération de Petr UHL. Il n'est pas nécessaire de vous rappeler qu'un tel acte serait accueilli favorablement non seulement par la famille et les amis de Petr UHL, mais également par l'opinion publique démocratique mondiale qui connaît bien son cas et le suit avec attention.

Prague, 5 août 1983

Otta Bednarova - Dr Vaclav Benda  
Jiri Dienstbier - Vaclav Havel  
Dana Nemcova

Paris, le 22 octobre 1983, Cosignataires :

Edouard Pignon, Hélène Parmelin, Pierre Emmanuel, Jean Ellenstein, Daniel Guérin, Jean-Pierre Faye, Victor Leduc, Yves Vargas, Jean-Claude Guillebaud, Etienne Balibar, Alain Krivine, Ernest Mandel, Laurent Schwartz, Michel Lévy, Henri Fould, Paul Fournier, Pavel Tigrid, Vladimir Jankovskij, Jacques Julliard, Jean Cassou, Colette Mazny, Philippe Robieux, Gérard Molina, Paul Goma, Antoine Spire, Denis Berger, Pierre Vidal-Naquet, Jean Lacouture, Lubomir Sochar, Claude Bourdet, M. Jacob, Jean-Marie Vincent, Pierre Daix, Claude Roy, Jeanne Brunschwig, Jules Moch, M.-J. Chombart de Lauwe, Madeleine Robéroux, Père Chenu.

Envoyez vos signatures à :

Vice-président : CHARBOL  
277, rue de Valenciennes  
75015 - PARIS  
Tél. : 531-66-43

Souscriptions :

Général DEROIN  
7, rue Victor-Hugo  
92700 COLOMBES  
C.C.P. 1178.22 Paris

**HANLET**  
L'UNIVERS DU PIANO

**CREDIT GRATUIT ET TOTAL 12 MOIS\***

JOYEUX NOËL

204 rue du Fg-Saint-Jac, Paris 5<sup>e</sup> - Tél. : 756.51.94  
21, rue Orange-Drouot, Paris 9<sup>e</sup> - Tél. : 446.00.02  
Centre Clal "Maison de l'Art", Tél. : 446.35.87  
Centre Clal "Maison de l'Art", Tél. : 446.35.87  
Centre Clal "Maison de l'Art", Tél. : 446.35.87

**Faites des étincelles en anglais!**

PROCHAINS COURS INTENSIFS le 26 novembre 1983

**ILC INTERNATIONAL LANGUAGE CENTRE**  
20 passage Dauphine  
75006 Paris - Tél. 325.41.37

## Les meilleures correspondances pour vos affaires au Moyen-Orient.

**JEDDAH**  
طيران الخليج  
**GULF AIR**

**DHAHRAN**  
طيران الخليج  
**GULF AIR**

**ABU DHABI**  
طيران الخليج  
**GULF AIR**

**SALALAH**  
طيران الخليج  
**GULF AIR**

**RAS AL KHAIMAH**  
طيران الخليج  
**GULF AIR**

**DUBAI**  
طيران الخليج  
**GULF AIR**

**KUWAIT**  
طيران الخليج  
**GULF AIR**

**SHARJAH**  
طيران الخليج  
**GULF AIR**

**BAHRAIN**  
طيران الخليج  
**GULF AIR**

**MUSCAT**  
طيران الخليج  
**GULF AIR**

**AMMAN**  
طيران الخليج  
**GULF AIR**

**DOHA**  
طيران الخليج  
**GULF AIR**

Offrez-vous le meilleur service à terre, comme en vol. Grâce à un réseau d'escaliers en correspondance immédiate avec nos vols en provenance d'Europe. Dans chacune d'elle, un important personnel Gulf Air est là pour mieux vous aider.

Ce sont tous des professionnels du trafic aérien au plus haut niveau. Ils sont entourés d'une équipe hautement qualifiée et expérimentée, sur laquelle vous pouvez compter pour organiser au mieux vos déplacements.

Que vous vous rendiez dans un des 10 centres que nous desservons dans le Golfe ou dans une des 16 destinations internationales, Gulf Air est probablement le meilleur réseau pour vos affaires au Moyen-Orient. Vous pouvez également descendre dans l'un de nos luxueux hôtels à Bahrain, Doha et Muscat.

Pour plus d'information, contactez votre agent de voyages ou Gulf Air : (1) 261.53.16, réservation : (1) 261.61.20, libre appel : 16 (05) 42.61.20.

**طيران الخليج GULF AIR**  
L'envergure

AMMAN ATHENS BAHRAIN BANGKOK BEIRUT BOMBAY CAIRO COLCAGO DELHI DHAHRAN DOHA DUBAI HONG KONG JEDDAH KARACHI KUWAIT LARNACA LONDON MANILA MUSCAT PARIS RAS AL KHAIMAH SALALAH SHARJAH TUNIS

## Les pays donateurs décident d'accorder à Accra un crédit de 150 millions de dollars en 1984 pour favoriser le redressement économique

Lors d'une longue déposition à la barre - qualifiée de « *bravade* » par le tribunal - il a justifié son engagement au sein de l'A.N.C. en estimant que la violence était désormais l'unique recours contre un régime d'apartheid. Un régime qu'il a qualifié de « *hérétique* », en l'assimilant au nazisme. Le principal témoin à charge, M. Robert Whitecross, qui était considéré par le jeune couple comme un proche ami, un confident partageant leur appartement, s'est révélé être un membre de la police de sécurité chargé d'infiltrer les personnes favorables à l'A.N.C.

LE REG  
CORPS. LA C  
EN QUESTION  
DU POUVOIR  
QUETE DU C

DE L'AUDACE  
CONFIANCE EN  
S. LA FIN DES  
LE REGNE D  
CORPS. LA COM

# ASIE

### De notre correspondant

### De notre correspondant

Ces derniers mois, depuis sa libération, M<sup>me</sup> Shuang s'était remise à peindre avec passion. L'un de ses tableaux les plus profonds est consacré à son mari, à sa vie en France et auprès de son futur mari la possibilité de perfectionner son art.

## Afghanistan

## QUATRE MEMBRES

## POUR MEURTRE POLITIQUE

Quatre membres du Parti populaire démocratique afghan (parti communiste au pouvoir) ont été exécutés pour meurtre politique, a annoncé, jeudi 24 novembre, Radio-Kaboul, captée à Islamabad, sans préciser la date de ces exécutions. La radio, se référant implicitement, pour la première fois, à l'existence de divergences au sein du parti, n'a pas fait mention de la faction - Khalq (le peuple) ou Parcham (le drapeau) - à laquelle appartenaient les personnes exécutées. Une rivalité ouverte oppose les deux tendances du P.P.D.A.

Seelon la radio, M. Abad Rahnavar, secrétaire du parti pour la province Balikh, a été impliqué dans l'enlèvement et l'assassinat d'un autre membre du parti, M. Azim Gahuri. Les recherches menées par la police secrète et les forces de sécurité ont permis de révéler que M. Rahnavar et trois complices avaient commis le meurtre, a ajouté la radio. Les quatre accusés ont « plaidé coupable » devant la cour révolutionnaire, qui les a condamnés à la peine capitale, a encore indiqué la radio. La sentence a été exécutée après que le chef de l'Etat, M. Babrak Karmal, l'eut approuvée, a-t-on précisé de même source. — (A.F.P.)

# AMÉRIQUES

## États-Unis

## Sécurité renforcée à la Maison Blanche

Washington (A.F.P.). — Une dizaine de camions chargés de sable ont été parqués jeudi 24 novembre en fin d'après-midi autour de la Maison Blanche et des précautions similaires ont été prises au département d'Etat pour faire face à ce que les autorités ont qualifié de « possibles menaces d'attentats à la bombe ». Le président Ronald Reagan et sa famille se trouvaient jeudi dans leur ranch de Santa-Barbara en Californie pour la fête de Thanksgiving.

Un porte-parole de la Maison Blanche à Washington a indiqué que la présence de ces camions était due à « de préoccutions de sécurité », mais s'est refusé à fournir toute autre explication. Ces « précautions » consistaient, le dernier épisode dans le renforcement des mesures de sécurité après l'attentat qui a coûté la vie à deux cent trente-neuf soldats américains à Bayrouth et l'explosion, le 7 novembre, d'une bombe dans les locaux du Capitole. Celle-ci n'avait pas fait de victimes.

Des chiens ont fait leur apparition à la Maison Blanche, ces derniers jours, pour inspecter les véhicules y pénétrant et détecter d'éventuels explosifs. Les gardes de faction ont également commencé à fouiller les sacs et serviettes des journalistes accrédités, ce qu'ils ne font pas habituellement.

## Canada

**DÉMISSION DU MINISTRE QUÉBÉCOIS DE LA MAIN-D'ŒUVRE.** — Le ministre québécois de la main-d'œuvre et de la sécurité du revenu, M. Pierre Marois, a annoncé, jeudi 24 novembre, qu'il avait accepté la démission du cabinet de M. René Lévesque ainsi que de son siège de député. Dans sa lettre au premier ministre de la province francophone, M. Marois affirme qu'il en est venu, « après avoir mûrement réfléchi », à la conclusion qu'il ne peut plus être « utile pour l'instant... » (A.F.B.)

**LA FIN DES FRONTIERES. LE PARTAGE DU POUVOIR.**

**LE REGNE DE L'AUDACE. LA RECONQUETE DU**

**CORPS. LA CONFIANCE EN L'HOMME. LES REMISES**

**EN QUESTIONS. LA FIN DES FRONTIERES. LE PARTAGE**

**DU POUVOIR. LE REGNE DE L'AUDACE. LA RECON-**

**QUETE DU CORPS. LA CONFIA**

**REMISES EN**

**LE NOUVEL**

**Observateur**

**SPECIAL**

**FUTUR**

**DEMANDEZ LE PROGRAMME!**

du  
des  
qui se  
vue d'œil. Pour vous  
d'entrer dans l'avenir à  
reculons, le Nouvel Observateur  
va vous faire vivre pendant trois  
semaines la grande révolution qui  
secoue la planète. Parce que  
demain, c'est presque  
aujourd'hui.  
Spécial Futur, trois numéros  
exceptionnels du Nouvel Obser-  
vateur, à partir de cette semaine.  
Alors, laissez votre boule de cris-  
tal au vestiaire. Et lisez le Nouvel  
Observateur.

TENTATIVE D

## Les pirates à la bon

quelques détails con-  
sultez sur les circulai-  
res manqués.  
entre l'Urss et l'U.S.A.  
suit du vendredi 19 novembre (1945), sur la  
cambre, sur la  
cette de l'air. Le  
des trois jeunes fem-  
me d'une vingtaine  
d'années, tous à  
géorgienne.  
pour échapper aux con-  
sultes par la police avant  
mais ont fait com-  
ment à une note — é-  
géorgie plus qu'un  
de joyeuses libéra-  
lisme le dévouement  
la queue le pilote a fait d'  
note et de se diriger  
toute proche con-  
sultes les pirates. Là n'a ni  
pour à se prendre con-  
de contrôle de l'U.S.S.R.  
de spécial à été envi-  
tandis que l'Arvion n'a  
de l'U.S.S.R. et de l'U.S.A.  
entre l'Urss et l'U.S.A.  
cette de l'air se sont ap-  
sont des trompés que le  
ment, dans des circon-  
stances. Le pilote, un

## L'ancien directeur condamné

Moscou (A.F.P.) - directeur du plus célèbre institut d'alimentation du monde, M. Youri Sokolov a été condamné à mort, à la suite de l'un des plus importants scandales de corruption révélés ces derniers temps en U.R.S.S., le 24 novembre.

Tass. L'agence ne précise pas la sentence frappant M. Sokolov - dont la presse avait annoncé l'arrestation à la mi-avril - exécutée.

Le jugement a été « en novembre » par le préme de la fédération indique l'agence sans durée du procès. complices de M. Sokol condamnées à de fortes prison, ajoute-t-elle.

Selon les attendus ment cités par Tass, M. son adjoint et nos che vice du Gastronom n° 1 le monde connaît à Mo

**Infostore, le p  
et de la comm**

**INFOSTORE : UNE FO**

**Pour la 1<sup>ère</sup> fois  
aujourd'hui en  
nification.**

**FOSTORE : UNE GAMME**  
Pour la 1<sup>re</sup> fois  
complète d'an-  
duels ou profe-  
sionnels, logi-  
téléphoniques  
latrices scienti-  
de texte, ma-  
vidéo-jeux, lib

**FOSTORE : LE PLUS**  
**Pour la 1<sup>ère</sup> fois**  
**norms dans cha**  
**choisir, à comp**  
**Digital Equipm**  
**Texas Instrume**

**INI**  
272, rue de



# EUROPE A TRAVERS LE MONDE

ge 13

## U.R.S.S.

LA TENTATIVE DE DÉTOURNEMENT D'AVION A TBILISSI

### Les pirates de l'air appartenaient à la bonne société géorgienne

Quelques détails commencent à émerger sur les circonstances du détournement manqué d'un avion Aeroflot, entre Tbilissi et Batoumi, dans la nuit du vendredi 18 au samedi 19 novembre (le Monde du 23 novembre), et sur la personnalité des pirates de l'air. Les six jeunes gens d'une vingtaine d'années et appartenant tous à la « bonne société » géorgienne.

Pour échapper aux contrôles effectués par la police avant l'embarquement, ils ont fait comme s'ils participaient à une soirée - événement qui en Géorgie plus qu'ailleurs donne lieu à de joyeuses libations.

Lorsque le détournement a commencé, le pilote a feint d'obéir sous la menace et de se diriger vers la Turquie toute proche comme l'exigeaient les pirates. Il a ainsi gagné du temps et a pu prendre contact avec la tour de contrôle de Tbilissi. Un commando spécial a été envoyé de Moscou tandis que l'avion tournait dans le ciel de Géorgie avant de revenir se poser à Tbilissi. C'est quand les pirates de l'air se sont aperçus qu'ils avaient été trompés que la fusillade a éclaté, dans des circonstances mal éclaircies. Le pilote, une botseuse,

quatre ou cinq passagers et un ou deux pirates ont été tués; l'un des autres risquant la peine de mort.

Cette affaire pourrait avoir des conséquences politiques. D'une part, les autorités de Géorgie ont laissé entendre que les jeunes gens n'auraient pas agi de leur propre chef mais auraient été « poussés » à commettre un détournement. D'autre part, la position du premier secrétaire de Géorgie, M. Chevardnadze, apparaît déjà moins solide, depuis l'arrivée au pouvoir de M. Andropov. Bien qu'il ait fait une grande partie de sa carrière dans les organes de sécurité de la République, M. Chevardnadze ne doit rien à l'ancien président du K.G.B. Il a été nommé premier secrétaire de Géorgie en septembre 1972 par Brejnev pour remettre de l'ordre dans une république rongée par la corruption.

M. Andropov devait se rendre à Tbilissi au mois d'octobre pour présider les fêtes marquant le deux centième anniversaire du rattachement de la Géorgie à la Russie, mais il en a été empêché par la maladie. L'occasion de réaffirmer le pouvoir de M. Chevardnadze a été manquée.

## Turquie

### La nouvelle Assemblée législative a prêté serment

De notre correspondant

Ankara. - Les deux cent onze élus du Parti de la mère patrie de M. Ozal, ainsi que les cent dix-sept députés du Parti populiste de M. Calp et les soixante et onze représentants de la démocratie nationaliste de l'ex-général Sunalp - le grand vaincu des élections législatives du 6 novembre - ont prêté serment, un par un, le jeudi 24 novembre, au Parlement d'Ankara. Dans les dix jours, la « Grande Assemblée » doit désigner son président. Le premier ministre sortant, l'amiral Uluksu, paraît le candidat le mieux placé pour cette importante fonction.

L'amiral Uluksu a présenté la démission de son gouvernement au chef de l'Etat, le général Evren. En attendant la prochaine désignation de M. Turgut Ozal, grand vainqueur des élections, comme futur premier ministre, l'amiral Uluksu expédiera les affaires courantes.

Le processus, prôné par les militaires, d'une transition graduelle et contrôlée vers la démocratie s'est donc amorcé avec une classe politique presque entièrement nouvelle. Le nouveau Parlement, « taillé sur mesure » par les auteurs du coup d'Etat du 12 septembre 1980, saura-

il assurer son rôle de représentant de la volonté nationale ? Telle est aujourd'hui la question qui est dans tous les esprits à Ankara. - A. U.

Remise en liberté du professeur Kuyuk. - La Cour de cassation militaire turque a, le mercredi 23 novembre, ordonné la remise en liberté d'un universitaire de gauche, M. Yalcin Kuyuk, détenu depuis février dernier, après avoir été condamné à huit années d'emprisonnement pour s'être livré à une « propagande communiste » dans un de ses livres intitulé « Pour une république nouvelle », publié avant l'intervention militaire du 12 septembre. Durant ces neuf derniers mois, le professeur Kuyuk a beaucoup souffert. Brillant intellectuel non conformiste, il a été exclu de l'Université à la suite d'une vaste purge de l'enseignement supérieur. De plus, ayant participé à une grève de la faim en solidarité avec d'autres détenus politiques protestant contre leurs conditions de détention (le Monde du 11 août), M. Kuyuk, âgé de quarante-cinq ans, a vu son état de santé sérieusement affecté au terme de cette épreuve d'environ un mois. - (Corresp.)

## Cité du Vatican

VISITE DU CARDINAL CASAROLI AUX ETATS-UNIS

Le secrétaire d'Etat du Saint-Siège a quitté Washington jeudi 24 novembre au terme d'une visite au cours de laquelle il a évoqué avec ses interlocuteurs américains l'instauration de relations diplomatiques entre les Etats-Unis et le Vatican, mesure dont le Congrès a déjà approuvé le principe. Mgr Casaroli a déclaré, d'autre part, à son retour à Rome que les deux messages envoyés le mois dernier par le pape à M.M. Reagan et Andropov « n'étaient pas un geste direct de médiation, mais plutôt un encouragement qui démontre la confiance du Saint Père dans l'un et l'autre des interlocuteurs ». Jean-Paul II « a fait appel à une bonne volonté dont nous ne voulons pas douter, précisément pour encourager Washington et Moscou », a précisé Mgr Casaroli. - (Corresp.)

## Maroc

UN NOUVEAU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Le roi Hassan II a nommé M. Abdoulouah Belkiz ministre des affaires étrangères. Agé de quarante-quatre ans, jusqu'à présent ministre de l'Information, il remplace M. Mohamed Boucetta, nommé ministre d'Etat sans portefeuille dans le gouvernement de transition qui devrait entrer en fonctions début décembre pour préparer les élections législatives de février (le Monde du 22 novembre). Le docteur Abdellatif Filali, délégué marocain aux Nations unies, remplace M. Belkiz au ministère de l'Information. - (A.P.)

## Libéria

UN ANCIEN GÉNÉRAL MIS EN CAUSE DANS LE COM- PLOT

Le gouvernement libérien a mis en cause l'ancien général Thomas Quiwonkpe - limogé en octobre dernier pour avoir refusé sa nomination au poste de secrétaire général du Conseil de la rédemption du peuple - dans le complot déjoué au début de la semaine, a annoncé, jeudi 24 novembre, le radio de Monrovia (le Monde du 22 novembre). Rayé des cadres de l'armée, il devait, selon un communiqué officiel, prendre la tête du coup d'Etat dans la région de Nimba tandis que d'autres conjurés devaient passer à l'action dans la capitale. On ignore si l'ancien officier a été arrêté. D'autre part, le Ghana a

## Nigéria

DEUX CENTES EXPULSIONS PAR SEMAINE

M. Ibrahim Tahir, nouveau ministre nigérien de l'Intérieur, a déclaré que son administration expulsait chaque semaine entre deux cents et trois cents étrangers en situation illégale. Selon le quotidien New Nigerian, publié jeudi 24 novembre, à Lagos, M. Tahir a précisé que l'expulsion d'immigrés clandestins est un « processus continu » qui sera poursuivi « sans drame ni hystérie ». - (Reuter.)

## Philippines

APPEL DES EVEQUES

Dans une lettre pastorale rendue publique ce vendredi 25 novembre, les évêques philippins ont demandé au président Ferdinand Marcos de révoquer ses décrets « répressifs », invitant simultanément les forces armées à ne pas démontrer leur loyauté à un seul homme mais au peuple.

Appelant à une réconciliation nationale, les évêques estiment que les violences et injustices actuelles pourraient aboutir à une « révolution sanglante ». - (A.P.)

## L'ancien directeur d'un magasin d'alimentation condamné à mort pour corruption

Moscou (A.F.P.) - L'ancien directeur du plus célèbre magasin d'alimentation de Moscou, M. Youri Sokolov, a été condamné à mort à la suite d'une des plus importantes affaires de corruption révélées ces dernières semaines en U.R.S.S., a annoncé jeudi 24 novembre l'agence Tass. L'agence ne précise pas si la sentence frappant M. Sokolov - dont la presse avait annoncé l'arrestation à la mi-avril - a été exécutée.

Le jugement a été prononcé « en novembre » par la Cour suprême de la fédération de Russie, indique l'agence sans préciser la durée du procès. Quatre complices de M. Sokolov ont été condamnés à de fortes peines de prison, ajoute-t-elle. Selon les standards du jugement cités par Tass, M. Sokolov, son adjoint et trois chefs de service du Gastronom n° 1 (qui tout le monde connaît à Moscou sous

le nom d'Eliselev qu'il portait avant la révolution) s'étaient livrés « pendant une longue période à des malversations sur les marchandises et à des actes de concussion ».

Les rumeurs relatives à l'affaire Sokolov avaient commencé à circuler à Moscou en novembre 1982. Les scandales auraient alors été opposés aux portes du magasin pour permettre aux enquêteurs d'inventorier les marchandises stockées par le groupe et destinées à être vendues au marché noir.

M. Sokolov menait un grand train de vie et possédait une luxueuse datcha à la campagne. L'ancien directeur du Gastronom n° 1 bénéficiait d'un soutien dans les milieux influents du pouvoir. Sa femme, chef d'un département au grand magasin Goum, avait été également arrêtée pour corruption.

## Le Conseil de l'Europe condamne la proclamation de la « République turque du nord de Chypre »

Les ministres des affaires étrangères des vingt et un pays membres du Conseil de l'Europe ont condamné, le jeudi 24 novembre à Strasbourg, la proclamation d'une « République turque du nord de Chypre ». Seul M. Ilter Turkmen, chef de la diplomatie turque, a voté contre. La Turquie est le seul pays à avoir reconnu cet Etat. Le gouvernement de la République de Chypre est le seul représentant légitime du pays, précise la résolution qui appelle au respect de la souveraineté, de l'indépendance, de l'intégrité territoriale et de l'unité de Chypre.

L'unanimité étant requise pour la « publication » d'une résolution du comité des ministres, le Conseil de l'Europe, cette résolution ne devrait pas figurer dans le communiqué final en tant que « position » des vingt et un. C'est la première fois dans l'histoire du Conseil, fondé il y a trente-quatre ans, que les ministres

ne parviennent pas à obtenir un consensus. La confusion a été augmentée par l'opposition du ministre grec à un paragraphe de la résolution décrivant les récentes élections législatives turques comme une étape utile vers le retour à la démocratie parlementaire en Turquie.

D'autre part, M. Andreas Papanicolas, premier ministre grec, qui se trouvait à Bruxelles, a souligné, jeudi, que les membres de la C.E.E. aillent au-delà de leurs déclarations condamnant la création d'une République turque à Chypre, en boycottant la communauté chypriote turque et en exerçant des pressions directes sur Ankara. - (A.F.P., Reuter, A.P.)

## 31 vitrines

éclairées contenant des milliers de cadeaux en porcelaine, faïence ou métal argenté, des gravures et autres objets de collection sont à vendre au plus grand « Dépôt Vente de Paris », 2000 m² d'exposition. Offrez le meilleur plus grand choix de cadeaux à meilleurs prix. A saisir en cette période de fêtes de fin d'année. LE DÉPÔT VENTE DE PARIS, 81, rue de Lagny, (204) 372.13.91

# NOUVEAU!

Infostore, le premier supermagasin de la micro-informatique, de la bureautique et de la communication, vient d'ouvrir ses portes dans le 15<sup>e</sup> arrondissement.

INFOSTORE : UNE FORME NOUVELLE DE DISTRIBUTION

Pour la 1<sup>ère</sup> fois, sur une grande surface, Infostore regroupe tout ce qui compte aujourd'hui en matière de micro-informatique, de bureautique et de communication.

INFOSTORE : UNE GAMME ÉTENDUE À DES PRIX BAS TOUTE L'ANNÉE

Pour la 1<sup>ère</sup> fois, sur une grande surface, Infostore vous propose une gamme complète dans chaque type de matériels pour répondre à vos besoins individuels ou professionnels: micro-ordinateurs personnels, micro-ordinateurs professionnels, logiciels de gestion, d'éducation et de jeux, téléphones, répondeurs téléphoniques, télécopieurs, calculatrices, calculatrices imprimantes, calculatrices scientifiques et financières, machines à écrire, machines à traitement de texte, machines à dicter, photocopieurs, caisses enregistreuses, minitel, vidéo-jeux, librairie spécialisée.

INFOSTORE : LE PLUS GRAND CHOIX DES PLUS GRANDES MARQUES

Pour la 1<sup>ère</sup> fois, sur une même surface, Infostore vous propose les plus grands noms dans chaque gamme de matériels, plus de 100 marques pour vous aider à choisir, à comparer, à décider: Apple - Canon - CGCT - Casio - Commodore - Digital Equipment - IBM - Hewlett Packard - Leonard - Olivetti - Philips - Texas Instruments - Thomson - Rank Xerox - Wang - Atari - Barphone - Braun - Brother - CBS - Facit - Hitachi - Nashua - Sinclair - CIT Alcatel - Minitel, etc.

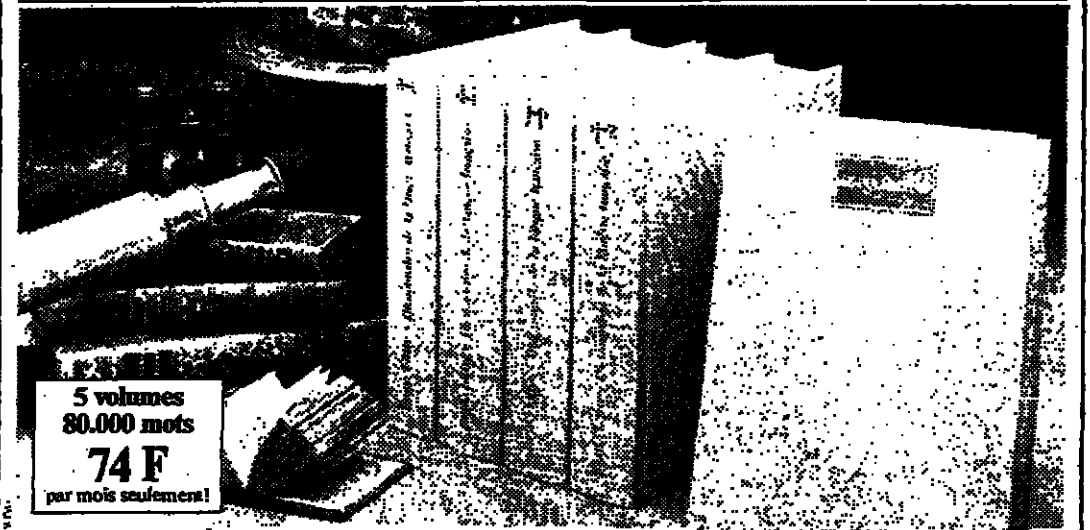


LE SUPERMAGASIN DE LA MICRO-INFORMATIQUE, DE LA BUREAUTIQUE ET DE LA COMMUNICATION.

**INFOSTORE** GROUPE DARTY  
272, rue de Vaugirard, 75015 PARIS. Métro Vaugirard.

# LE GRAND LITRE

## LE DICTIONNAIRE PASSIONNANT



5 volumes  
80.000 mots  
74 F  
par mois seulement!

### OFFREZ-VOUS LE GRAND LITRE EN 5 VOLUMES

Tous les amoureux de la langue française vous le diront : le LITRE est un dictionnaire passionnant, grâce à ses centaines de milliers de citations d'auteurs classiques ou modernes. Aujourd'hui, avec son volume de Supplément, le Grand Litre vous offre un trésor inégalé : plus de 80.000 mots couvrant toute notre langue, de l'époque de Montaigne à celle de l'électronique. Monument de la langue française, le Litre sera le joyau de votre bibliothèque avec ses 5 volumes in-quarto regroupant environ 7.400 pages, sous reliure soignée, avec titres, plats et tranches dorés. Grâce au Bon de Commande ci-dessous, vous pouvez acquérir les 5 prestigieux volumes du Litre en les réglant à crédit, pour 74 F par mois seulement. Profitez-en vite!

### DEVENEZ, VOUS AUSSI, UN PASSIONNÉ DU LITRE

« Ce dictionnaire est un trésor. Jean Cocteau »  
« Maître de dictionnaires, j'ai le plus grand respect pour celui de Litre que je considère comme la Bible de notre langue. Marcel Jouhandeau »  
« Je ne saurais m'en passer, et donc vivre, sans avoir à la portée de ma main le dictionnaire de Litre. Georges Duhamel »  
« Le Litre, bien sûr, est un ouvrage admirable, mais je le fréquente depuis si longtemps que je le sais presque par cœur. Jean D'Ormesson »  
« Le Litre, pour moi, est une source de citations extraordinaires. Jean Troyat »  
« Ce qu'il faut "connaître" en Litre, ce n'est pas un annuaire, un horaire, mais un oracule. (...) pas un philologue, mais un révélateur. Alain Rey »

## BON DE COMMANDE PERSONNEL

Envoyez ce bon de commande à : LITRE, 100, rue de la Harpe, 75005 PARIS CEDEX 05

Oui, je désire recevoir le Litre en cinq volumes.  
Je vous adresse avec ce bon les droits (85 F) correspondant à la réservation d'une collection Litre que je vous prie de bien vouloir m'expédier. Je jure alors 7 jours, à compter de la date de ma commande pour renoncer éventuellement (si vous en aviez l'intention) par lettre recommandée A.R. Il est bien entendu que mon présent règlement de droits de réservation me sera alors remboursé. Je régleme la collection selon le plan de financement suivant (cochez la case correspondante):

Je souhaite régler les quatre volumes de Litre, le cinquième volume (le Supplément) je le paie par la suite.

Je vous passe commande du Supplément du Litre me permettant de compléter ma collection. Je vous adresse ci-joint un premier règlement correspondant aux droits de réservation. Je régleme le solde des réservations de l'ouvrage (cochez la case correspondant à votre choix).

Nom ( ) : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Ville : \_\_\_\_\_ Profession : \_\_\_\_\_  
Code postal : \_\_\_\_\_ Signature obligatoire

(1) Exclurement réservé aux personnes majeures. Cette offre, valable 15 jours, est exclusivement réservée à la France Métropolitaine. Veuillez me fournir les formulaires de prélèvement automatique (entièrement gratuits) CCP ou Banque ainsi que l'offre préalable de crédit.

Le Monde

# politique

LA DISCUSSION BUDGÉTAIRE AU SÉNAT

## La majorité refuse de se prononcer sur un projet « défiguré »

Les modifications apportées par le Sénat aux trente-huit premiers articles de la première partie du projet de loi de finances pour 1984 ont nécessité un amendement du gouvernement, au trente-neuvième article (équilibre général du budget), tenant compte des 20 milliards 455 millions de francs de recettes supprimées. Avant de se prononcer sur l'ensemble de la première partie du budget - comme est de droit à la Haute Assemblée, - le Sénat a poursuivi, jeudi matin 24 novembre, l'examen des articles.

Après avoir adopté un amendement du gouvernement, qui donne pleine compétence au Centre national de la cinématographie pour assurer, à tous les stades, le recouvrement de la taxe sur la diffusion de programmes audiovisuels par câble ou voie hertzienne, le Sénat a approuvé à l'unanimité (291 voix contre 0, le P.C. ne prenant part au vote) un amendement de plusieurs sénateurs prévoyant le maintien du prélèvement à 2,5% (et non son retour à 2% comme le prévoyait le projet) effectué sur les enjeux du loto et affecté à un compte spécial, intitulé « Fonds national pour le développement du sport ». La recette nouvelle attendue est de 302 millions de francs, a précisé M. Stéphane Bonduel (M.R.G., Charente-Maritime), qui défendait l'amendement.

Le Sénat a suivi ensuite M. Etienne Dailly (Gauche dém., Seine-et-Marne) sur l'article 38 (majoration des rentes viagères). L'une des dispositions prévoit que « les dépenses résultant des majorations éventuelles de l'ensemble des rentes souscrites auprès de la Caisse nationale de prévoyance des caisses autonomes mutualistes et des compagnies d'assurances incombent aux organismes débiteurs de rentes ». La proposition de M. Dailly tend à maintenir l'exemption dont bénéficient les rentes constituées au profit des anciens combattants et victimes de guerre.

A l'occasion des explications de vote sur l'ensemble de la première partie, adoptée par l'opposition (voir encadré), M. Fernand Lefort

(P.C.) a déclaré que son groupe ne pouvait se prononcer sur un texte aussi « défiguré », qui aggrave de plus de 20 milliards de francs le déficit budgétaire. Au nom du groupe socialiste, qui a adopté la même position, M. Jean-Pierre Masseret a relevé que la majorité sénatoriale avait voté des amendements qui « défigurent » le texte, pour « préserver des intérêts catégoriels ». Cet argument a été repris par M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat au budget, qui a souligné la « ténacité » dont avait fait preuve les sénateurs de l'opposition pour exonerer les revenus les plus élevés, tout en chargeant les plus bas.

### P.T.T. : maintenir la qualité de la poste

Le Sénat a commencé l'examen des fascicules budgétaires par les crédits des services du premier ministre. Il a, ainsi, adopté le budget du secrétariat général de la défense nationale (S.G.D.N.) et celui du Conseil économique et social (C.E.S.). Après avoir approuvé le budget amorce des journaux officiels, il a repoussé les crédits des postes et télécommunications.

Les rapporteurs - MM. Louis Perrein (P.S., Val-d'Oise), pour la commission des finances, et Jean-Marie Rausch (Un. cent., Moselle), pour celle des affaires économiques, et les divers orateurs, ont exprimé le souci que soit maintenue la qualité des services de la poste, qui, selon eux, sont moins bien pourvus en investissements que ne le sont le téléphone et le câble. Après avoir affirmé qu'il porte le même intérêt à l'une et l'autre branche dont il a la tutelle, M. Louis Mexandeau, ministre délégué, chargé des P.T.T., a indiqué que les trois milliards de francs d'investissements prévus pour la poste courraient à la poursuite du programme de modernisation. Il a observé que la compétition internationale « persiste », dans le secteur des télécommunications, exige que la France ne prenne pas de retard dans les investissements. Après avoir observé que si les mouvements de grève dans les centres de tri sont à peu près terminés, tous les problèmes ne sont pas encore réglés, M. Mexandeau a affirmé que les répercussions de ces mouvements sur les entreprises n'ont, à aucun moment, mis en péril la vie économique.

### Plan : la défense des communes rurales

Le Sénat a approuvé les crédits du secrétariat d'Etat au Plan, à l'aménagement du territoire et à l'économie sociale. Pourtant

« Les sénateurs communistes non représentés au Conseil de l'Europe. - Le Sénat était appelé, mercredi 23 novembre, à élire ses six représentants à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et à l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale. Ont été désignés MM. Louis Jung (Un. cent., Bas-Rhin), Pierre Jeambrun (Gauche dém., Jura), Noël Berrier (P.S., Nièvre), tous trois sortants, et MM. Roland Ruet (R.J., Ain), Yvon Bourges (R.P.R., Ille-et-Vilaine) et Frédéric Wirth (Un. cent., Français de l'étranger). Les résultats du scrutin aboutissent à donner un représentant supplémentaire à l'Union centriste et à l'élimination d'un des deux représentants P.S. M. Raymond Dumont (P.C., Pas-de-Calais) a protesté contre l'« ostracisme » dont est victime son groupe, et il a rappelé que l'un de ses collègues, M. Serge Boucheny (P.C., Paris), avait exercé ces fonctions de 1974 à 1980.

M. Geoffroy de Montalembert (R.P.R., Seine-Maritime), rapporteur spécial de la commission des finances, aurait été très réservé sur ceux-ci. Au budget du commissariat général au Plan, il reproche la « prolifération » des études, regrettant que le Parlement ne soit pas suffisamment informé sur l'activité des organismes rattachés à cette administration. A l'inverse, M. Bernard Barbier (R.L., Côte-d'Or) rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères économiques, juge les crédits de recherche « insuffisants ».

Quant au budget de la délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR), si M. de Montalembert avait proposé leur rejet, ce n'était pas par « fâcheuse ou hostilité » à son égard, mais « comme la marque d'une vive déception ». D'abord, parce que, en 1983, le gouvernement, par le jeu de la régulation budgétaire, avait réduit ses crédits, ensuite parce qu'il n'accepte pas la diminution des sommes dont va disposer, en 1984, le Fonds interministériel de développement et d'aménagement rural (FIDAR), fonds destinés, particulièrement, aux zones de montagne et qui sont distribués en respectant les « priorités des régions ». « Avant il peut se justifier que l'Etat recherche des dépenses qui n'engagent que lui, observe-t-il dans son rapport écrit, avant le Sénat ne peut accepter que des difficultés supplémentaires soient créées aux communes rurales, dont il a toujours été le défenseur ».

Dans sa réponse, M. Jean Le Garrec avait, il est vrai, apporté quelques éléments de satisfactions à la commission : la gestion de la DATAR sera informatisée, ce qui permettra aux parlementaires de savoir comment ont été utilisés les crédits des fonds d'intervention ; les crédits de la DATAR connaissent, effectivement, une « pause », mais l'augmentation avait été importante l'an passé et « une nouvelle progression est prévue pour les années suivantes jusqu'en 1988 ».

A. Ch. et Th. B.

### L'analyse du scrutin

Voici l'analyse du scrutin, intervenu jeudi après-midi 24 novembre, sur l'ensemble de la première partie du projet de loi de finances pour 1984 :

● 175 sénateurs ont voté pour : 71 Un. cent. (sur 72) ; 52 R.P.R. (sur 58) ; 27 R.L. (sur 49) ; 22 Gauche dém. (sur 39) ; 3 non-inscr. (sur 5).

● 20 sénateurs ont voté contre : 19 R.L. (MM. d'Allières, Baille, Jean Boyer, Cabanel, de Corse-Brissac, Crucis, Delan, Jean-Marie Girault, de la Verpillière, Lazuech, Louvet, du Lurt, Lucotte, Ménard, Miroudot, Olivier, Pinat, Pouch et Ruet) et 1 Gauche dém. (M. Edgar Faure).

● 26 sénateurs se sont abstenus : 16 Gauche dém. (MM. Beaupetit, Jean Mercier, Moine, Mouly, et 12 M.R.G.) ; 5 R.P.R. (MM. Collette, Descours, Paul d'Ornano, Rohan et Souvet) ; 3 R.L. (MM. Croze, Larché et Hubert Martin) ; 2 non-inscr. (MM. Habert et Charles Ornano).

● 96 sénateurs n'ont pas pris part au vote : 70 P.S. (sur 70) ; 24 P.C. (sur 24) ; 1 R.P.R. (M. Ukeiwé) ; 1 Un. cent. (M. Pober, président du Sénat).

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

## Le P.S. et le P.C. obtiennent le maintien de la couverture sociale pendant la durée du congé parental

« Nous sommes favorables au congé parental, nous sommes sceptiques sur l'effet des mesures proposées. » Cette remarque de M. Etienne Pinté (R.P.R., Yvelines), vint aussi pour M. Jean-Paul Fuchs (U.D.F., Bas-Rhin). Cet avis très mitigé a conduit l'opposition à s'abstenir, au moment de vote du projet de loi relatif au congé parental d'éducation et au travail à mi-temps des parents d'un jeune enfant, adopté par la majorité, à l'Assemblée nationale, jeudi 24 novembre.

La discussion de ce projet de loi a été l'occasion d'un débat, sur le souhaitable et le possible, entre le gouvernement et le P.S. d'une part, le gouvernement et le P.C. d'autre part. M. Georgina Dufoux, secrétaire d'Etat chargé de la famille, de la population et des travailleurs immigrés, a rappelé, à plusieurs reprises, que ce projet repose sur un équilibre entre les contraintes du fonctionnement des entreprises et le souhait de permettre aux salariés de mieux concilier vie professionnelle et vie familiale. Suivie en cela par M. Robert Le Foll (P.S., Seine-et-Marne), qui a fait preuve, dans la discussion, d'un évident souci de pragmatisme, M. Dufoux a fait valoir qu'un projet perfectible, mais applicable, est préférable à un texte de portée plus large, mais à l'efficacité réduite par des difficultés de mise en œuvre. Cette attitude a conduit M. Dufoux et le P.S. à refuser, tout en approuvant leur esprit, plusieurs amendements présentés par M. Jacqueline Frayse-Cazalis (P.C., Hauts-de-Seine). M. Pinté, qui souhaitait de son côté assouplir les dispositions du projet, en substituant la notion de temps partiel à

celle de mi-temps, s'est heurté à la même objection. M. Dufoux, inversant les rôles, a fait remarquer au député R.P.R. que, positif dans son principe, cet amendement compliquerait la vie des entreprises.

En revanche, le P.S. et le P.C. ont uni leurs efforts pour faire évoluer la position du gouvernement, à propos de la protection sociale des salariés en congé parental. Au terme du projet initial du gouvernement, le droit commun, en matière de protection sociale, se serait appliqué sans modification, la couverture étant suspendue, au bout d'un an de congé et le salarié en congé parental n'étant plus couvert, pour l'assurance-maladie, par son éventuel conjoint. Après, semblerait-il, de vifs débats en commission, le P.S. a fait entendre, sur ce point, de la même détermination que le P.C. La discussion du texte a été repoussée de quelques heures, mises à profit pour des négociations entre les députés et le gouvernement. M. Dufoux a donné en grande partie satisfaction au P.S. et au P.C. en séance publique. Le gouvernement a déposé un amendement, adopté par la majorité, et assurant pendant la deuxième année du congé parental, le maintien du droit du salarié « aux prestations en nature de l'assurance-maternité et de l'assurance-maladie ». M. Dufoux a, aussi, pris l'engagement oral que la question des indemnités journalières, restée en suspens, sera résolue dans le cadre du projet de loi sur la famille, qui devrait être discuté lors de la session du printemps 1984.

A propos du congé parental lui-même, le projet donne la possibilité aux salariés, sans distinction de sexe, de prendre un congé, à l'issue duquel ils sont réintégrés dans l'entreprise. Le texte stipule que, sous certaines conditions, « le salarié (...) a le droit soit de bénéficier d'un congé parental d'éducation, soit de réduire sa durée de travail à la moitié de celle (...) applicable à l'établissement ». Le congé parental, à temps plein ou à mi-temps, dure normalement un an, mais peut aller jusqu'à deux ans. Il peut être pris « pendant la période de deux ans qui suit l'expiration du congé de maternité ou d'adoption ».

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

● M. Giscard d'Estaing participera au congrès des jeunes giscardiens. - Le Mouvement des jeunes giscardiens (M.J.G.) tiendra, dimanche 27 novembre à Issy-les-Moulineaux, son congrès bienal. M. Giscard d'Estaing prononcera le discours de clôture, qui portera sur « les valeurs pour réaliser la France de demain ».

M. Patrick Gérard, président du M.J.G., dressera à cette occasion un bilan des activités de son mouvement qui, rappelle-t-il, « a fait un triple choix dès l'arrivée de la gauche au pouvoir : la participation sans équivoque à l'opposition, la fidélité à Valéry Giscard d'Estaing ». Il revendique quelque soixante-cinq mille adhérents et estime que, depuis 1981, les jeunes giscardiens « ont prouvé qu'ils existent résolument dans l'opposition et qu'ils représentent une force qui se renouvelle ».

## Les Français naturalisés seront immédiatement éligibles à des mandats politiques

L'Assemblée nationale a adopté définitivement en première lecture, jeudi 24 novembre, trois projets de loi tels qu'ils avaient été votés par le Sénat. Le premier texte, voté au Palais du Luxembourg le 20 octobre dernier, homologue les dispositions pénales décidées par l'Assemblée territoriale de Nouvelle-Calédonie les 12 avril 1979 et 26 août 1982 pour le code de la route, ainsi que les 9 mai 1980 et 2 juin 1982 pour la protection de l'environnement.

Les deux autres projets, votés par le Sénat le 2 novembre (le Monde du 4 novembre), modifient le code de la nationalité et le code électoral, en supprimant la dernière incapacité qui restait liée à l'acquisition de la nationalité française - l'incapacité qui n'avait, d'ailleurs, été introduite dans la législation qu'en 1983 - celle qui rendait inéligibles à des mandats politiques pendant dix ans les naturalisés par décret et les femmes devenues françaises par mariage. M. Emmanuel Hamel (U.D.F., Rhône) s'est opposé à ce texte en expliquant : « La qualité d'élu implique une si lourde responsabilité, suppose une telle méditation et une telle connaissance de notre histoire qu'il ne me paraît pas possible d'admettre (...) que la seule naturalisation vous rende éligible dès le lendemain, non seulement à des mandats locaux mais encore à la charge suprême de président de la République ».

M. Jean Foyer (R.P.R., Maine-et-Loire) a, au contraire, approuvé ces textes, dont le premier a été adopté à main levée, tandis que le projet de loi organique modifiant le code électoral a été adopté, au scrutin public demandé par le P.S., par 333 voix (P.S., R.P.R., P.C.) contre 58 (U.D.F.).

Th. B.

● Indemnisation d'anciens prisonniers de guerre. - L'Assemblée nationale a adopté à l'unanimité, mercredi 23 novembre, un projet donnant force de loi à cinq décrets de 1973, 1974, 1977 et 1981, concernant les conditions d'indemnisation d'invalides contractés dans certains lieux de captivité ou d'internement au régime particulièrement sévère. Dans les mêmes conditions, l'Assemblée a définitivement approuvé un projet de loi, voté par le Sénat le 9 novembre dernier et validant des mesures individuelles intéressant quelque onze mille agents de l'éducation nationale (intendants universitaires et employés d'administration), prises en fonction de décrets du 15 septembre 1979, que le Conseil d'Etat avait annulés le 8 décembre 1982 pour vice de forme.

● Le code pénal dans les TOM. - L'Assemblée nationale a adopté, mercredi 23 novembre, le projet de loi rendant applicables aux territoires d'outre-mer certaines dispositions législatives ayant modifié le code pénal et le code de procédure pénale et qui n'avaient pas jusqu'alors été appliquées dans les territoires d'outre-mer, la Constitution rendant nécessaire une consultation des assemblées territoriales. Celles de Nouvelle-Calédonie et de Wallis-et-Futuna ont émis un avis favorable, mais celle de Polynésie française ne s'est pas encore prononcée ; aussi le R.P.R. a-t-il annoncé qu'il saisirait le Conseil constitutionnel.

● Les intérêts maritimes et commerciaux de la France. - L'Assemblée nationale a adopté, à l'unanimité, jeudi 24 novembre, le projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux « mesures pouvant être prises en cas d'atteinte aux intérêts maritimes et commerciaux de la France ».

### Le signal de Baulbek

Les morts de Baulbek ont en réalité les premières victimes de la force de dissuasion. (...)

De quel poids il a fallu que pèsent les militaires, l'état-major et aussi les troupes engagées au Tchad et au Liban pour que François Mitterrand accepte de jouer ce jeu-là. Nous le saurons sans doute un jour. (...)

L'opinion française s'est alors inquiétée. Elle ne pouvait pas ne pas se rappeler la guerre d'Indochine précédée par le bombardement de Hailhong destiné à punir les Vietnamiens, la guerre de Suez qui avait pour objet de punir Nasser, le bombardement du village de Sakiet Sidi Yousser afin de punir les Tunisiens qui aidaient les « terroristes » algériens...

A chaque fois les socialistes participaient au pouvoir. L'histoire n'était-elle pas recommencée au Liban ?

Georges Montaron

Cette semaine dans TEMOIGNAGE CHRETIEN avec toute l'actualité, toute la vie culturelle, politique, sociale, religieuse. TC, un des grands hebdomadaires qui font l'opinion. Le n° 10 F. Partout et 45 Fbg Poissonnière à Paris 75009.

VIVEZ EN EUROPE 1 LES GRANDS MOMENTS DE LA SEMAINE

# LAURENT FABIOUS

Ministre de l'Industrie et de la Recherche

DIMANCHE 27 NOVEMBRE à 19h

## CLUB DE LA PRESSE EUROPE 1

animé par Gérard Carreyrou et Alain Duhamel.

تحت إشراف من الأمل

LES ELECTIONS E

M. Chaban-F...  
d'instinct » p...  
M. Léotard  
(C. D. S.) son...  
attachés » à deu...

déjeuner-débat...  
novembre, à Paris...  
Junot (CNIP)...  
Paris et memb...  
des Communaut...  
Jacques Chaban...  
premier ministre...  
des élections euro...  
prochaine, qu'il...  
une liste uni...  
qu'un de très...  
Simone Veil...  
d'apaiser ».

P.R. de Bordeaux a...  
que les conversa...  
permettrait de...  
deux coups : rui...  
l'occurrence et don...  
l'occasion de...  
la majorité ou...  
en général, de...  
d'apaiser ».

présentant deux...  
non-Deimans pour...  
pour la liste de...  
nouveau telle qu...  
dit, je les éli...  
neux. « Quelle qu...  
sectorale adoptée, le...  
estime qu'il...  
l'opposition...  
plate-forme « con...  
certain nombre de...  
exposés et dont...  
pour parcourir la

le développement...  
européenne...  
Deimans a mis en garde...  
« la décapiter...  
atlantique ». « C'est...  
qui ne peut se faire...  
liaison très sérieuse...  
et les Etats-Unis », a...

pour M. François Lé...  
M. Pierre Mégnan...  
ont refusé leur...  
de l'U.D.F. mener sa...  
aux élections euro...

le général du P.R. a...  
déclaré : « Nous...  
plus en plus attachés à...  
qui permettront à...  
de l'opposition de

ent du C.D.S. a, pour sa...  
que l'opposition gane...  
prochaines élections...  
« en respectant...  
de l'Union » et en lais...  
soix - dans l'opposition...  
unique, a-t-il remarqué.

# L'HIS... CHEZ F...

SI...  
100...  
pages



# LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES DE 1984

- M. Chaban-Delmas (R.P.R.) est d'« instinct » pour une liste unique.
- MM. Léotard (P.R.) et Méhaignerie (C.D.S.) sont « de plus en plus attachés » à deux listes.

Au cours d'un déjeuner-débat, organisé jeudi 24 novembre à Paris, par M. Michel Junot (CNIP), adjoint au maire de Paris et membre de l'Assemblée des Communautés européennes, M. Jacques Chaban-Delmas, ancien premier ministre, a déclaré, à propos des élections européennes de l'année prochaine, qu'il est d'« instinct » pour une liste unique, conduite par quelqu'un de très qualifié, comme M. Simone Veil, qu'il serait « prêt à épauler ».

Le maire (R.P.R.) de Bordeaux a ajouté : « Je suis que les conversations se poursuivent mais je pense qu'une liste unique permettrait de faire d'une pierre deux coups : ramener la flamme européenne et donner à nos compatriotes l'occasion de dire s'ils sont pour la majorité ou pour l'opposition [...] L'union fait la force et donne, en général, de bons résultats électoraux ».

Si l'opposition présentait deux listes, M. Chaban-Delmas pourrait accepter de conduire la liste du R.P.R. : « Si on renouvelle telle ou telle suggestion, a-t-il dit, je les étudierai de mon mieux ». Quelle que soit la solution électorale adoptée, le maire de Bordeaux estime qu'il serait souhaitable que l'opposition constitue « une plate-forme commune, [avec] un certain nombre de points simplement exposés et dont on pourra s'armer pour parcourir la France ».

Interrogé sur le développement d'une défense européenne, M. Chaban-Delmas a mis en garde contre le danger de « la découpler de l'alliance atlantique ». « C'est une opération qui ne peut se faire qu'avec une liaison très sérieuse avec l'OTAN et les États-Unis », a-t-il souligné.

Le même jour, M. François Léotard (C.D.S.) et M. Pierre Méhaignerie (C.D.S.) ont réaffirmé leur volonté de voir l'U.D.F. mener sa propre liste aux élections européennes.

Le secrétaire général du P.R. a notamment déclaré : « Nous sommes de plus en plus attachés à deux listes [qui] permettront à l'ensemble de l'opposition de gagner ».

Le président du C.D.S. a, pour sa part, affirmé que l'opposition gagnerait « les prochaines élections, à deux conditions » : en respectant « la stratégie de l'union » et en faisant un « choix » dans l'opposition. « La liste unique, a-t-il remarqué,

est réductrice et laisse un espace politique inoccupé. Des primaires organisées sont une condition de la démocratie, du renouvellement des hommes et du débat d'idées ».

Les responsables du P.R. et du C.D.S. ont aussi, chacun de leur côté, évoqué la politique étrangère de M. Mitterrand. M. François Léotard s'est déclaré « inquiet de voir le président de la République chercher à l'extérieur ce qu'il ne trouve plus à l'intérieur [de la France] ». Il l'a accusé de vouloir « profiter de la dramatisation de la situation internationale pour apparaître en France comme le rempart des libertés ».

« Nous n'allons pas, a-t-il dit, nous laisser piéger par l'utilisation que fait le chef de l'État de l'armée française ».

M. Pierre Méhaignerie a jugé que « la politique étrangère de la France est lucide » — dans la mesure où elle prend en compte « la menace militaire soviétique » — mais « maladroite sur le plan des interventions ». Le raid de l'aviation française sur Baalbek lui paraît « une opération contestable » dans la mesure où « elle a créé un doute sur les intentions réelles du président de la République ». « On peut penser, a-t-il dit, qu'il a voulu faire remonter sa cote de popularité et répondre à un problème franco-français ».

● Le P.C.F. et l'enseignement supérieur. — M. Guy Hermier, membre du bureau politique du parti communiste, a indiqué, mercredi 23 novembre, à propos du projet de loi sur l'enseignement supérieur, que le P.C.F. « défendra les avancées positives, fixées par le projet de loi initial, adopté en juin par l'Assemblée, et combattra toute proposition visant à les altérer ou à les dénigrer ». « Le groupe communiste, a-t-il ajouté, appellera à voter le texte initial, sans tenir compte des modifications proposées par le Sénat ». Le P.C.F. « met en garde le gouvernement contre des propositions de compromis ». Sur l'enseignement privé, le P.C.F., qui participe aux manifestations du Comité national d'action laïque, « exprime les plus vives inquiétudes quant aux propositions gouvernementales », qui pourraient aboutir à une « institutionnalisation du dualisme scolaire ».

## LA VISITE DU SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX DOM-TOM DANS LE PACIFIQUE-SUD

M. Lemoine confirme que la population de Nouvelle-Calédonie devra se prononcer pour ou contre l'indépendance du territoire

De notre correspondant

Nouméa. — Au cinquième jour de sa visite officielle en Nouvelle-Calédonie, le secrétaire d'État aux DOM-TOM a défini, jeudi 24 novembre, devant l'Assemblée territoriale, le projet du nouveau statut de « large autonomie » dont le gouvernement entend doter le territoire après les prochaines élections territoriales de 1984. Mais c'est devant une Assemblée territoriale réduite à neuf conseillers que M. Georges Lemoine a prononcé son allocution. Comme il l'avait annoncé, le R.P.C.R. (Rassemblement pour la Calédonie dans la République) n'était pas présent, ainsi, selon son président, M. Jacques Lafleur, député R.P.R. de « ne pas cautionner quelque chose qui s'est fait dans notre dos ».

D'autre part, au moment où le président de l'Assemblée territoriale, M. Jean-Pierre Alfa, membre de la F.N.S.C. (Fédération pour une nouvelle société calédonienne, alliée du Front indépendantiste), après son discours d'introduction, céda la place au ministre, l'un des conseillers territoriaux, M. Yewéni Yewéni, membre de l'Union calédonienne (U.C., principale composante du Front indépendantiste), tenta de prendre la parole pour « donner son point de vue et celui du Front indépendantiste ». Devant le refus de M. Lemoine, exprimé par la voix du président de l'Assemblée territoriale, d'entendre cette déclaration, M. Yewéni s'est levé et a invité les treize autres conseillers territoriaux indépendants à se retirer sur-le-champ, ne laissant que le vice-président du Conseil de gouvernement, M. Jean-Marie Tjibaou, lui aussi membre de l'U.C. C'est donc devant les sept conseillers territoriaux de la F.N.S.C. et deux indépendants que M. Lemoine a exposé les grandes lignes du nouveau statut de la Nouvelle-Calédonie, en se référant aux acquis de la « table ronde » de Nainville-Roches (Essonne), réunie en juillet dernier, au cours de laquelle avait été défini un processus d'autodétermination devant permettre aux Calédoniens de choisir leur avenir.

la coutume et des communes à égalité, et, pour un quart, des représentants des activités économiques et sociales qui participent à la vie collective du pays. Les représentants de la coutume seront désignés par le collège des clans et le conseil des grands chefs. Les élus municipaux désigneront ceux des communes tandis que les organismes socio-professionnels seront désignés, comme dans les conseils économiques et sociaux de la métropole.

L'assemblée des pays sera composée de représentants coutumiers, d'élus locaux et de représentants des secteurs socio-professionnels et associatifs. Mais seule la section coutumière composée de vingt-quatre membres recevra des attributions propres. Elle examinera notamment les questions relatives aux droits civils particuliers et exercera une fonction de conciliation dans les conflits entre citoyens de droits civils particuliers pour les matières régies par ce statut. Elle assurera la représentation extérieure de la coutume auprès des communautés mélanésiennes du Pacifique Sud.

A propos du calendrier, M. Lemoine a précisé : « Le texte définitif sera déposé sur le bureau de l'Assemblée nationale avant le début de la session de printemps au cours de laquelle il sera voté. Si ce calendrier est respecté, et le gouvernement a la volonté qu'il le soit, la Nouvelle-Calédonie disposera en juillet prochain d'un nouveau statut, et les élections territoriales pourront alors être organisées. (...) Dans ce domaine la France a trop manqué de rendez-vous avec l'histoire pour ne pas avoir la volonté de réussir celui qui nous est proposé ici... J'ai la conviction qu'un délai de cinq ans, celui d'une législature, est nécessaire avant que la population de ce territoire soit en mesure de se prononcer librement et en connaissance de cause sur son avenir (...). Une consultation offrant le choix entre le maintien de la situation existante après cinq ans d'application du statut d'autonomie interne, le renforcement de l'autonomie du territoire ou l'indépendance sera donc organisée en 1989 ».

## « La France a trop manqué de rendez-vous avec l'histoire... »

Le nouveau statut fixera la place de la coutume mélanésienne dans les institutions par la création de « conseils de pays », et d'une « assemblée de pays ». « Le statut », a déclaré M. Lemoine, « reconnaît au peuple indigène de la Nouvelle-Calédonie et dépendances son droit à la décolonisation et à l'autodétermination, la légitimité des droits coutumiers. A cet effet, l'exécutif du territoire est transféré à un gouvernement local, entièrement élu, les compétences délibératives de l'Assemblée territoriale sont accrues. Une assemblée consultative représentant la coutume et les pays est créée. Le contrôle a priori de l'État est supprimé. Le territoire pourra déterminer librement les emblèmes marquant sa personnalité au sein de la République française ».

Chacun des six « pays », dont la délimitation tient compte des aires coutumières et des liens économiques, sociaux et culturels traditionnels, ou qu'il convient de restaurer, sera doté d'un conseil composé, pour les trois-quarts, de représentants de

FRÉDÉRIC FELLOUX.

# «Le livre le plus iconoclaste de l'année»

Michel Cicurel

## La France quand même

Robert Laffont

Ce qu'ils en pensent :

RAYMOND BARRE dans *le Figaro* : Un des meilleurs esprits de sa génération. Un livre où les choses qui ne doivent pas se dire sont néanmoins avancées.

ALFRED SAUVY dans *l'Express* : Une lecture forte et enrichissante, avec ce sourire continu qui nous fait oublier tant de plates sentences, tant de mornes plaidoyers...

PAUL FABRA dans *Le Monde* : Un magistral cours d'économie appliquée.

H. MAGNENAT dans *La Tribune de Genève* : Un livre remarquable... un langage franc, des termes différents.

Le *Nouvel Observateur* : Un essai qui devrait secouer la morosité ambiante... pour en finir avec la sinistrose de droite ou de gauche.

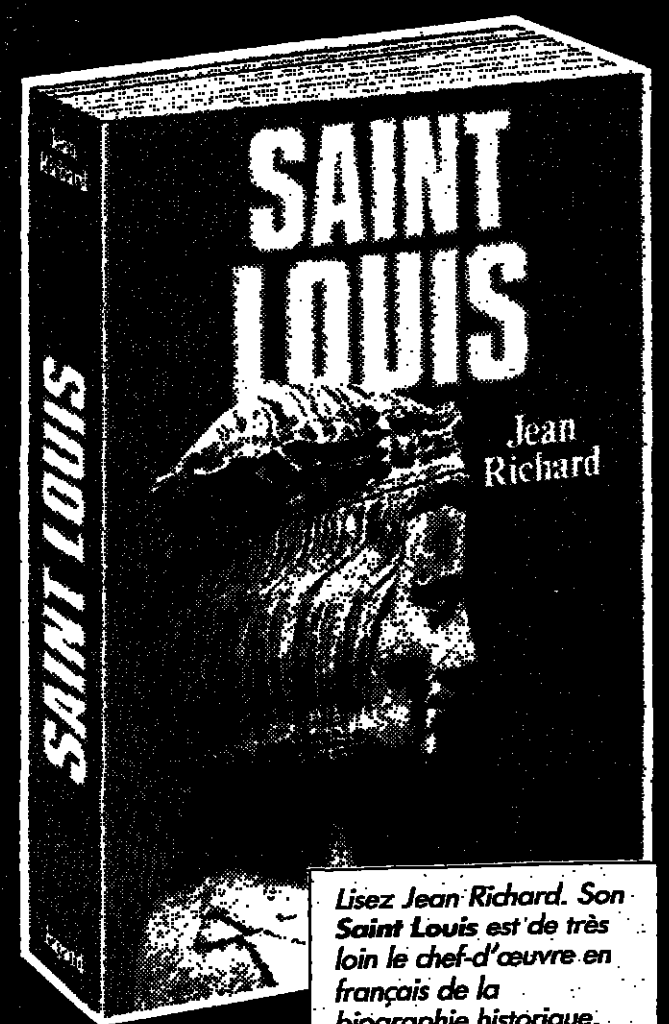
L'*Usine Nouvelle* : Michel Cicurel appelle un chat un chat.

La *Vie Française* : Un livre objectif... une expérience vécue.

Collection « LIBERTÉS 2000 »

ROBERT LAFFONT

# L'HISTOIRE CHEZ FAYARD



120 F  
638 pages

Lisez Jean Richard. Son *Saint Louis* est de très loin le chef-d'œuvre en français de la biographie historique. Pierre Chaunu, *Le Figaro*.

SI VOUS MESUREZ  
1,80 M OU PLUS  
(jusqu'à 2,10 m)

SI VOUS ÊTES MINCE  
OU FORT.

John Rapal

Spécialiste du prêt-à-porter Grandes Tailles

UNE SEULE ADRESSE À PARIS

40, av. de  
la République

75011 Paris - Tél. : 355 66 00

Costumes, pardessus, vestes, pantalons, pulls,  
chemises (4 longueurs de manches), cuir, peaux laines.  
Livraison immédiate. Parking gratuit assuré.

# LE RAPPORT PROST SUR L'ÉTAT DES LYCÉES

## Un baccalauréat plus simple et plus diversifié

M. Alain Savary a présenté, jeudi matin 24 novembre à Paris, le rapport de la commission présidée par M. Antoine Prost : « Les lycées et leurs études au sein du vingt et unième siècle ». Le ministre de l'éducation nationale fera connaître le mois prochain les orientations qu'il retient pour les lycées à partir de ce document.

Le rapport Prost a été établi après la consultation des partenaires (syndicats d'enseignants, parents d'élèves, associations de spécialistes, administration centrale), suivie de deux journées de discussions dans les deux mille cinq cents lycées, les 6 octobre et 13 décembre 1982, auxquelles étaient conviés personnels, élèves et parents (Le Monde du 8 octobre et du 15 décembre 1982), et par un aller-retour de la synthèse de ces échanges entre les établissements et la commission.

Du rapport de deux cent quatre-vingt-quatre pages qui sera diffusé en janvier prochain, M. Antoine Prost a mis en relief les points suivants :

● Le stéréotype de la baisse de niveau est faux.

Les lycées français sont loin d'avoir fait faillite. A la différence des Etats-Unis, la France ne dispose pas encore de véritable instrument de mesure. Mais, si l'on comparait les 27 % de la classe d'âge qui ont réussi le baccalauréat cette année aux 6 % qui le franchissaient en 1953, « on découvrirait que le niveau monte, celui de l'élite des lycées actuels a été sacrifié et elle est inférieure à celle de leurs prédécesseurs ». Pour M. Antoine Prost, ce constat est « la traduction dans les lycées de ce que notre société a valorisé ».

En revanche, l'expression écrite des lycéens actuels a été sacrifiée et elle est inférieure à celle de leurs prédécesseurs. Pour M. Antoine Prost, ce constat est « la traduction dans les lycées de ce que notre société a valorisé ».

● Il y a trop de cours et pas assez de temps d'étude.

Trop de cours se passent sans que le lycéen reprenne ses notes, assimile, relie ses différentes connaissances. Un élève traduit *Mein Kampf* en allemand et ne fait pas le lien de cette œuvre avec le nazisme en histoire. De plus, les heures de cours sont beaucoup trop nom-

### UN BON SENS SUBVERSIF

La force de l'analyse et des propositions de la commission Prost est tout entière contenue dans un parti pris : le lycée est fait pour les lycéens, pour le plein développement de leurs capacités qui, à terme, ne peut que profiter à la nation.

Le constat est dressé sans animosité. Non, affirment les auteurs, tout ne va pas si mal. Le « niveau » des lycéens d'aujourd'hui n'a rien à envier à celui de leurs aînés, beaucoup moins nombreux : il le dépasse même considérablement en matière et en sciences. Mais la question ne cesse de courir en filigrane dans ces quelques trois cents pages : à quoi jouons-nous dans les lycées ? A quoi ces établissements servent-ils ? N'y a-t-il pas un énorme gâchis humain ? L'orientation des élèves est inefficace et injuste : la créativité, l'imagination et l'aide des lycéens, en particulier dans le domaine de la technologie, n'ont qu'un droit de cité. Un gâchis financier, avec l'organisation du baccalauréat ?

Au passage, les hypocrisies sont démasquées. Ainsi de la prétendue « égalité des chances » offerte par un service public, qui l'utilise pour légitimer son uniformité, mais où les jeunes de seize ans ont deux fois moins de chances d'être accueillis dans un lycée selon qu'ils habitent la Meuse ou les Alpes-Maritimes.

Ces vérités sont subversives. Elles risquent en tout cas d'être insupportables à un système où l'immobilisme est une vertu cardinale. A des enseignants dont on constate trop souvent qu'ils ont perdu de vue que l'enseignement n'est pas d'abord fait pour eux ; à une administration peu friande de remises en cause ; à des parents dont beaucoup n'attendent du système scolaire qu'une intégration molle et sans risque de leurs enfants dans la hiérarchie sociale.

CHARLES VIAL

breuses chaque jour et le nombre de jours de classe beaucoup trop faible dans l'année. Théoriquement, il y a deux cent douze jours de classe, ce qui place la France dans le peloton de tête ; sans déduire les samedis (moins trente-cinq jours) et les jours de juin, ce qui, avec cent cinquante-sept jours de travail, met la France au dernier rang mondial. Il faudrait donc permettre le travail personnel en réduisant les horaires de cours, répartir le travail sur six jours par semaine et travailler jusqu'à la fin du mois de juin.

● Les élèves ont besoin d'un suivi régulier et personnalisé.

De ce point de vue, le conseil de classe est une « procédure grossière ». Les lycéens devraient pouvoir « passer un contrat » et dresser un bilan régulier de leur formation. Ainsi, l'orientation serait-elle un processus continu.

● Le baccalauréat doit être diversifié et simplifié.

Le bac, qui suscite dix fois plus de candidats qu'en 1950, est « lourd et mal adapté ». Son organisation est à la merci du moindre grain de sable. Ainsi, en 1982, les services des trois académies de la région parisienne ont dû remplacer, au pied levé, mille des huit mille correcteurs convoqués... Il faut une réforme urgente, sinon « nous n'aurons plus le choix qu'entre un diplôme délivré par chaque lycée et un examen national tellement sommaire qu'il ne prouvera plus rien ». La commission propose l'organisation d'épreuves en cours d'année, dès la

classe de première. Le baccalauréat se passerait en partie à l'échelon local et en partie au niveau académique.

● Il faut créer des « bassins de formation ».

Scannables aux « syndicats de communes », ces « syndicats inter-établissements », un peu plus vastes que les communautés urbaines, permettraient d'améliorer l'offre d'enseignement et la gestion et d'éviter la dispersion.

● La recherche en éducation doit être développée, la formation des enseignants « prise au sérieux ».

Le CAPES et l'agrégation doivent intégrer la soutenance d'un mémoire en rapport avec la pratique pédagogique.

● L'offre d'enseignement doit être planifiée et développée.

La commission propose qu'à échéance de dix ans 80 % de chaque génération achève une scolarité de second cycle (ce taux dépasse actuellement 90 % aux Etats-Unis et au Japon). Pour cela, il faut remédier aux inégalités entre régions, assurer des ressources égales aux établissements par une répartition compensée de la taxe d'apprentissage. Il faut aussi diversifier les formations, donner aux lycées la liberté d'utiliser d'un tiers du temps d'enseignement, apprendre la mobilité en appliquant d'abord à un système éducatif actuellement rigide, difficilement adaptable, où « le changement est un mal ».

C. V.

# LE NOMBRE DES EXEMPTÉS CONTINUE D'AUGMENTER

## Un service militaire de moins en moins universel

Tarascon. — Le service militaire va encore devenir un peu moins universel. L'an prochain, le nombre des incorporés devrait être de 260 000 à 270 000 sur un total de 430 000 appelés recensés, alors qu'il est aujourd'hui de l'ordre de 300 000. Cette chute — prévisible — du nombre des recrues sous les drapeaux, on la doit à une augmentation du taux des exemptions attribuées pour raisons médicales.

Directeur central du service national, le général de division Pierre Morisot a longuement parlé de cette perspective le 23 novembre, à l'occasion d'une visite de journalistes au centre de sélection de Tarascon (Bouches-du-Rhône). L'une des dix « unités » en France — c'est sa propre expression — qui sont chargées de sélectionner sur tests et d'orienter les recrues. Depuis leur création il y a vingt-cinq ans, ces centres ont vu défiler 15 millions de jeunes conscrits.

A l'origine de ce phénomène qui atteindra son plein effet à la fin de 1984, on trouve plusieurs raisons :

1) Certaines dispositions de la loi du 8 juillet 1983 qui « banalisent », selon le général Morisot, l'accès, autrefois plus sélectif, au statut de l'objection de conscience et qui dispensent, sous certaines conditions, de jeunes chefs d'entreprise de remplir leurs obligations militaires actives ;

2) Une directive ministérielle de mars 1983 qui modifie les normes d'aptitude physique et psychologique à l'incorporation. Ainsi sont exemptés du service militaire des jeunes ayant des séquelles motrices

### De notre envoyé spécial

aux membres inférieurs (station debout prolongée difficile), des surdités ou des pertes d'acuité auditive, et des névroses jugées incompatibles avec l'adaptation à la vie en collectivité.

Concrètement, les dispenses pour raisons sociales ou professionnelles ne devraient pas beaucoup évoluer : elles resteraient de l'ordre de 25 000 par an, soit 5 % à 6 % de la ressource dite « utile » (400 000 recrues) qui comprend le total des recensés diminués du nombre des engagés et de celui de certains jeunes — naturalisés trop âgés ou doubles immatriculés — qui ne feront normalement pas de service national.

### Une ressource supérieure aux besoins

En revanche, les exemptions pour raisons médicales, qui étaient de 75 000 par an, soit 17 à 18 % de la ressource dite « utile », devraient s'accroître compte tenu de l'application des nouveaux textes ou règlements.

D'abord, on devrait avoir entre 3 000 et 4 000 jeunes chefs d'entreprise qui seront exemptés du service. Ensuite, le nombre des objecteurs devrait tripler et atteindre les 3 000. Enfin, les nouvelles normes d'aptitude physique et psychologique devraient concerner 25 000 à 30 000 exemptés supplémentaires. Soit un total de 35 000 à 40 000 jeunes.

Ces « pertes », admet le général Morisot, expliquent pourquoi il faut s'attendre, avant la fin de 1984, que la ressource disponible passe de 300 000 en 1982 à 260 000 ou 270 000 même si, d'autre part, le nombre des réformes prononcées pendant le service — soit, actuellement, 25 000 éliminations par an — diminue sans doute de moitié sous l'effet de cette recrudescence des exemptions médicales avant incorporation. Déjà le taux des exemptions en 1983 atteindra 21 %.

Pourquoi un tel phénomène ? Une raison financière, d'abord : le commandement a voulu diminuer le nombre des réformes qui interviennent pendant le service, parce qu'elles coûtent cher en pensions ou indemnités diverses au profit de la recrue, et il a donc préféré faire prononcer ces réformes avant l'incorporation. Une raison plus politique, ensuite : la ressource démographique est, aujourd'hui, supérieure aux besoins réels des armées, surtout depuis la décision gouvernementale de supprimer 35 000 emplois de militaires en cinq ans.

Rien ne dit, si la conscription doit rester le fondement de la politique française de défense, que cet excédent de la ressource continue longtemps encore à être la règle.

Le général Morisot estime, au contraire, que la démographie va marquer le pas, dans les armées, entre 1994 et l'an 2000, la chute des naissances masculines observée entre 1974 et 1980 se répercutant alors parmi les recrues potentielles.

JACQUES ISNARD.

# L'ARRESTATION DE LIONEL CARDON

## Une expertise est en cours pour déterminer son rôle dans le meurtre des époux Aran

Mollevau, trente-sept ans, transporté à l'hôpital Laennec où son état, ce vendredi était jugé stationnaire.

Vers 12 h 30, d'importantes forces de police bloquaient la rue Nicole et les tractations commençaient avec Lionel Cardon. Celui-ci faisait alors savoir qu'il avait l'intention de se rendre et demandait la présence d'un magistrat. M. Laurent Davenas, substitut du procureur de la République, s'installait alors dans l'appartement voisin du cabinet de M<sup>me</sup> Dreyfus, où se trouvaient plusieurs membres de la brigade antigang et commençait à parler à travers la porte.

Vers 15 h, Cardon de plus en plus nerveux et affaibli par les blessures qu'il avait reçues lors de son arrestation manquée au bois de Boulogne, demandait un café et la présence d'un médecin, puis libérait la secrétaire de M<sup>me</sup> Dreyfus. Une demi-heure plus tard, l'employée de maison, fortement commotionnée, passait le seuil de

l'immeuble. Elle était emmenée en ambulance avant d'être entendue au quai des Orfèvres.

Vers 18 heures, c'était au tour d'Annette Kahn. Le meurtrier restait donc en présence de M<sup>me</sup> Dreyfus, à qui il faisait part de son intention de se suicider. A 19 h 30, Lionel Cardon s'était précipité dans la salle de bains pour mettre fin à ses jours. Maîtrisé par M<sup>me</sup> Dreyfus, il décidait de se rendre.

Tout au long de l'après-midi, Lionel Cardon a, à plusieurs reprises, voulu justifier et expliquer son rôle dans le meurtre des époux Aran. Il aurait affirmé, une fois de plus, être pas responsable du déroulement dramatique de cette affaire, à laquelle, selon lui, plusieurs personnes auraient participé. Il aurait indiqué que l'arme utilisée dans le meurtre d'Alain Aran aurait été jetée. Mais un rapport d'expertise vient d'établir qu'il s'agit de la même arme, un 7,65, dont Cardon s'est servi pour tirer sur le brigadier Hochard.

à Pessac pour attaquer une banque, le 16 novembre.

### Le voyou public numéro un

avait tiré tandis que Cardon l'attendait au volant. Panique. Que fait Cardon ? Il décide son complice à l'hôpital de Créteil, où le blessé est bien entendu appréhendé.

Cardon lui-même sera arrêté une semaine plus tard. En attendant d'être poursuivi, il s'agit d'un troisième étage : fracture des jambes et du bassin. Première tentative de suicide, comme il tentera de le faire croire quatre ans plus tard ? Début, sûrement, d'un flirt sans conviction avec la mort. « Je perds mon sang », prétendait-il, la voix larmoyante en appelant l'A.F.P. après l'épisode du bois de Boulogne. Lors de la prise d'otage de Jeudi, alors que tout est joué, les otages relâchés, il fait mine de retourner, contre lui, le canon de son arme. L'intervention de M<sup>me</sup> Nicole Dreyfus suffira à l'en dissuader.

### En solitaire

Le ratage le plus dur pour Cardon, c'est son procès. Assises de Nanterre, en mars 1981, après plus de quatre ans de détention préventive pour « vols qualifiés, tentative de vols qualifiés et port d'armes et de munitions ». On est au cœur de l'ère « sécurité libérée ». Le petit braqueur de banlieue tente de faire croire qu'il a mûri. Grands mots endimanchés et maladroits dans les cuirs noirs et les marbres blancs du Palais de justice de Nanterre. En face, M<sup>me</sup> Nicole Dreyfus représente le pompiste. Les explications de Cardon sonnent faux, aux oreilles des jurés : une exclusion criminelle. Le maximum. Pourvoi en cassation rejeté.

Il bénéficie, le 10 mai dernier, d'une libération conditionnelle, « qu'il a accueillie comme un correctif, tant il avait le sentiment d'avoir été incompris », se souvient son avocat, M<sup>me</sup> Jean-Louis Pelletier. Quelques semaines, on peut le croire hors d'eau. Et il replonge au début de l'été. En solitaire. Il se spécialise alors dans le cambriolage des cabinets médicaux.

Son errance passe par Pessac, en Gironde. On retrouve un des sacs

qui contiennent ses hardes près de la demeure du chirurgien François-Xavier Aran, retrouvé mort étouffé le 10 octobre dernier. Les empreintes relevées dans la maison seraient aussi les siennes. L'épouse du chirurgien est abattue trente-six heures plus tard d'une balle de 7,65 mm avec la même arme qui a tué, la semaine dernière, le brigadier Claude Hochard.

Le film, là encore, a-t-il tourné trop vite ? « Je suis totalement étranger quant au déroulement dramatique de l'affaire », clame-t-il en téléphonant à l'A.F.P. Formulation ambiguë. Déjà recherché pour cette affaire, il ne craint pas de retourner

DANIEL SCHNEIDERMAN.

# L'honneur d'une avocate

Il est 20 heures. Le cortège des voitures qui accompagne Lionel Cardon vient de tourner le coin de la rue Nicole. Les journalistes qui n'ont pu s'approcher jusqu'à du numéro 59 se précipitent. Entourée de policiers qui la protègent de la rue, M<sup>me</sup> Nicole Dreyfus tente de sortir de chez elle. On la devine plus qu'on ne la voit. Eboulee par les flashes, cernée de micros, elle surprend par son calme. Poussee vers une voiture de police qui la sauve de la cohue, elle ne dira rien.

Cette femme aux cheveux grisonnants a fait, une heure au paravant, honneur au métier d'avocate. M<sup>me</sup> Guy Darnet, le bâtonnier de Paris, accouru sur les lieux, a raconté dans quelles circonstances.

La nuit vient de tomber sur la rue Nicole. Lionel Cardon s'est relâché, quelques instants auparavant, Annette Kahn, la journaliste du Quotidien de Paris. M<sup>me</sup> Dreyfus reste le seul otage. A bout, Lionel Cardon songe à la libérer à son tour, puis à se suicider.

Derrière la porte de l'appartement, sur le palier du quatrième

étage, les négociateurs le sentent prêt à s'effondrer.

M<sup>me</sup> Darnet a sa consœur : « Venez nous rejoindre, il ne s'y opposera pas. »

M<sup>me</sup> Darnet : « Je refuse. Il veut se suicider. C'est ma mission d'avocate que de l'en empêcher. »

M<sup>me</sup> Darnet : « Faites comme vous l'entendez, c'est votre client, mais vous prenez un risque énorme. »

M<sup>me</sup> Dreyfus : « Ce n'est pas mon client, c'est un malfratier contre qui j'ai plaidé. »

L'avocate est restée jusqu'au bout dans l'appartement. C'est elle qui a convaincu Lionel Cardon de ne pas se donner la mort. A un double titre, il lui doit la vie sauve. Qui sait ce qui se serait passé si, resté seul dans l'appartement, il avait à nouveau tiré sur les policiers ?

M<sup>me</sup> Dreyfus ne voulait pas de ce client qui menaçait de la tuer. Mais à l'instant où tout, peut-être, se jouait, elle a défendu Cardon contre lui-même.

BERTRAND LE GENDRE.



## La révolte des médecins hospitaliers

(Suite de la première page.)

Par cet ensemble, le gouvernement entend tout à la fois modifier l'organisation interne des hôpitaux, maîtriser leur évolution financière et réaménager totalement le statut des praticiens.

Réorganiser l'hôpital : ce sera chose faite avec la suppression des « services » et la création des « départements », entités plus vastes regroupant des secteurs d'activité complémentaires (tels que les diverses techniques d'imagerie médicale, par exemple) ou compa-

### CRÉATION D'UN FICHIER CENTRAL INFORMATISÉ DES AUTOMOBILES

Par arrêté interministériel paru au Journal officiel du vendredi 25 novembre, le ministre des transports est autorisé à instituer et à gérer un fichier national informatisé des véhicules immatriculés en France. La création de ce fichier central des automobiles a été soumise à l'avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés.

Officiellement, ce fichier est prévu comme devant être destiné à suivre l'évolution des immatriculations et du parc des véhicules (voitures particulières, véhicules utilitaires, caravanes et motocyclettes) en circulation.

Selon qu'il s'agit de renseignements statistiques ou nominatifs, diverses administrations y auront accès, parmi lesquelles l'agriculture, la défense, les finances, l'industrie, l'intérieur et, naturellement, les transports. Sous certaines conditions, les constructeurs ou importateurs de véhicules y auront aussi accès. L'arrêté précise que ce fichier central des automobiles ne sera connecté à aucun autre fichier nominatif.

Le fichier des automobiles devrait contenir des renseignements sur les caractéristiques du véhicule (immatriculation, carte grise, marque, type et numéro de série, dimensions, source d'énergie et puissance administrative) et sur l'identité (nom, prénoms, date de naissance, domicile et catégorie socio-professionnelle) du propriétaire ou du locataire.

rables (plusieurs services de chirurgie, d'orthopédie, etc.). A la tête de ces vastes ensembles, sera placé un médecin, élu par ses pairs pour un temps limité (probablement quatre ans, renouvelable deux fois) et assisté d'un « conseil de département » composé à 50 % au moins de médecins.

Ceux-ci estiment que cette future structure transformera l'hôpital en forum politique, permettra à des personnels non médicaux de jouer un rôle excessif, désorganisera les structures actuelles et imposera une logique économique — puisque le département sera aussi une unité de gestion — à un système dont la finalité est avant tout de soigner.

Le gouvernement résume cette critique et indique que la finalité première de l'hôpital n'a été, à aucun moment, négligée dans cette réforme.

L'année 1984 verra aussi la mise en vigueur du « budget global » dans

les hôpitaux, une formule derrière laquelle les médecins — et bon nombre d'administrateurs — voient se profiler un garrot. Cette méthode consistera en l'attribution, par les caisses de Sécurité sociale, d'une enveloppe au début de chaque exercice, enveloppe versée, chaque mois, par douzièmes.

En fait de garrot, estime le gouvernement, cette formule ne sera que l'instrument d'une gestion rationnelle — et prévisionnelle — pour les hôpitaux. Lorsque, comme c'est le cas en 1983, l'activité des établissements baissera, la trésorerie des hôpitaux ne se trouvera plus déséquilibrée pour autant. Dans le système actuel des prix de journée, un ralentissement de l'activité signifie une baisse des rentrées financières, donc une mise en péril de l'équilibre comptable du système. Ce ne sera plus le cas.

Mais il est vrai que la gestion des hôpitaux va se trouver ressermée. La fin de l'exercice 1983 est déjà ardue.

### « Les promesses n'ont pas été tenues »

Il a trente-quatre ans. Il est passionné par son métier, par cet hôpital où il passe « sans compter dix ou douze heures par jour », et où il vient, de surcroît, le dimanche « faire un tour », parce que c'est « bien normal de visiter ses malades chaque jour ». Le docteur Serge Herson est l'un des trois chefs de clinique d'un service de la Pitié-Salpêtrière, qui compte soixante-quinze lits. Trois jeunes médecins, qui partagent la totalité de leur temps entre l'hôpital et l'enseignement universitaire, assistent le professeur (chef du service) et sont eux-mêmes aidés dans leur tâche par trois internes et deux résidents étrangers.

Cette grève, le docteur Herson la juge « utile et nécessaire », puisque « les promesses n'ont pas été tenues » et que les projets de réforme dont on leur avait affirmé qu'ils seraient abandonnés vont être très probable-

ment adoptés. La longue grève d'avant l'été, il l'estime « un peu naïve, peut-être, et en tout cas trop optimiste ». Mais celle-ci, qu'une intersyndicale groupant pas moins de vingt-deux organisations a décidé d'observer, se veut autrement « raisonnée », fondée qu'elle est sur l'« abaissement » des médecins hospitaliers face à des projets de mesures « qui mettent en danger l'avenir de l'hôpital ».

En décidant de cette grève qui se veut essentiellement d'« aversissement », le docteur Herson et ses confrères ne poursuivent qu'un seul but : « défendre un système de santé et un système hospitalier » qui a fait ses preuves. Pas de revendications salariales : chef de clinique, le docteur Herson ne gagne que « dix mille balles par mois ».

J.-M. D.-S.

d'autant que le gouvernement n'autorise plus qu'au compte-gouttes le déblocage des traditionnels « budgets supplémentaires » de fin d'année. 1984 s'annonce donc très difficile, en grande partie parce que l'appareil hospitalier français, public en particulier, est à présent « surdimensionné » et qu'il n'est pas simple politiquement de « fermer » des lits.

### Une indépendance menacée

L'un des autres points forts de la contestation des médecins réside dans la définition des pouvoirs des directeurs. Jusqu'à présent, sauf à l'Assistance publique de Paris, ceux-ci n'étaient régis par aucun texte, ce dont s'arrangeaient toutes les parties en cause. Or le gouvernement a voulu affirmer dans la loi l'autorité des directeurs. Devant la violente protestation des médecins, divers ajouts ont été proposés qui n'ont nullement apaisé cette émotion.

La dernière version du texte que le Sénat a approuvé, indique que cette autorité s'exerce « dans le respect de la déontologie médicale et de l'indépendance professionnelle des médecins dans l'exercice de leur art ».

Cette formulation, estime le gouvernement, est dénuée de toute ambiguïté. Certainement pas, pensent les médecins, qui persistent à y voir l'amorce d'une inacceptable subordination, incompatible avec leur indépendance professionnelle.

Restent les problèmes que pose aux hospitaliers la définition de leur statut. Celui-ci a été proposé par le gouvernement dans le souci d'unifier l'inextricable situation actuelle où se chevauchent et s'entremêlent une infinité de statuts particuliers et où prévalent bon nombre d'injustices. Dorénavant, après les études de médecine et l'internat — obligatoire pour tous — puis une période intermédiaire à l'hôpital (de deux ans probablement), les médecins pourront présenter le « médecin », concours unique qui ouvrira la voie des

C.H.U. pour les premiers, des hôpitaux généraux pour les autres. Ils pourront par la suite se présenter au concours d'agrégation.

Les médecins contestent, dans ce schéma, la brièveté du « post-internat » (c'est-à-dire le « clinicien » d'aujourd'hui, qui dure quatre ans), période formatrice indispensable, disent-ils. Ils estiment en outre que les avantages matériels liés à cette nouvelle définition de leur carrière sont totalement insuffisants : un jeune médecin hospitalier recevra annuellement 132 000 francs après plus de dix années d'études universitaires et n'atteindra en fin de carrière que 25 000 à 28 000 francs mensuels ; il ne percevra qu'une retraite modeste, calculée sur une carrière brève (compte tenu de la durée des études).

Le gouvernement répond que la négociation n'est pas achevée ; il admet que le point de départ salarial n'est pas élevé mais souligne que les médecins hospitaliers bénéficieront à l'avenir d'une titularisation pré-

coce, alors que les actuels chefs de clinique sont dans une situation très précaire et doivent presque tous, au terme de leur clinique, quitter l'hôpital public pour se tourner vers le secteur privé.

Ainsi sont réunis tous les éléments d'une grave crise de confiance : entre un gouvernement qui estime avoir œuvré à la fois pour l'intérêt public et à l'avantage des médecins hospitaliers et un corps de praticiens qui se juge victime de la suspicion, d'une mise sous tutelle et d'une perspective d'« asservissement ».

CLAIRE BRISSET.

### LES INSURGÉS KARENS ONT LIBÉRÉ M. ET M<sup>me</sup> BOSSU

Klerdey (Birmanie). (Reuter). — Les rebelles séparatistes Karens ont libéré, ce vendredi 25 novembre, l'ingénieur français M. Jacques Bossu et sa femme Martine qu'ils détenaient depuis trente-huit jours.

Le couple, qui paraît en bonne santé, a été libéré par les Karens « pour des raisons humanitaires ». Les deux Français ont été remis à des représentants de la Croix-Rouge internationale lors d'une cérémonie qui s'est déroulée dans une base des rebelles sur la rive birmane de la rivière Moai, à la frontière thaïlandaise.

[Les insurgés Karens, qui avaient enlevé M. et M<sup>me</sup> Bossu, le 18 octobre, sur le chantier d'une cimetière conduite par une firme française en Birmanie, réclamaient en échange de leur libération que la France cesse son assistance au gouvernement de Rangoon.]

Les négociations pour la libération des deux Français ont été conduites par l'intermédiaire du représentant de la Croix-Rouge internationale à Bangkok.]

**Lisez**  
**Le Monde de**  
**L'ÉDUCATION**

— ACCOR —  
UN NOUVEAU MONDE S'OUVRE  
SUR LE MONDE.

**Accor**  
Un nouveau groupe né  
de la fusion de Novotel Sieh  
et J. Borel International:  
l'hôtellerie, la restauration,  
les services à l'échelle  
mondiale.

Accor est la réunion des marques  
Sofitel, Novotel, Mercure, Ibis pour  
l'hôtellerie, Tichet Restaurant, Générale  
de Restauration, Courtepaille, Chauraco,  
Sagood Broiler, What-a-Burger, Pissa  
Inn, Dringest, l'Arche, Café Route  
pour la restauration, Novotour, Jet  
Evolution pour le tourisme et les centres  
d'achat Devanco, Scapa pour les services.  
Une entreprise animée par Paul Dubrion  
et Gérard Pélissier.

Une association de compétences, une  
synergie de dynamismes qui constituent  
un véritable capital humain.

Accor : présent dans 45 pays, avec 415  
hôtels soit une capacité d'accueil de  
50 000 chambres.

195 millions de repas servis dans 1472  
restaurants de collectivités ou publics.

165 millions de tickets restaurant émis.  
35 000 personnes. Un volume d'affaires de  
7 milliards de francs en 1982, dont 40 %  
réalisés à l'étranger.

Le 28 juin un nouveau monde s'est  
ouvert sur le monde.

**ACCOR**  
ENTREPRISE D'HÔTELLERIE,  
DE RESTAURATION ET DE SERVICES.

# LETTRES

## LA MORT DE JEAN DE FABRÈGUES

Ecrivain et journaliste catholique

Jean de Fabrègues, écrivain et journaliste catholique, est mort à Paris, le 23 novembre, des suites d'un accident. Il avait soixante-dix-sept ans. L'écrivain a été renversé par une automobile alors qu'il sortait d'une réunion de l'Association des écrivains catholiques.

[Né le 8 janvier 1906, à Paris, Jean de Fabrègues avait assumé pendant quelque temps, en 1929, les fonctions de secrétaire particulier de Charles Maurras. Cofondateur avec M. Thierry Maulnier d'une revue mensuelle, *Combat*, en 1936, il fonda à Lyon, en 1942, l'hebdomadaire *Demain* et collabora à la revue *France*.

De 1945 à 1955, il est rédacteur en chef de l'hebdomadaire *la France catholique* avant d'acquiescer, en 1955, à la direction du journal. Jean de Fabrègues, connu pour ses positions traditionalistes en matière de religion, est l'auteur de nombreux ouvrages, dont : *la Tyrannie ou la paix*, *Le problème du mal dans la littérature contemporaine*, *la Révolution et la foi*, *Mon ami Georges Bernanos*, *la Femme pauvre de Bloy*, *Charles Maurras et son Action française*, etc.]

### Passions françaises

Pendant les quarante-cinq années de sa tumultueuse existence, l'Action française, comme plus tard le parti communiste, regorgea de luttes internes, douloureuses, assorties de scissions féroces ou d'exclusions impitoyables. Victime d'une de ces dissidences, l'un des plus prestigieux fondateurs du mouvement, Bernard de Viesins, entraîna en 1931, à sa suite, beaucoup des meilleurs cadres catholiques, et, parmi eux, Jean de Fabrègues, l'un de ces anciens secrétaires de Maurras toujours choisis pour leur indéfectible attachement au maître. Dans ces cas précis, l'attachement avait été ébranlé.

Intellectuel catholique, ardemment royaliste, Jean de Fabrègues supportait très mal, avec beaucoup d'âmes, la rupture entre sa foi religieuse et sa foi politique, provoquée par le conflit entre l'Action française et le Vatican. Après brefs d'autres jeunes gens des générations de l'entre-deux-guerres, il avait publié ses premiers articles dans *l'Étudiant français*, organe de l'Action française au quartier Latin. De Jacques Laurent à Claude Roy et Philippe Ariès, quelques adolescents promus à la célébrité affaiblirent déjà leur plume.

Dans le bouillonnement idéologique de l'époque, les séductions, les timidités du maurrassisme, contrastaient fort avec les ambitions conquérantes du fascisme. A la fois hostile à la démocratie politique et au libéralisme économique, partisan d'une intégration totale du prolétariat dans une société qu'il estimait égoïstement bourgeoise, Jean de Fabrègues appartenait à une droite anticonformiste dont les principes ressemblaient souvent à ceux qu'Emmanuel Mounier défendait dans la revue *l'Esprit*. Avec Thierry Maulnier, Jean de Fabrègues lança le mensuel *Combat* pour donner à ses idées un bon instrument doctrinal. De 1935 à 1937, il collabora simultanément au *Courrier royal*, hebdomadaire de grande diffusion lancé par le comte de Paris pour soustraire ses fidèles à l'influence qu'il jugeait dangereuse de l'Action française.

En 1940, la défaite balaya toutes ces entreprises. Jean de Fabrègues passa dans la partie méridionale de la France, provisoirement soustraite par l'armistice à l'occupation. Il approuva le maréchal Pétain, comme

l'immense majorité des Français. Installé à Lyon, il devint rédacteur en chef de la revue *Demain*, soutenu par l'épiscopat. Là, il entreprit de rallier les catholiques au gouvernement de Vichy. Mais, déjà très échaudé par les expériences de sa jeunesse, il apporta dans cette tâche nouvelle suffisamment de précautions pour n'encourir aucune sanction. Quatre ans plus tard, il traversa les vengeances de l'épuration sans subir aucune représaille et put, au lendemain de la guerre, reprendre la direction de la France catholique avec M. Jean Le Cour-Grandmaison.

Dans cet hebdomadaire, placé sous le contrôle discret mais effectif de l'archevêché, Jean de Fabrègues s'efforça de prénier ses lecteurs contre les séducteurs du marxisme et les tentations du totalitarisme. Suivant une politique souhaitée par Pie XII, il appuya la construction européenne, la décolonisation en Afrique noire et fut l'un des très rares catholiques de droite à soutenir la fameuse loi-cadre de 1956 organisée par Gaston Defferre et François Mitterrand. Mais il se prononça aussi fermement pour l'Algérie française, le retour du général de Gaulle au pouvoir et la Constitution de 1958.

Discret, précautionneux, parfois tatillon, homme d'études et de livres, modeste malgré sa grande intelligence, Jean de Fabrègues appartenait à ces laïcs intégrés à l'appareil de l'Eglise comme il s'en trouve dans les romans de Balzac, et dont l'épiscopat se servit pour agir dans le monde tout au long du dix-neuvième siècle et jusqu'à son concile de Vatican-II. L'irruption du prêtre télévisuel en conseil veston ainsi que les métamorphoses et l'immense recul du catholicisme lui retirèrent peu à peu ses raisons de vivre dans un monde en plein changement qu'il regardait avec stupeur et mélancolie. Comme la plupart de ses anciens amis, il n'échappa jamais à la fascination intellectuelle qu'exerça Charles Maurras et, dans son âge mûr, consacra au maître de sa jeunesse une biographie (1) fort critique mais équilibrée, nécessaire pour comprendre un demi-siècle de passions françaises.

GILBERT COMTE.

(1) *Charles Maurras et son Action française*. Librairie académique Perrin.

## ASSOCIATION POUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA RECHERCHE SUR LE CANCER

Association reconnue d'utilité publique

Décret du 10.11.1966

Jacques Crozemarie, président de l'Association pour le développement de la recherche sur le cancer, annonce la création d'une commission scientifique Grand-Ouest, concernant les départements d'Ille-et-Vilaine, Morbihan, Côtes-du-Nord, Finistère, Loire-Atlantique, Indre-et-Loire, Maine-et-Loire, Mayenne, Sarthe et Vendée.

Cette commission, composée de personnalités médicales et scientifiques de ces départements, émettra un avis sur les projets de recherche fondamentale, clinique et de prévention qui lui seront soumis pour cette région.

- Les projets de recherche fondamentale devront obligatoirement comprendre un volet expérimental et pourront de plus inclure éventuellement des objectifs d'ordre épidémiologique, étiologique ou thérapeutique.
- Cependant, la commission souhaite que l'accent soit également mis sur divers axes de recherche qui seront définis à périodes régulières. Pour 1984, les demandes se rapportant aux oncogènes intracellulaires et viraux ainsi que celles portant sur l'application en cancérologie des recherches en génie biomédical seront examinées en priorité.
- Les projets de prévention et de recherche clinique devront porter en priorité sur les thèmes suivants :
  - Essais thérapeutiques chez les cancéreux, y compris les études de pharmacologie clinique et pharmacocinétique.
  - Recherche de récepteurs hormonaux, antigéniques, etc...
  - Marqueurs et traçeurs :
    - antigéniques, étudiés par des anticorps monoclonaux ou conventionnels,
    - biochimiques,
    - génétiques, en particulier les antigènes H.L.A.
  - Transplantation de moelle chez l'homme et conditionnement (de l'ablateur ou du greffon).
  - Epidémiologie des cancers.

Les contrats peuvent être accordés pour une période de un à deux ans. Ils peuvent comprendre des dépenses d'équipement, de fonctionnement et de missions. Les dépenses de personnel, uniquement sous forme de bourses, devront faire l'objet d'une demande distincte.

Cette demande d'adresse à tous les laboratoires impliqués dans la recherche cancérologique, localisés dans les départements cités : elle concerne également les équipes privées ou publiques établissant entre elles des coopérations scientifiques.

Les formulaires de demandes de subvention ou de bourses peuvent être obtenus auprès du secrétariat des commissions de P.A.R.C., B.P. 3, 94801 Villejuif.

Tél. 678-57-57 poste 26.

La date limite de dépôt des dossiers est le 31 janvier 1984.

# SCIENCES

## L'IVRESSE DES PROFONDEURS

### Une expérience en caisson à Marseille

De notre correspondant

Marseille. — Depuis le 13 novembre six plongeurs, dont deux médecins, ont accepté d'être volontaires pour l'opération baptisée Hydra-IV organisée à Marseille par la Compagnie maritime d'expertises (COMEX) dans ses caissons. Cette société que dirige, à Marseille, M. Henri Delauze, s'est acquise une réputation mondiale dans la plongée profonde destinée aux recherches pétrolières offshore.

L'opération Hydra-IV est destinée à tester, à bord d'un caisson les effets d'un mélange respiratoire, appelé hydrox, composé de 98 % d'hydrogène et 2 % d'oxygène. Le mélange hélio, hélium, oxygène et maintenant azote, communément employé dans les plongées profondes, impose, en effet, un effort trop pénible à chaque respiration à partir de moins 350 à moins 400 mètres. L'hydrogène, le plus léger des corps simples, donne au mélange hydrox une facilité de respiration remarquable.

Dans la nuit du 18 au 19 novembre, les six hommes ont atteint la profondeur de moins 300 mètres

(soit une pression d'environ 30 bars). Malheureusement, l'effet narcotique de l'hydrogène, a été plus important qu'on ne le supposait à partir de moins 240 mètres. Les plongeurs ont été la proie d'une forte narcoïse (ivresse des profondeurs) qui a contraint à introduire 24 % d'hélium dans le mélange — qui comprenait alors 2 % d'oxygène et 74 % d'hydrogène. — afin que l'ivresse se dissipe. Mais l'opération, dans laquelle la COMEX a investi 2 millions de francs, a pu être menée à son terme et les tests d'effort et les tests physiologiques ont été effectués avec succès.

Il s'agit d'une expérience réussie à 75 % seulement, à comment M. Delauze. La preuve est faite cependant que l'hydrogène procure bien une diminution de l'effort respiratoire à de grandes profondeurs et ne pose pas de problèmes majeurs au point de vue physiologique. Mais cet effet de narcoïse entraîne la révision de la composition du mélange respiratoire.

JEAN CONTRUCCI.

### En bref

#### Protestations après les déclarations du préfet de police de Lyon

Mis en cause par des syndicats de policiers pour avoir condamné l'attitude des C.R.S. lors de leur brutale intervention dans un restaurant de Vénissieux (Rhône), le 21 novembre (*le Monde* du 25 novembre), le préfet de police du Rhône s'est défendu, le 24 novembre, d'avoir, comme cela avait été rapporté par les syndicats, directement assimilé la conduite des forces de l'ordre à celle de « truands et de voyous ». M. Bernard Grasset a indiqué qu'il avait estimé que « les C.R.S. n'ont pas à se comporter comme les truands et les voyous qu'ils sont censés poursuivre ».

L'Union des syndicats catégoriels de la police (U.S.C.-Police) avait, dans un communiqué, exigé le départ de M. Grasset, condamné ces déclarations « inqualifiables ». Le Syndicat national des policiers en tenue (S.N.P.T.), le Syndicat national indépendant des policiers (S.N.I.P.) et les syndicats régionaux C.G.C. ont, eux aussi, demandé le remplacement de M. Grasset.

#### Des généralistes dans les hôpitaux psychiatriques

Si le nombre d'internes est insuffisant dans les hôpitaux psychiatriques, le déficit pourra être comblé par des généralistes et, éventuellement, par des médecins à temps partiel. Telle est en substance la déclaration qu'a faite à l'Assemblée nationale, le 23 novembre, M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat à la santé, en réponse à une question orale de M. Claude Bartolone, député (P.S.) de la Seine-Saint-Denis. M. Hervé a précisé que le nombre des psychiatres qui seraient formés n'était pas encore arrêté, et que la « sectorisation » (traitement extrahospitalier des malades) demeurerait le principe de base de l'organisation de la santé mentale en France.

#### Un don d'Edouard Leclerc à l'hôpital de Brest

Brest. — Le 2 décembre, le service de neurochirurgie (hôpital Morvan, Brest), dirigé par le professeur Besson, recevra un caviaron, appareil très perfectionné qui permet la destruction des tumeurs par absorption et aspiration sans toucher au tissu environnant. De fabrication américaine, le caviaron avait jusqu'à présent été exporté au Japon, en Grande-Bretagne et en Italie mais jamais en France. L'homme par qui cette première a été rendue possible est M. Edouard Leclerc, qui a en quelque sorte sponsorisé le matériel en le commandant lui-même aux Etats-Unis moyennant un chèque de près de 800 000 francs. — (Corresp.)

#### escargots oui... mais

Le devoir d'un escargot c'est d'abord sa race et sa provenance. Pas de chinois à la MAISON DE L'ES-CARGOT et tout le ramassage est contrôlé, le plus réputé reste le bourgogne aux arômes et préparé au beurre extra-fine. Vous pouvez l'acheter tous les jours (sauf le lundi) de 8 h 30 à 20 h et le dimanche jusqu'à 13 h. 79, rue Fondary - 15° 575.31.09.

# RELIGION

## Le Saint-Siège publie une « charte des droits de la famille »

Le Saint-Siège a publié, le 24 novembre, une « charte des droits de la famille » qui s'adresse à « toutes les personnes, institutions et autorités intéressées à la mission de la famille dans le monde d'aujourd'hui ». Ce texte, composé d'un préambule, suivi de douze articles, répond au vœu du synode consacré, en 1980, à la famille. D'autre part, nous apprenons la publication, au même moment par l'Association américaine pour les droits des catholiques dans les églises, d'une charte qui vise à « garantir pour chaque catholique les droits fondamentaux entrainés dans son baptême », sur laquelle nous reviendrons.

Ni exposé théologique du mariage ni code de conduite pour la famille, le document du Saint-Siège se présente comme « une formulation des droits fondamentaux propres à cette société naturelle et universelle qu'est la famille ». Il s'adresse à « tous nos contemporains, chrétiens ou non », car, lit-on dans l'introduction, « les droits énoncés dans la

charte sont imprimés dans la conscience de l'être humain et dans les valeurs communes à toute l'humanité ».

Après un préambule qui affirme que la famille est fondée sur le mariage, union indissoluble, librement contractée et ouverte à la transmission de la vie, les droits de la famille sont développés en douze articles :

- 1) Droit au « libre choix de son état de vie », donc de fonder une famille ou de rester célibataire. Mais on ajoute que « la situation des couples non mariés ne doit pas être placée sur le même plan que le mariage dûment contracté ».
- 2) Droit au « libre consentement, dûment exprimé, des époux ». On souligne les « droits égaux des époux », qui ont une « même dignité » dans leur complémentarité.
- 3) Droit de fonder une famille et de « décider de l'espacement des naissances et du nombre d'enfants à mettre au monde (...), en accord avec l'ordre moral objectif qui exclut le recours à la contraception, la stérilisation et l'avortement ».
- 4) Droit, pour la vie humaine, d'être « respectée et protégée dès le moment de sa conception ». Ici est condamnée « toute manipulation expérimentale ou exploitation de l'embryon humain ».
- 5) Droit, pour les parents, d'être « les premiers et principaux éducateurs de leurs enfants ». Avec le droit de choisir librement les écoles, ainsi que celui de soustraire leurs enfants à un enseignement qu'ils récuseraient. « L'éducation sexuelle, en particulier, est un droit fondamental des parents ».
- 6) Droit, pour la famille, d'« exister et de progresser », avec l'aide des pouvoirs publics.
- 7) Droit, pour chaque famille, de « vivre librement sa vie religieuse ».
- 8) Droit, pour la famille, d'« exercer sa fonction sociale et politique dans la construction de la société ».
- 9) Droit des familles à « une politique familiale adéquate de la part des pouvoirs publics », sans aucune discrimination.
- 10) Droit, pour les membres de la famille, de « vivre ensemble » et de recevoir « une rémunération du travail suffisante (pour que) la mère de famille ne soit pas obligée de travailler hors du foyer ».
- 11) Droit à « un logement décent ».
- 12) Droit pour les familles des migrants à « la même protection sociale que celle accordée aux autres familles ».

[Né le 4 février 1917 à Versailles, ingénieur agronome, M. Jacques Pélissier entre dans l'administration préfectorale en 1944. Il est successivement préfet de l'Aude (1960), préfet de la région Langue-Roussillon (1964), préfet de la région Bretagne (1967) et préfet de la région Rhône-Alpes (1972). En mars 1974, il devient directeur général de l'administration du ministère de l'Intérieur et est enfin directeur du cabinet du premier ministre, M. Chirac. Nommé en septembre 1975 président du conseil d'administration de la S.N.C.F. et, à ce titre, responsable de la construction du T.G.V., il quittera ce poste en août 1981.]

#### L'auteur d'une fusillade à Paris est inculpé

Transféré de Perpignan à Paris, Messoud Aygün, sujet turc né le 16 juin 1958 à Ismir, qui a blessé quatre femmes avec son pistolet le 18 novembre rue des Filles-du-Calvaire à Paris (*le Monde* du 24 novembre), a été inculpé, le 24 novembre, de tentative de meurtres par M. Patrice Maynial, premier juge d'instruction, qui l'a fait écrouer. Il assure avoir tiré sans viser et sans intention d'homicide.

Avant d'être inculpé, il avait été conduit devant un substitut du procureur de la République qui lui a notifié le mandat d'arrêt délivré par M. Patrick Guérin, juge d'instruction à Marseille, pour une tentative de meurtre commise dans cette ville, le 26 février dernier, sur un compatriote, à l'occasion d'une rivalité amoureuse.

● Audition d'une militante nationaliste corse. — Les policiers de Bastia (Haute-Corse) ont entendu, mercredi 23 novembre, une militante de l'association nationaliste « A. Riscossa », M<sup>lle</sup> Felicia Silvagnoli, à la suite d'une information ouverte par le parquet pour « outrage à magistrat ». Cette militante avait notamment mis en cause, au cours d'une réunion publique, le procureur de Bastia, M. Pierre Cazemave, et deux juges d'instruction, M<sup>mes</sup> Françoise Knittel et M. Gérard Panceraz, et dénoncé leurs « méthodes indignes ». Les policiers ont aussi saisi, à Radio-Corse, sur commission rogatoire, un enregistrement de ces accusations citées par un journaliste. — (Corresp.)

● Non-lieu dans l'affaire du tueur de Belfort. — M. Gilles Raguin, juge d'instruction à Belfort, a rendu, le 22 novembre, une ordonnance de non-lieu en faveur de M. Alain Favier, vingt-neuf ans. M. Favier avait été inculpé, le 23 mai 1982, de tentative d'homicide volontaire et incriminé pendant cinq mois à la maison d'arrêt de Belfort. On l'avait soupçonné d'être le tueur de Belfort, auteur dans cette ville de cinq agressions, dont une mortelle, sur des jeunes femmes, de février à mai 1982.

C'est la première fois qu'un authentique familier des lieux nous entraîne dans les couloirs (vrais) du Saint-Siège...

Le Figaro Magazine

Passionnant et instructif.

Jacques Pangam, Les Echos

Recommandons le livre d'un vaticaniste chevronné.

J.E., Rhône-Alpes



268 p.

75,00 F

HACHETTE

om ou la

## Une plat

Le sultanat d'Oman, politique étrangère et celle de défense ne peuvent qu'être étroitement associés. 5 180 kilomètres de côtes sur l'océan Indien, entre le débouché d'Oran et le sur une rive par l'Arabie saoudite, et celui de la mer Rouge, couvert par le Sultanat marxiste-léniniste, la sécurité de la corne orientale de l'Afrique, font de ce pays une plate-forme stratégique convoitée.

Le sultan Qabous n'ignore pas que son intérêt et est consistant à assumer la responsabilité qui lui revient. Il sait que les forces armées omanaises dont il dispose sont insuffisantes pour assurer la sécurité et l'intégrité de son territoire. C'est pourquoi, dès lors, l'assistance étrangère reste indispensable. L'opération de la recherche du côté arabe. Mais son attachement à la stabilité des institutions omanaises dans la région a poussé le sultan à rechercher par une cohésion des forces politiques, économiques et surtout militaires, les alliés du Golfe. C'est une politique étrangère rétrospectivement et engagée que le sultan entend conduire.

## La rébellion du Dhofar

Le sultan Qabous succède à son père, le 23 juillet 1970, il est à la fois le père et le fils. La rébellion d'une partie de la province éloignée du Dhofar, le mouvement de sécession. Jusqu'au mouvement qui a vu le jour le 23 juillet 1970, le sultan Qabous doit au soutien ouvert du Sud-Yémén d'importance. Son action ne laisse pas indifférent les alliés en Oman, notamment de la région Akhdar et jusqu'à Mascate et Mazra, tous ceux qui, par tradition ou conviction idéologique, sont hostiles au pouvoir.

L'effet s'en ressent même dans la région que le F.P.L.O. prétend avoir libérée. Les premières actions militaires se révélant insuffisantes, le sultan Qabous fait appel à l'armée iranienne, en 1972, puis, peu après, à l'Iran. Le nombre de combattants et soldats britanniques présents depuis longtemps déjà de ce ancien protectorat de la Grande-Bretagne, est également renforcé.

2<sup>e</sup> producteur présent en O Elf Aquitaine couvrant plus



الحمد لله



# Oman ou la voie du réalisme

## Une plate-forme stratégique convoitée

Pour le sultanat d'Oman, la politique étrangère et celle de défense ne peuvent qu'être étroitement associées. Ses 1 800 kilomètres de côtes ouvertes sur l'Océan Indien, entre le débouché d'Ormuz, contrôlé sur une rive par l'Iran khéméniste, et celui de la mer Rouge, couvert par le Sud-Yémen marxiste-léniniste, à proximité de la corne orientale de l'Afrique, font de ce petit Etat une plate-forme stratégique convoitée.

Le sultan Qabous n'ignore pas cet intérêt et est conscient des responsabilités qui en découlent. Il sait que les forces armées omanaises dont il dispose sont encore insuffisantes pour assurer la sécurité et l'intégrité de son territoire et que, dès lors, l'assistance étrangère reste indispensable. Son éducation et ses convictions le poussent à la recherche du côté de l'Occident. Mais son attachement au camp arabe conservateur le convainc que la stabilité des institutions et la paix dans la région ne peuvent être garanties que par une meilleure cohésion des forces politiques, économiques et surtout militaires de ses alliés du Golfe. C'est donc une politique étrangère réaliste, pragmatique et engagée que la sultanat entend conduire.

### La rébellion du Dhofar

Lorsque le sultan Qabous succède à son père, le 23 juillet 1970, il a pour tâche immédiate et urgente de réduire la rébellion d'une partie de la province éloignée du Dhofar et qui menace de s'étendre. Jusque-là, le mouvement qui a vu le jour en 1965 sous le sigle d'un Front populaire pour la libération d'Oman (F.P.L.O.) doit au soutien ouvert du Sud-Yémen d'importants succès. Son action ne laisse pas indifférents, ailleurs en Oman, notamment dans le djebel Akhdar et jusqu'à Mascate et Matrah, tous ceux qui, par tradition ou conviction idéologique, sont hostiles au pouvoir.

L'effet s'en ressent même dans le Golfe, que le F.P.L.O. prétend aussi « libérer ». Les premières actions militaires se révélant insuffisantes, le sultan Qabous fait appel d'abord à la Jordanie, en 1972, puis, peu de temps après, à l'Iran. Le nombre des conseillers et soldats britanniques, présents depuis longtemps déjà dans cet ancien protectorat de la Grande-Bretagne, est également renforcé.

A partir d'octobre 1974, et grâce à l'engagement direct d'un corps expéditionnaire iranien, la contre-offensive omanaise parvient finalement à mater la rébellion fin 1975. Le F.P.L.O., replié sur le Sud-Yémen, maintient des activités réduites n'empêchant pas la pacification du Dhofar de se poursuivre. Les dernières troupes iraniennes peuvent quitter Oman, en juin 1979, quelque temps après la chute de la dynastie Pahlavi (février 1979).

La réduction de la révolte du Dhofar laisse cependant non réglé le problème des relations avec le Sud-Yémen. Le pays continue à entretenir, sur son territoire, des camps du F.P.L.O., autorise sa propagande et, à l'occasion, encourage quelques coups de main contre les lignes de défense (Hornbeam et Damawand) omanaises le long de la frontière. A Mascate, on dénonce les ingérences d'un Etat considéré comme l'avant-poste des Soviétiques et des Cubains dans la région. La signature du traité d'Aden, entre le Sud-Yémen, l'Ethiopie et la Libye, le 19 août 1981, intervenant après celle du traité d'amitié soviéto-yéménite en octobre 1979, matérialise, pour les dirigeants omanais, la menace qu'ils dénoncent.

Cependant, en octobre 1982, et grâce à une longue médiation du Koweït et des Emirats arabes unis, un premier dégel dans les relations omano-yéménites s'opère : les possibilités de bon voisinage des frontières sont examinées. Il faut attendre le 27 octobre 1983 pour qu'enfin la République du Yémen démocratique, et populaire, et le sultanat d'Oman annoncent simultanément l'établissement de relations diplomatiques au niveau des ambassadeurs. Désormais celles-ci doivent être développées « dans le respect mutuel des intérêts des deux pays et la non-ingérence dans leurs affaires intérieures ». Cette normalisation demeure, malgré tout, fragile puisque, déjà, Aden vient d'accuser Mascate d'avoir contrevenu à l'accord en autorisant des manœuvres américaines en Oman. Mais les responsables omanais restent persuadés qu'avec l'aide financière du Conseil de coopération du Golfe (C.C.G.) les relations avec le Sud-Yémen finiront par se stabiliser.

La seconde clef stratégique pour Oman est le fameux détroit d'Ormuz, dont la presqu'île de Ras Massadam — qui, bien que détachée géographiquement du territoire omanais, relève de la souveraineté du sultan — assure le contrôle. Cette enclave de 1 500 km<sup>2</sup>, sur laquelle vivent quelque treize mille membres

des turbulentes tribus Shihuh, est devenue en quelques années un point d'appui des plus sensibles de la défense omanaise. C'est à partir de l'île aux Chèvres que les patrouilles omanaises, munies de missiles Exocet, surveillent le détroit par lequel transite, dans un étroit chenal situé dans les eaux territoriales du sultanat, 60 % des importations de pétrole du monde occidental.

La piste de Khasab, récemment modernisée, peut accueillir des C-130 Hercules, et deux stations radar couvrent les approches. Non loin, les îles d'Ormuz, de Larak et de Qishab et le port de Bandar-Abbas assurent un rôle identique du côté iranien. Depuis que la coopération a fait place à la méfiance entre Mascate et Téhéran et qu'Oman, tout en désapprouvant la poursuite de la guerre entre l'Irak et l'Iran, apporte un appui tacite à Bagdad, le sultan Qabous considère qu'il est le gardien du détroit.

Cette responsabilité le conduit naturellement à mettre l'accent sur une défense militaire appuyée, constamment, par une diplomatie opérationnelle. Pour 37 % le budget est consacré au développement et à la modernisation d'une armée qui soustrait ainsi la moitié des revenus pétroliers du sultanat. Forte de vingt mille hommes, dont plus de deux mille sont des non-Omanais, l'armée de terre est déployée entre le Dhofar (un bataillon omanais et trois bataillons baloutches sur les bases de Sar-fai, Thimrit et Salalah), où une milice tribale de trois mille cinq cents hommes et un bataillon de reconnaissance de montagne complètent le dispositif, et le Nord (quatre bataillons omanais), et met en œuvre des chars Chieftain et M-60 et des blindés Scorpion. Des forces spéciales, sur le modèle britannique, existent également.

### Le soutien anglo-saxon

La marine, avec deux mille hommes, dont trois cents sont des non-Omanais, doit « couvrir » 1 700 kilomètres de côtes. Elle dispose pour cela de quelques patrouilles armées d'Exocet, mais en trop petit nombre. Enfin, l'armée de l'air, dont le tiers seulement des pilotes sont omanais, est équipée de deux escadrons de Jaguar, répartis entre les bases de Thimrit (Dhofar) et de l'île de Massirah.

La défense omanaise souffre de deux handicaps : une « omansisation » de ses forces qui reste à terminer pour que l'on puisse véritablement la qualifier de « nationale » et des moyens matériels encore insuffisants pour répondre sûrement aux

missions diverses qui lui sont confiées du Dhofar à Ormuz. Le soutien extérieur est donc nécessaire. Il prend deux formes : la présence de conseillers et techniciens étrangers et la possibilité pour des forces d'intervention extérieures de disposer de facilités sur le territoire omanais. La politique étrangère du sultanat ne peut pas ne pas tenir compte d'abord, dans ses démarches, de cette double contrainte dont certains, d'Oman, critiquent les effets et dénoncent les risques.

PHILIPPE RONDOT.  
(Lire la suite page 14.)

## « Nous devons, avec nos frères assurer collectivement la sécurité du Golfe » nous déclare le sultan Qabous

Le sultan d'Oman, bel homme aux yeux de velours, dont la barbe, curieusement, est noire sur le menton et blanche sur les joues, aime bien Salalah, chef-lieu de la province méridionale du Dhofar. Il y est né il y a quarante-trois ans et il y a vécu quand il était prince héritier. Il y fait plus frais, après la mousson, que dans la torride capitale de l'Etat, Mascate. C'est une ville plate, sans prétention, avec des cultures tropicales et une immense plage bordée de cocotiers, dominée par d'antiques montagnes : elles furent pendant des années — qui s'en souvient ? — le théâtre d'une dure guerre, appuyée d'abord par la Chine, puis par le Yémen du Sud et l'U.R.S.S. avant que les troupes gouvernementales, renforcées par des

Jordanais et des Iraniens, remportent la victoire en 1975.

Ces temps sont loins. Le régime a donné dans ses plans la priorité au développement du Dhofar et a su habilement se rallier la plupart des rebelles. Il vient de normaliser ses relations avec le Yémen du Sud. Le calme le plus complet paraît régner à Salalah, qui fut un moment assiégée par les insurgés. Le sultan Qabous s'y est fait construire en bordure de mer un palais d'inspiration un peu italienne, à l'architecture très dépouillée. C'est là qu'il a reçu le représentant du Monde pour lui donner, dans un anglais raffiné qui rappelle son passage par l'école militaire de Sandhurst et l'administration municipale britannique, l'interview qu'on va lire.

« Majesté, le développement du sultanat depuis votre accession au trône doit beaucoup au boom pétrolier. Mais aujourd'hui le marché pétrolier est déprimé. Quel en est l'effet sur l'économie omanaise ? »

— Le deuxième plan quinquennal omanais a été préparé avec beaucoup de prudence. De ce fait, nous n'avons pas été tellement affectés par la récession. Nous avons opéré un certain transfert de priorités vers ce qui était vraiment le plus important. Mais il n'y a pas de changement substantiel. Nous avons ajourné une ou deux choses, mais rien de vraiment significatif.

— Comme par exemple ?

— Certaines routes qui devaient être revêtues en dur. Nous en avons déjà pas mal. Ce n'était pas indispensable.

— Quels sont les principaux objectifs assignés à l'économie omanaise ?

— Ce que nous cherchons réellement, c'est à la diversifier, à ne pas dépendre entièrement du pétrole. Nous avançons petit à petit dans l'industrie de la pêche, l'agriculture, la production de lait. Nous espérons devenir autosuffisants pour la viande. Nous cherchons tout ce que nous pouvons exploiter, à commencer par le cuivre, en nous disant que le pétrole ne durera pas toujours et qu'il nous faut investir dans des secteurs dont ce pays a besoin, des secteurs que nous ne risquons pas de perdre, que nous garderons pour toujours. Nous avançons, lentement, mais sûrement.

— Quelle est la part du pétrole dans les ressources du sultanat ?

— De 70 à 80 %.

— Cette proportion a-t-elle diminué du fait de la baisse des prix ?

— Non, pas vraiment, parce que le volume de nos exportations a

augmenté. De toute façon, ce n'est pas au gouvernement qu'il incombe de tout diriger. C'est sur le secteur privé que nous comptons ; même si le revenu pour le gouvernement n'est pas énorme, le bénéfice qu'en tire le pays est bien plus grand qu'il y a cinq ans.

— Pourriez-vous commenter les principaux résultats obtenus au cours de ces dernières années par Oman dans le domaine social et culturel ?

— Vous pouvez les constater vous-même, puisque vous êtes déjà venu ici il y a quelques années. Nous sommes contents, bien sûr, de ce que nous avons réalisé. Nous construisons une université et espérons qu'elle pourra ouvrir ses portes en janvier 1986. L'éducation progresse dans tous les domaines, y compris pour les personnes âgées. En ce qui concerne la santé publique, je ne peux pas dire que je suis complètement satisfait. La population a besoin de davantage de services. Nous avons des médecins volants, des hôpitaux et des dispensaires dans toutes les régions. Mais une étude faite récemment montre qu'il nous faut encore un hôpital de 500 lits ; nous sommes en train de le construire. Un autre, pour l'armée, aura 300 lits. La future université en aura un de 500 lits.

### « La menace iranienne nous préoccupe »

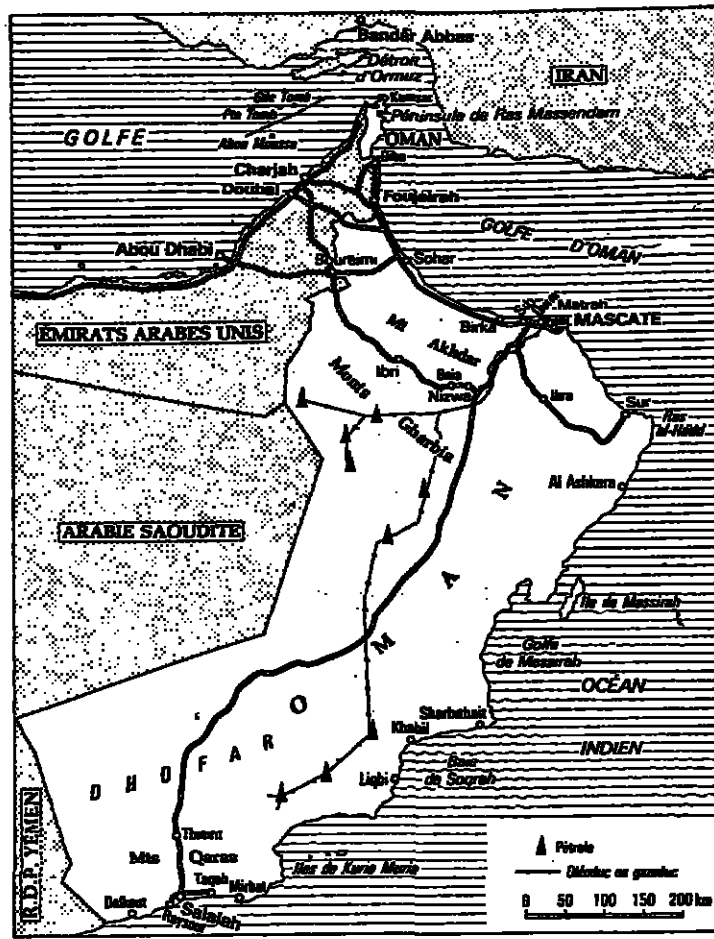
— Différentes parties du monde islamique ont été profondément touchées, depuis quelques années, par le mouvement fondamentaliste. Est-ce aussi le cas d'Oman ?

— Les Omanis ont régulièrement conservé dans le passé et conservent toujours leurs traditions et leurs pratiques religieuses. Rien n'a été négligé que nous devrions retrouver aujourd'hui. Nous allons la main dans la main. Il n'y a aucune raison de conflit.

— Le sultanat d'Oman, s'étendant du détroit d'Ormuz au Yémen du Sud, est situé au cœur d'une des régions les plus névralgiques du globe. Quand vous m'avez reçu il y a quatre ans, vous estimiez qu'il y avait beaucoup à faire pour renforcer la sécurité du détroit. Maintenant que nous assistons à une exaspération de la guerre entre l'Irak et l'Iran, estimez-vous que cette sécurité a été améliorée ? Et, si oui, comment ?

Propos recueillis par ANDRÉ FONTAINE.

(Lire la suite page 15.)



**elf**  
aquitaine  
oman

2<sup>e</sup> producteur pétrolier du pays  
présent en Oman depuis 10 ans  
Elf Aquitaine y explore 3 permis  
couvrant plus de 36.000 km<sup>2</sup>

ألف أكيتين

ثاني شركة منتجة للبترو في البلاد  
لديها ثلاثة امتيازات للتنقيب  
في مساحة تزيد على 36 ألف كيلومتر مربع  
ألف أكيتين موجودة في عمان منذ عشر سنين





OMAN OU LA

## Une plate-forme stratégique convoitée

(Suite de la page 13.)

L'histoire explique qu'Oman s'appuie principalement sur l'ancien protecteur britannique pour combler son retard. La présence britannique, qui se veut discrète, est non seulement politique à travers quelques conseillers écroulés dont le souverain est entouré, mais surtout militaire. A côté du British Special Air Service (S.A.S.), qui contribue efficacement à la pacification du Dhofar et qui maintient ici une structure, les cadres britanniques sont nombreux : plus de quatre cents sous contrat pour l'armée de terre dont le commandant est le major-général John Watts, une cinquantaine pour la marine, beaucoup également pour l'armée de l'air dont les pilotes omanais sont entraînés en Grande-Bretagne.

Cette coopération, jalonnée par des visites régulières du sultan Qabous à Londres, explique que la Grande-Bretagne soit demeurée le principal fournisseur du sultanat, notamment en matière d'armement. Entraînés suivant les mêmes méthodes, musulmans de surcroît, les Britanniques et les Omanais participent également à la montée en puissance du corps de bataille omanais.

Si la permanence de l'assistance britannique ne soulève guère de problèmes, il n'en est pas de même en ce qui concerne la coopération, dite « stratégique », entre Oman et les Etats-Unis. Dès 1975, alors que Londres vient de décider de laisser à Mascate l'usage des installations de l'île de Massirah, Washington intervient auprès du sultan Qabous pour obtenir une « escale » sur celle-ci. La guerre du Dhofar n'étant pas encore terminée, Mascate étudie la demande mais ne la repousse pas.

Ce n'est que cinq ans plus tard, après avoir nié durant tout ce temps que des facilités aient été accordées aux Américains, que les autorités omanaises annoncent officiellement, le 29 décembre 1979, la conclusion d'un accord de principe pour l'utilisation, par les Etats-Unis, de la base de Massirah. Dans l'intervalle, il est vrai, la révolution iranienne et surtout l'invasion de l'Afghanistan par les Soviétiques sont venues considérablement alerter le sultan Qabous alors que la tension avec le voisin yéménite persiste.

Le 25 avril 1980, Massirah sert, assure-t-on, d'escale pour l'opération de libération des otages américains de Téhéran. Quelque temps après, le 4 juin 1980, un accord de coopération militaire et économique institutionnalise entre les deux pays, pour dix ans, les facilités navales et aériennes accordées jusque-là. Les sites militaires de Massirah, Thamarah, Salalah, Sib et Matrah sont modernisés grâce à une aide américaine dont un premier montant est estimé à 250 millions de dollars. En février 1981, les premières manœuvres conjointes américano-omanaises se déroulent, auxquelles participent les éléments de la force de déploiement rapide américaine. Elles sont suivies, en décembre 1981 et dans les mois suivants, d'autres manœuvres (Bright Star II Jade Tiger) d'une ampleur plus importante.

Mais il s'en distingue par une indépendance assez remarquable. C'est ainsi que le sultan Qabous reste fidèle à son amitié avec une Egypte dont beaucoup de ses ressortissants participent au développement économique et culturel (dans le domaine de l'éducation) de son pays. Il a refusé de faire sienne la décision arabe d'exclure ce pays de la Ligue arabe après la signature des accords de Camp David et de la paix égypto-israélienne qui s'est ensuivie, en mars 1979. Cela fait, qu'au moment où le monde arabe montre quelque disposition au retour de l'Egypte en son sein, le choix de Mascate, décidé en d'autres temps de manière courageuse, apparaît comme très prévoyant.

La récente déclaration, en août dernier, du ministre omanais des affaires étrangères, M. Youssef Alawi, en faveur d'une « certaine formule de paix » avec Israël, appartient à la même démarche et démontre la continuité de la politique omanaise dans ce domaine et son non-conformisme. Longtemps, la plupart des voisins modérés arabes du Golfe, ont considéré que la préoccupation omanaise concernant l'expansionnisme soviétique - avec pour résultante une alliance très serrée avec le monde anglo-saxon - passant avant le désir que justice soit rendue aux Palestiniens, était une politique mal fondée. Aujourd'hui, Mascate tient pour acquis que les événements, du Proche-Orient au Golfe, sont venus donner raison à des options clairement définies et invariables.

Les dirigeants omanais n'en veulent pour preuve que la place qu'ils tiennent désormais au sein du C.C.G., alors que cette organisation prend des initiatives audacieuses pour la défense commune des intérêts arabes du Golfe.

Lorsque, en février 1981, est créé le C.C.G., le sultanat d'Oman y adhère aux côtés de ses cinq voisins arabes. Mais très vite des divergences vont apparaître entre les Etats membres, Koweït, notamment, et Oman, lorsque ce dernier propose la création d'une force commune chargée de la protection du détroit d'Ormuz avec l'appui logistique des forces anglo-américaines. Devant cette opposition, le sultan Qabous n'est pas loin, à un moment, de reconsidérer les facilités militaires qu'il a accordées aux Etats-Unis, à la condition toutefois de recevoir des compensations financières afin de pourvoir l'équipement de son armée. Mais celles-ci n'étant pas assurées dans la forme souhaitée par le sultanat, il s'en tient finalement à ses choix initiaux.

La dégradation de la situation proche-orientale, laquelle entraîne en Méditerranée orientale une présence militaire américaine accrue et un renforcement de celle soviétique en Syrie, et surtout les risques pour le Golfe d'une extension de la guerre entre l'Irak et l'Iran viennent relancer le débat, au sein du C.C.G., concernant la sécurité. Si, dans ce cadre régional, beaucoup a déjà été fait dans les domaines politique et économique qui montre la détermi-

nation de ses membres à aller de l'avant, peu de progrès ont été réalisés dans le domaine militaire.

En juin 1983, donc, le C.C.G. invite les deux superpuissances à pratiquer une politique de non-intervention dans les affaires de la région et décide d'organiser les premières manœuvres communes de ses forces armées. Elles ont lieu, en octobre, dans la partie occidentale des Emirats arabes unis, Oman y engageant plus de mille hommes. Réunis à Taïef, en août, les ministres des affaires étrangères et des finances des six pays étudient « les meilleurs moyens de prévenir la réalisation des menaces iraniennes sur la navigation dans le Golfe, sous tous leurs aspects ». On y étudie aussi la demande d'aide financière de près de 2 milliards de dollars présentée depuis deux ans déjà par Oman pour lui permettre de renforcer sa défense et celle du détroit d'Ormuz. Mais ce n'est qu'au quatrième sommet du C.C.G., à Doha, au début du mois de novembre, qu'une conception commune sur les réponses à apporter aux menaces iraniennes se dégage : le projet omanais d'une force d'intervention commune, sous commandement intégré, dotée de capacités terre-air-mer et disposant d'une base côtière permanente au débouché du détroit d'Ormuz, est adopté.

### Diplomatie et défense

Les relations privilégiées de l'Arabie Saoudite et d'Oman avec les Etats-Unis et l'existence de relations diplomatiques entre l'Union soviétique et le Koweït sont jugées comme étant de nature à maintenir des liens avec les deux superpuissances tout en évitant de tomber dans l'orbite de l'une ou de l'autre. Grâce à l'aide financière qui lui a été finalement accordée selon le volume qu'il souhaitait, le sultanat d'Oman se trouve maintenant en mesure de réaliser plus aisément les objectifs fixés par son programme de défense. Sans avoir jamais rien cédé sur l'essentiel, la diplomatie omanaise peut se montrer satisfaite d'être finalement parvenue à ses fins, c'est-à-dire une meilleure coopération et une unité d'action des Etats du Golfe qui préservent, en même temps, la liberté de ses choix ailleurs.

Rarement dans un pays arabe diplomatie et défense ne se sont trouvées aussi intimement mêlées.

L'apaisement intervenu avec le Sud-Yémen et une meilleure prise en considération des intérêts omanais au sein du C.C.G. devraient permettre désormais au sultanat d'Oman de consacrer davantage de ses moyens à son développement économique et social et de mieux résister aux sollicitations intéressées venues de l'extérieur. Son indépendance et son autorité ne pourront qu'en sortir renforcées, et sa crédibilité dans le monde arabe, et plus loin, en sera accrue. Ses efforts pour y parvenir méritent en tout cas le respect.

PHILIPPE RONDOT.



**GROUPE AL HASHAR**

UNE RÉPUTATION DE  
**QUALITÉ  
SERVICE  
COMPÉTENCE**

Al-Hashar & Company, P.O. Box 7028, Mascate/Mascat  
Saeed bin Nasser Al-Hashar, P.O. Box 331, Mascate  
Oman Modern Electronics Co., P.O. Box 7088, Mascate/Mascat  
National Automobiles, P.O. Box 3818, Ruwi/Mascat

Distributeurs et représentants exclusifs de :

NISSAN/DATSUN Véhicules et accessoires  
BMW Véhicules et accessoires  
BMW Véhicules et accessoires  
NISSAN DIESEL Véhicules et accessoires  
FRIESTONE Pneus  
CHLORIDE Batterie  
BERGER Peintures  
VEDOL Huiles et lubrifiants  
TADANO Grues  
ARISTON Appareils ménagers  
FRIGOR Congélateurs  
RINNAI Cuisinières  
PRIMUS LPG Appareils  
KARDEX/REMINGTON Bureautique  
KILOSKAN Pompes mécaniques et groupes électrogènes  
COLUMBIA INTERNATIONAL Fourneaux de bureau  
NOVA COMET Cuisinières et régulateurs  
GENKEY Bureautique  
TERRY HERBERTSONS Bagues et bijoux (or)  
SHARP Produits et accessoires  
MAMIYA Appareils photo et accessoires  
WISI ANTENNA Systèmes  
UNOMAT Flashs électroniques et accessoires photos



**FILLOD INTERNATIONAL**

Après l'Hôtel Sheraton du Caire-Héliopolis  
et celui de Lagos au Nigeria,  
**FILLOD va construire le Sheraton de Muscat**  
(250 chambres et suites, 22 500 m<sup>2</sup> sur 15 niveaux).

**GROUPE FILLOD**

3 Sociétés, 2 200 personnes, 6 usines  
Activité 1983 voisine de 1,8 milliard FF

**CONSTRUCTIONS CLÉS EN MAIN  
BASES VIE, MURS-RIDEAUX  
CHARPENTES MÉTALLIQUES**

FILLOD, rue Roger-Salengro  
94126 Fontenay-sous-Bois Cedex (France)  
Tél. (1) 876-12-15 - Téléc. FICOMET 230313F  
7 Agences ou Filiales  
au Moyen-Orient et en Afrique  
FILLOD, Oman House  
Office 2A - 4th Floor  
P.O. Box 7028 MUTRAH - MUSCAT  
Téléc. 32450N - Tél. 77-35-52

NBO - La National Bank of Oman est la première banque omanaise et la plus importante du pays. Nos efforts portent sur les services, de meilleurs services - en Oman et dans le monde.

Les fonds en capitaux RO 11 566 777  
propres sont supérieurs à : U.S. \$ 33 543 653

L'actif total dépasse RO 254 101 410  
U.S. \$ 736 894 089

Succursales en Oman 45

Succursales outre-mer Abou Dhabi, E.A.U.  
Alexandrie et Le Caire, Egypte

Filiale de Bank of America NT & SA  
&  
Bank of Credit and Commerce International



البنك الوطني العماني المحدود  
**NATIONAL BANK OF OMAN LIMITED**

Siège social : P.O. Box 3751 Ruwi-Mascat, Sultanat d'Oman  
Tél. : 734411. Télégrammes : Natbank. Téléc. 5281 NBO ON



**seeb novotel muscat airport**

**OUVERTURE MARS 1984**

Face à l'aéroport de Seeb.

177 chambres, 6 suites,  
3 restaurants, 1 bar,  
une grande salle de réunion modulable,  
boutiques, une piscine, 2 tennis,  
2 courts de squash, piste de bowling,  
parking gratuit,  
navette gratuite avec l'aéroport.

**RÉSERVATIONS INTERNATIONALES**

FRANCE (Résinter) : (6) 077.27.27  
GRANDE-BRETAGNE : (44) (1) 499.07.34  
BENELUX : (32) (2) 720.74.74  
ALLEMAGNE : (49) (611) 74.25.98  
U.S.A. individuel : (1) (800) 221.45.42

VOIE DU RÉ  
La sécur

de la page 13.)  
du Golfe et  
collectivement.  
sécurité n'est pas  
militaire. Il  
moses à faire sur  
empêcher certa  
présenter. Tout  
du temps. Il  
pas construi  
ans, en ce sens  
concerné. N  
nous allons avoir  
manœuvres militai  
les Emirats ara  
sont fait un pas  
nous racontons  
pas plus qu'un pas  
devions nous déter  
Mais enfin y  
ensemble les ara  
nos possibilités  
moment analysée  
du conflit ira  
Sentez-vous une men  
le détroit d'Orm  
entre Bagdad et T  
menace iranienne se  
beaucoup, elle no  
tous. Elle a été form  
tout à fait claire dev  
unies. Cette guerre  
l'on n'en voit pas la  
de vies humaines ont  
et l'on a gaspill  
ressources qui aurai  
au développement  
Bien des tentatives  
collectivement ou indi  
pour y mettre l  
notamment à beaucoup  
bien d'avis qu'il fa  
avantage encore. L'amen  
guerre s'achève sans  
aucun.

Des relations  
plus dynamiques avec Pari

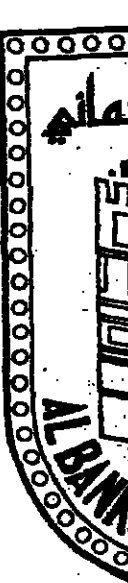
En attendant, de quel c  
nos sympathies?  
L'Irak s'est déclaré dispos  
éprouer avec les Iraniens en vue  
d'apaiser une situation honorable  
assurable que c'est là un langa  
accepté. Et l'autre camp n'a p  
accepté.

Mais ce sont les Iraniens  
qui déclenchent les hostilités.  
Je me garderais de blâmer l'I  
à l'autre côté. De petites chos  
accumulées peuvent entraîner d  
conflict. Peut-être un jour la po  
internationale de justice pour  
elle établir les responsabilités vé  
tables.

Approuvez-vous la four  
de Super-Extender et  
Exocet par la France  
l'Irak?

C'est que j'aimerais pour  
part, est que les deux camps s'ar  
tent de se battre et que chacun  
l'autre fasse pression sur  
partir y amener. Si l'un des  
reçoit de nouvelles armes, l'autre  
obtiendra d'un autre côté, et ainsi  
suite.

Du Sinaï à Beyrouth, p  
leurs milliers de soldats fr



**AL BANK AL A**

Nous sommes une  
à la SOCIÉTÉ

Vos demandes de ren

Ecrivez, téléphonez ou t  
P.O. B  
RUWI  
Sultan

Téléphone : 703044 / 7  
Téléc. : 3450 BKAHLI O

تحت إشراف الرسل



## La sécurité du Golfe

(Suite de la page 13.)

Mes frères du Golfe et moi sommes d'avis qu'il faut faire davantage et le faire collectivement. Comment ? La sécurité n'est pas une notion purement militaire. Il y a beaucoup de choses à faire sur tous les fronts pour empêcher certaines situations de se présenter. Tout cela évidemment prend du temps. Mais l'amélioration n'est pas contestable depuis quatre ans, en ce sens que chacun se sent plus concerné. Nous nous parlons, nous allons avoir nos premières manœuvres militaires communes avec les Emirats arabes unis. Nous avons fait un pas en avant. Mais ne nous racontons pas d'histoires : pas plus qu'un pas en avant. Si nous devions nous défendre militairement, il y aurait encore beaucoup à faire. Mais enfin nous examinons déjà ensemble les erreurs commises et nos possibilités d'action.

Comment analysez-vous les perspectives du conflit irano-irakien. Sentez-vous une menace réelle sur le détroit d'Ormuz ? Voyez-vous une chance de compromis entre Bagdad et Téhéran ?

La menace iranienne nous préoccupe beaucoup, elle nous préoccupe tous, elle a été formulée de manière tout à fait claire devant les Nations unies. Cette guerre est terrible, et l'on n'en voit pas la fin. Quantité de vies humaines ont été sacrifiées et l'on a gaspillé d'immenses ressources qui auraient dû servir au développement des deux pays. Bien des tentatives ont été faites collectivement ou individuellement pour y mettre fin. L'ONU notamment a beaucoup fait. Mais je suis bien d'avis qu'il faut faire davantage encore. J'aimerais que cette guerre s'achève sans vainqueur ni vaincu.

### Des relations plus dynamiques avec Paris

En attendant, de quel côté vont vos sympathies ?

L'Irak s'est déclaré disposé à négocier avec les Iraniens en vue de dégager une solution honorable. Il me semble que c'est là un langage raisonnable. Et l'autre camp n'a pas accepté...

Mais ce sont les Irakiens qui ont déclenché les hostilités...

Je me garderais de blâmer l'un ou l'autre côté. De petites choses accumulées peuvent entraîner des conflits. Peut-être un jour la Cour internationale de justice pourra-t-elle établir les responsabilités véritables.

Approuvez-vous la fourniture de Super-Etendard et de fusées Exocet par la France à l'Irak ?

Ce que j'aimerais pour ma part, c'est que les deux camps s'arrêtent de se battre et que chacun à l'extérieur fasse pression sur eux pour les y amener. Si l'un des deux reçoit de nouvelles armes, l'autre en obtiendra d'un autre côté, et ainsi de suite.

Du Sinaï à Beyrouth, plusieurs milliers de soldats fran-

çais sont engagés dans des opérations de maintien de la paix au Proche-Orient. D'une manière générale, comment appréciez-vous la politique de la France dans la région ?

C'est une bonne chose que des pays occidentaux comme la France, la Grande-Bretagne et d'autres, lorsqu'ils ont des amis, qu'ils soient dans le monde, fassent appel à leur assistance, se jugent en mesure de contribuer à la solution d'un problème ou au moins à empêcher que la situation ne se dégrade davantage.

Et êtes-vous satisfait du niveau actuel de la coopération économique franco-omanaise ? Dans quels secteurs pensez-vous qu'elle pourrait être étendue ?

Il y a toujours place pour une extension de l'amitié et de la coopération, spécialement dans le domaine culturel. Le français est maintenant enseigné dans nos écoles secondaires. Nous avons des étudiants en France, notamment des étudiants en médecine.

Pour en revenir aux tensions existantes dans la région, pouvez-vous nous dire quelle est la nature de l'engagement américain vis-à-vis d'Oman et de la sécurité du détroit d'Ormuz et comment il se matérialise ?

Ce n'est un secret pour personne que nous avons un accord avec les Etats-Unis pour le cas où la région serait menacée. Mais nous n'avons pas l'intention d'agir seuls. En tout état de cause nous nous consulterons avec nos frères du Golfe en vue de parvenir à une position commune avant de décider si la situation exige que nous fassions appel à l'aide américaine. Bien sûr, si la menace ne concernait qu'Oman, à ce moment-là nous serions habilités à rechercher nous-mêmes la meilleure solution.

Le sultanat est un des rares pays arabes à avoir approuvé la politique du président Sadate vis-à-vis d'Israël. Comment jugez-vous aujourd'hui les résultats de cette politique ? Voyez-vous une chance de solution du problème palestinien ?

C'est un problème très délicat. Les Palestiniens eux-mêmes, malheureusement, sont divisés. Il est bien difficile d'imaginer quelle solution pourrait être trouvée et quand. Je maintiens que Sadate a choisi la meilleure voie pour essayer de trouver cette solution. Je maintiens que les Arabes auraient été mieux avisés de l'appuyer. Il aurait eu alors une bien plus grande autorité pour amener Israël aux concessions nécessaires. Tandis que maintenant vous voyez les Israéliens qui continuent à installer des colonies en Cisjordanie, ce qui est navrant.

Avez-vous un message pour le peuple français ?

Nous sommes très heureux des bonnes relations existant entre nos deux pays. Mais j'aimerais qu'elles prennent un caractère plus dynamique. J'aimerais que nous tous qui travaillons pour la paix multiplions les efforts pour l'assurer.

Propos recueillis par ANDRÉ FONTAINE

## France-Oman : beaucoup à faire

RÉCEVANT, le 18 juin 1982, les lettres de créance de M. Mohammed Hassan Ali, nouvel ambassadeur d'Oman en France, le président de la République française constatait - incontestablement un élément de stabilité et d'équilibre - et confirmait, alors, que la France était prête à renforcer sa coopération avec ce pays.

A Mascate, on regrette que la diplomatie française n'apporte peut-être pas tout l'intérêt qu'il faudrait aux positions exprimées, ici et là, par Oman. En revanche, la visite de M. Michel Robert, alors ministre du Commerce extérieur, en décembre 1982 afin d'y signer un protocole d'accord pour la coopération économique et industrielle n'est pas passée inaperçue, et moins encore celle de M. Charles Hernu, ministre de la Défense, en janvier 1983. Celui-ci, après avoir visité les installations militaires de la péninsule de Ras Massoudam et s'être entretenu avec le sultan Qabous, a pu saisir, concrètement, l'importance de la situation stratégique du sultanat à un moment où les menaces iraniennes de fermeture du détroit se précisaient.

Lorsqu'on évoque les relations franco-omanaises, il est de bon ton de rappeler que celles-ci remontent au dix-huitième siècle et qu'un traité d'amitié et de commerce a été conclu en 1844 à Zanzibar, qui dépendait alors d'Oman, entre l'Empire de Mascate et de Zanzibar, Seyyid Said, et le roi Louis-Philippe. Mais ce n'est qu'en 1894 que les relations diplomatiques furent officiellement scellées entre les deux pays par la nomination d'un consul général de France à Mascate.

La présence britannique et le repli sur soi du sultanat retardèrent ensuite l'établissement de relations normales jusqu'en 1974, année à laquelle Paris dépêche à Mascate son premier ambassadeur pour y ouvrir un poste. Depuis cette date, celui-ci, malheureusement, ne s'est guère renforcé puisque le nombre des diplomates en poste permanent n'est que d'un ambassadeur, assisté d'un premier secrétaire et d'un attache commercial, l'attaché des forces armées et le conseiller financier résident, quant à eux, dans d'autres pays arabes de la région.

Mais il est vrai que, malgré cette faiblesse de la représentation officielle française, les relations économiques et culturelles n'ont cessé de se développer par le biais de quelques coopérations enseignantes, une mission archéologique et de grandes sociétés françaises présentes dans le sultanat (Compagnie française des pétroles, Dumez T.P., Elf, Banque de Paris et des Pays-Bas, pour ne citer qu'elles). De son côté, la coopération technique, notamment dans le domaine de l'hydrogéologie, de l'agriculture et de la médecine, entre-

giste des résultats encourageants. En ce qui concerne la fourniture d'équipements militaires, l'achat par Oman de Jaguar franco-britanniques et du système mer-mer Exocet montre que ce marché reste ouvert pour peu que l'on s'y intéresse.

Le premier plan (1975-1980) avait permis au sultanat d'assurer son équipement en infrastructures. La volonté de diversifier l'économie, dont le pétrole assure aujourd'hui près de 70 % des ressources, est l'orientation majeure du deuxième plan (1981-1985). Pour y parvenir, les autorités omanaises semblent avoir choisi une voie de développement plus prudente fondée sur la transformation de l'ensemble des

activités économiques plutôt que sur quelques grands projets onéreux.

Cette démarche, appuyée sur une position de principe très favorable à l'entreprise privée, devrait attirer les sociétés françaises de moyenne dimension. Paris est un partenaire récent d'Oman, mais il est significatif déjà que ses exportations aient doublé en un an. La France reste cependant encore au dixième rang des fournisseurs, loin derrière le Japon, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis. Il y a donc encore beaucoup à faire pour développer les relations politiques et les échanges commerciaux.

Ph. R.



**SITAC**  
INTERNATIONAL S.A.

سيتاك  
إتترناسيونال

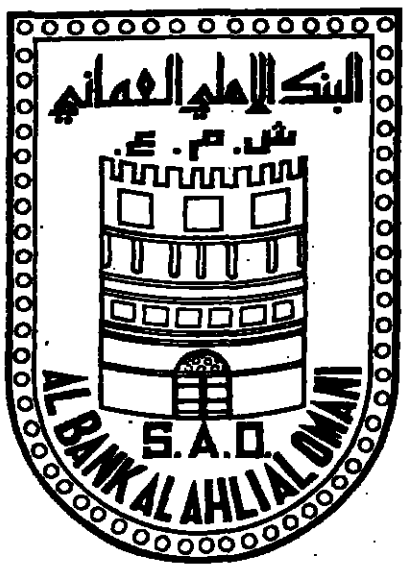
SOCIÉTÉ DE RÉALISATIONS INTERNATIONALES

- Urbanisme
- Ingénierie générale
- Procédés industriels
- Recherche de financement et montage d'affaires
- Réalisation "Cieles en main"

DOMAINES D'ACTIVITÉ :

Tourisme, logement, sport, éducation, constructions industrielles, administratives, sociales et hospitalières

SITAC, Société d'Ingénierie pour les Techniques de l'Aménagement et de la Construction  
35 rue des Artistes, 75014 PARIS. Tél. : (1) 320.13.44, Téléc. : 203.841 F.R.C. PARIS B 318 991 254



**AL BANK AL AHLI AL OMANI S.A.O.**

Nous sommes une banque commerciale affiliée à la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE (France)

Vos demandes de renseignements sont les bienvenues

Ecrivez, téléphonez ou télécrivez-nous à :  
P.O. Box 3134  
RUWI  
Sultanat d'Oman

Téléphone : 703044 / 703137 / 703678  
Téléc. : 3450 BKAHLI ON



## PARIS-MASCATE: LE SEUL VOL DIRECT PAR SEMAINE.

Nombreux sont les hommes d'affaires qui se rendent régulièrement dans le Sultanat d'Oman, contribuant ainsi au développement des relations commerciales France/Oman.

Pour participer à cet effort d'expansion, UTA, Compagnie aérienne française, est la seule compagnie à exploiter une liaison hebdomadaire directe Paris/Mascate, prolongée jusqu'à Colombo et Singapour.

A bord de ses avions spacieux et confortables, UTA réserve un accueil à la française et c'est pourquoi un voyage d'affaires devient un voyage d'agrément.

Paris - Bahrein - Mascate - Colombo - Singapour - Kuala Lumpur - via Singapour - Jakarta - Sydney - Nouméa - Tahiti - Los Angeles.



NOS PASSAGERS SONT NOS HOTES.

Doyle Dane Bernbach

## Une entrée à pas forcés dans le vingtième siècle

COMME les autres producteurs d'hydrocarbures, le sultanat d'Oman subit les contre-coups des difficultés économiques mondiales sur la demande, donc sur les prix du pétrole. Or, grâce au précieux liquide, les Omanais - une fois reversés en 1970 l'anachronisme du Moyen Âge en à peine plus d'une décennie. Le petit million d'habitants a ainsi vu pousser à l'abri des deux forts portugais qui dominent Mascate, mais aussi dans tout le pays, buildings, routes, écoles, hôpitaux, stades, télévision, ports, aéroports, et se développer un vaste parc automobile. Une vraie révolution lorsqu'on sait qu'auparavant le pétrole était entièrement entre les mains des compagnies étrangères, que les oasis vivaient en autarcie, qu'il y avait dans l'ensemble du pays trois écoles, quelques centaines de voitures, 7 kilomètres de routes goudronnées, et que nombreux étaient les Omanais à s'être expatriés pour trouver du travail.

Pour poursuivre cette entrée à pas forcés dans le vingtième siècle et maintenir un budget militaire particulièrement élevé (40 % des dépenses totales) dans un pays qui a la charge, en première ligne, de défendre la stratégie étroite d'Ormuz, les recettes pétrolières sont vitales. Le deuxième plan de développement 1981-1985 - établi au cours du second choc pétrolier - tablait donc sur un prix initial de 39 dollars par baril de pétrole, croissant ensuite de 5 % par an, et sur une production de 330 000 barils par jour. Or Oman, comme les autres producteurs, a dû réduire ses prix à 29 dollars le baril après la réunion de l'OPEP à Londres en mars 1983. Déjà en déclin en 1982 - de près de 8 % par rapport à 1981 - les recettes pétrolières du sultanat, qui représentent 95 % des revenus de l'État, seront donc encore en baisse.

### Les retombées de la guerre du Golfe

En outre Oman, contrairement à ce qui s'était passé lors de la crise financière de 1976, a pu forcer sa production - n'étant pas membre de l'OPEP, le sultanat n'est pas tenu de respecter un quota - de près de 10 % en 1982, puis encore en 1983 pour approcher 400 000 barils par jour au cours de l'été, ce qui a eu pour effet de limiter la baisse des revenus.

Dans ce pays pétrolier jeune - les premières découvertes datent de 1962 - la prospection avait été ralentie dans la province méridionale du Dhofar à cause d'une longue guerre civile. Dès la fin du conflit, Petroleum Development of Oman (P.D.O.), société dont le capital est détenu à 60 % par le sultanat depuis

1973, mais dans laquelle la Shell, avec 34 %, conserve le management effectif (la C.F.P. 4 % et Parco 2 % étant des partenaires peu encon- brants), multiplia les découvertes en 1978 et en 1979 (notamment le gisement de Rims entré en production fin 1982). Voilà qui relance l'intérêt pour la prospection d'autant que les autorités s'efforcent de stimuler celle-ci par une fiscalité intéressante (les contrats sont de type « partage de production » dans lesquels les compagnies financent seules l'exploration et le développement et sont rémunérées par une fraction de l'huile disponible (profit oil) après récupération en pétrole de l'équivalent de leurs dépenses (cost oil).

Actuellement près de vingt-cinq sociétés participent ainsi à l'exploitation sur le territoire omanais, sept y opèrent et deux y produisent. Outre P.D.O. (descendante d'une branche de l'ancienne Irak Petroleum Company), Elf Aquitaine, implantée depuis 1974, produit du brut sur le permis de Butabul.

Le résultat de cette activité ne s'est pas fait attendre : alors qu'en 1976 le premier plan prévoyait un déclin de la production à partir de 1978, les réserves et l'extraction n'ont cessé, en fait, de croître. De 1,3 milliard de barils en 1976, les réserves récupérables sont passées à 1,517 milliard en 1979, 2,44 milliards en 1980, et sont estimées actuellement à 3 milliards de barils, chaque année apportant son lot de découvertes (début octobre par exemple, Gulf Oil a annoncé avoir rencontré de l'huile légère lors d'un forage réalisé sur le permis de Sou-nainah).

Il n'est guère étonnant dans ces conditions que l'essentiel des dépenses de développement soit consacré aux projets énergétiques (centrale électrique du Rusail : développement de l'exploitation du gaz associé du gisement de Jibal destiné à la centrale thermique, aux usines de dessalement de Goubrah et au complexe de la mine de cuivre de Sohar ; rénovation du réseau d'oléoducs).

Toutefois, pour réduire des importations qui augmentent au rythme de 30 % par an et pourraient atteindre 1 milliard de dollars cette année, le deuxième plan prévoit aussi de développer les activités traditionnelles. La réfection du système d'irrigation - les *falaj* - et l'aide américaine en matière de pêche permettront peut-être une évolution favorable de ces activités, qui occupent principalement plus de la moitié des Omanais. Mais de même qu'en la matière les espoirs du premier plan de développement n'ont pas été réalisés, la volonté de voir Oman être autosuffisant en produits de la terre d'ici à la fin du siècle et de multiplier par quatre, d'ici à 1985, la prise annuelle des pêcheurs risque de se heurter à la réalité des faits.

Enfin à quelque chose malheur est bon : la guerre a entraîné de nombreux navires à décharger à Mascate plutôt qu'à s'enfoncer dans le Golfe, accroissant le rôle d'Oman comme entrepôt pour les autres pays de la région. Toyota par exemple vend maintenant ses voitures à l'Arabie Saoudite depuis Mascate (des travaux d'agrandissement du port ont donc été programmés). Et cette activité pourrait se développer grâce au conseil de coopération du Golfe, alliance militaire et politique mais aussi marché commun mis en place par les pays modérés du Golfe (Arabie Saoudite, Koweït, Émirats, Qatar, Bahreïn et Oman) et dont les effets économiques n'ont guère encore commencé à se faire sentir.

BRUNO DETHOMAS.

(1) 1 rial omanais = 22,30 francs.

## BIBLIOGRAPHIE

### Deux seuls ouvrages en français

Reflet des rapports de forces : parce que la péninsule Arabique et surtout le Golfe ont été longtemps une chasse gardée britannique, peu d'auteurs français contemporains ont parlé de cette région stratégique. La pénurie est particulièrement aiguë dans le cas d'Oman. Mis à part des ouvrages anciens aujourd'hui introuvables, et quelques articles récents mais difficiles à se procurer, ce sultanat, qui a pourtant une forte personnalité, n'a donné lieu, au cours des dernières années, à aucune étude en français, à deux exceptions près, reflet à leur tour de l'intensification des relations politiques et économiques entre Paris et Mascate.

Premier paru, les Omanis, nouveaux gardiens du Golfe (1), œuvre d'un journaliste suisse, est de lecture agréable. C'est un reportage vivant qui cherche à nous faire voir Oman avec les yeux des Omanis. La démarche a un inconvénient : elle manque de distance.

En outre, si les détails abondent sur la situation actuelle, en revanche, le chapitre consacré à l'histoire est confus et comporte bien des lacunes. Il n'empêche que ce livre fort accessible est bien utile pour un premier contact.

La deuxième étude s'adresse à un public plus spécialisé, ne serait-ce que parce que les cent cinquante pages sur Oman prennent place dans un volume de plus de sept cents pages, la Péninsule Arabique d'aujourd'hui (2), qui fait suite à un premier, et qu'ils ne sont pas à la portée de toutes les bourses. On ne peut d'ailleurs que regretter que le tome II n'ait pas été scindé, ce qui l'aurait rendu plus maniable.

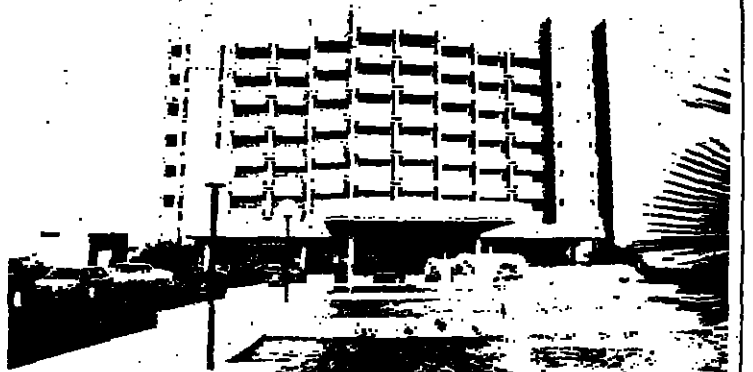
La partie sur le Sultanat d'Oman a été rédigée par d'excellents connaisseurs, qui ont longtemps travaillé sur le terrain. On doit à Colette Le Cour Grandmaison une brève présentation d'une

grande clarté, une chronologie et une étude sur la société rurale, et à Bruno Le Cour Grandmaison un substantiel chapitre sur l'économie omanaise de 1970 à 1980, suivi d'une utile bibliographie. J.-L. Miège traite un aspect essentiel de l'histoire d'Oman, ses relations avec l'Afrique orientale, tandis que John C. Wilkinson analyse, avec finesse, les facteurs de changement et de continuité dans la société. Bref, un ensemble sérieux et rigoureux.

PAUL BALTA.

- (1) Liel Graz, *Les Omanis, nouveaux gardiens du Golfe*, coll. « l'Érudition du monde arabe », Albin Michel, Paris, 1981, 256 pages.
- (2) La Péninsule Arabique d'aujourd'hui, ouvrage collectif sous la direction de Paul Bonnefont. Centre d'études et de recherches sur l'Orient arabe contemporain. Ed. du C.N.R.S., Paris, 1982. Tome I, présentation générale, 384 pages, 130 F. Tome II, études par pays, 726 pages, 200 F.

## A MASCAT LES VOYAGEURS LES PLUS EXIGEANTS CHOISISSENT "L'HOTEL INTER-CONTINENTAL".



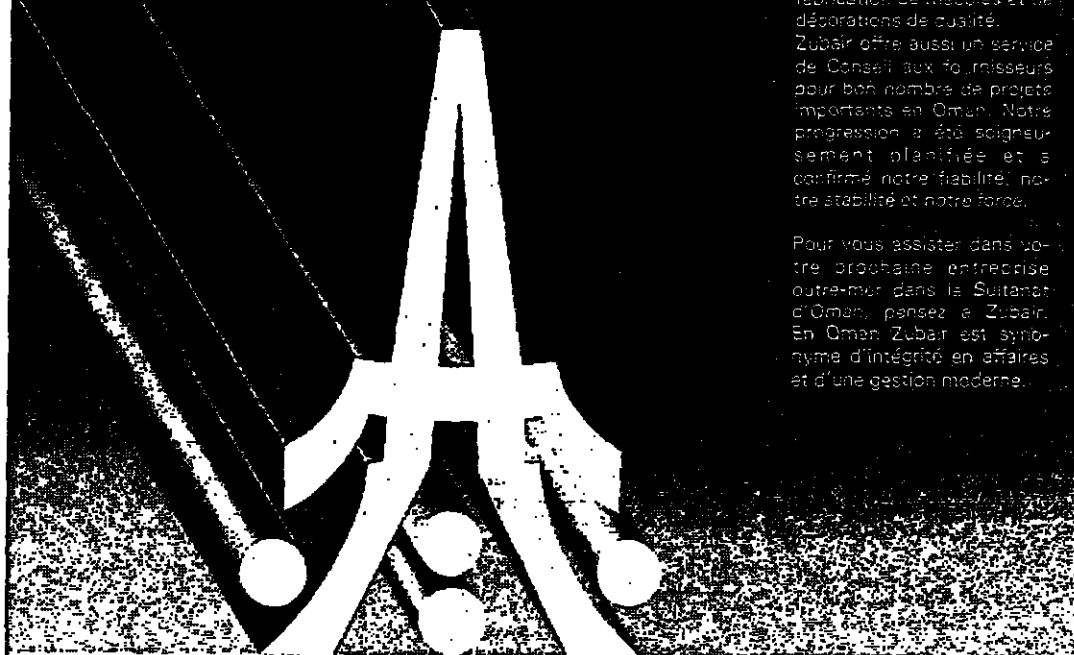
Tres bien situé dans le quartier des ministères et des ambassades, l'Hotel Muscat Inter-Continental se trouve à proximité du centre commercial et de l'aéroport. D'immenses jardins tropicaux entourent cette oasis pour hommes d'affaires, 300 chambres luxueuses, des restaurants, des bars, un night club, d'importantes installations sportives font de l'Inter-Continental Muscat le plus bel hôtel du Sultanat d'Oman.

**MUSCAT INTER-CONTINENTAL HOTEL**

B.P. 7398, Mascate, Sultanat d'Oman.  
Téléphone 600500 Telex 5491 IHCM OMAN

Pour vos réservations, téléphonez au No. 2664740 à Paris, ou adressez-vous à votre agent de voyage ou à tout hôtel Inter-Continental.

## Zubair évoque la diversité et la force



Notre symbole, représentant Zubair en Arabie, rassemble aussi 13 années d'expérience commerciale dans différents secteurs, depuis les automobiles et les produits agricoles en passant par les articles électro-ménagers et de consommation jusqu'à la fabrication de meubles et de décorations de qualité.

Zubair offre aussi un service de Conseil aux touristes pour leur nombre de projets importants en Oman. Notre progression à 800 signataires employés, une croissance planifiée et s'confirmant notre fiabilité, notre stabilité et notre force.

Pour vous assister dans votre prochaine entreprise outre-mer dans le Sultanat d'Oman, pensez à Zubair. En Oman Zubair est synonyme d'intégrité en affaires et d'une gestion moderne.

Zubair Enterprises  
P.O. Box 4127, Ruwi  
Sultanate of Oman

Tlx : 3258 MSTRD MB  
Tél. : 707147

Zubair Enterprises (UK) Ltd.  
43 Dover Street, Mayfair  
London W1X 3RE.

## Zubair - Un partenaire fiable en affaires

# 4 vols par semaine à destination du Golfe. Départs de Roissy à 22 heures.

Gulf Air 4 vols par semaine sur Tristar. Un accueil chaleureux, un service de boissons et une possibilité de détente incomparables. Le choix d'une cuisine européenne et orientale dont la qualité est garantie par la Chaîne des Rôtisseurs. Elue pour la deuxième fois la compagnie préférée des voyageurs vers le Moyen-Orient. C'est le bon choix des hommes d'affaires qui voyagent vers le Golfe.

Pour plus d'information appelez Gulf Air :  
9 BOULEVARD DE LA MADELEINE, 75008 PARIS. TELEPHONE : 261.61.20.  
APPELEZ DE PROVINCE SANS FRAIS : 16.05.42.61.20.

طيران الخليج  
**GULF AIR**

L'envergure.

هكذا من الأصل

## OFFICES DU TOURISME

### Reprendre l'initiative

« La machine est remise en marche », déclare M. Poi Caste, président de la Fédération nationale des offices de tourisme-écoles de tourisme (FNOTS). Un an après la crise qui a menacé la vie de la Fédération, le 15 novembre 1982, l'office de la Fédération, la FNOTS, reprend son activité. A la fin de l'année, la FNOTS a pu verser en effet à un trou de 10 millions de francs dans ses caisses. Ce déficit a notamment été comblé par l'échec de la campagne de Visa pour la France. L'impression de l'ensemble des brochures non utilisées et les mas de personnel du siège parisien.

Pour assainir les comptes, les offices de tourisme ont perçus du personnel à été lancé un « appel » lancé à tous les offices de tourisme. 150 000 francs ont été ainsi versés et les pouvoirs publics ont accordé une subvention de 300 000 francs. Cette bouffée d'oxygène permet de relancer la Fédération qui regroupe aujourd'hui dix-sept mille offices de tourisme et syndicats d'initiative et emploie deux cent vingt et un salariés et deux mille deux cent cinquante bénévoles. Une convention collective, signée au mois de novembre dernier, fixe désormais les rapports entre la FNOTS et son personnel.

Avec la poste, l'école et la mairie, les offices de tourisme participent au paysage urbain des grandes villes, des petites cités, et parfois d'un bourg. Les supporters ont créé un vide dans le paysage quotidien des citadins et des vacanciers. Il est vrai qu'on trouve de tout dans ces « boutiques » de tourisme : des cartes des quatre étoiles, comme à Paris et à Aix-en-Provence, avec directeur, télé, hôtesse parlant plusieurs langues et accueil personnalisé, jusqu'à une étoile en moins, tenus à bout de bras par un retraité, un instituteur ou un « école assagi ». Des amoureux fous de leur pays. Il y a encore place dans ce domaine pour un amateurisme éclairé.

Qui peut dire qu'il n'a pas une dans sa vie poussé la porte d'un office de tourisme pour connaître l'adresse d'un hôtel, découvrir un restaurant ou choisir un circuit ? Du travail « au ras des pâquerettes » pour leurs animateurs. « La notion de service public est ici vivante tous les jours, sans être véritablement reconnue par les pouvoirs publics », estime un responsable de la FNOTS. Certes mais c'est aussi le prix de la liberté et de l'originalité. Même si parfois cette situation est mal comprise par l'usage.

Ces offices de tourisme vivent bien souvent grâce aux subventions des municipalités ou au développement de bénévoles. Enfin, cinq cent cinquante-trois conventions ont été signées avec les maires des localités dont ils doivent promouvoir l'image de marque. La FNOTS constitue un réseau et un atout pour les pouvoirs publics qui veulent « mieux vendre la France aux Français ». La Fédération va donc inviter ses adhérents à améliorer l'accueil des voyageurs, à offrir différentes formules (qui proposeront non seulement la visite de leur région mais encore la coût du séjour) et à être plus présents sur le terrain. Bref, agir mieux pour mieux promouvoir ! « La période de la rigolade est terminée », affirme M. Caste. Vrai. Pour tout le monde.

JEAN PERRIN.

## ETHIOPIE

FÊTE DE TIMKAT  
OU  
TREKKING  
DANS LE HAUT SEMIEN  
Maximum 14 personnes  
PEUPLES DU MONDE  
10, rue de Turenne,  
75004 Paris. Tél. : 271-50-56



Le Monde

## LOISIRS ET TOURISME

## COUPS DE FOUDRE

## Le Brésil pour toujours

## OFFICES DU TOURISME

## Reprendre l'initiative

« **L** A machine est remise en marche », déclare M. Poi Casta, président de la Fédération nationale des offices de tourisme-syndicats d'initiative (FNOTSI). Un an après la grave crise qui a menacé l'existence de la Fédération, le Monde du 15 novembre 1982, la situation paraît s'éclaircir. A l'automne dernier, la FNOTSI doit faire face en effet à un trou de 1,6 million de francs dans ses caisses. Ce déficit a notamment été provoqué par l'échec de l'opération « Visa pour la France », l'impression de l'annuaire, d'articles non utilisés et par les frais de personnel du siège parisien.

Pour assainir les comptes, les frais de fonctionnement ont été réduits, du personnel a été licencié, un « appel » lancé à tous les offices de tourisme (350 000 francs ont été ainsi glanés), et les pouvoirs publics ont accordé une subvention de 300 000 francs. Cette bouffée d'oxygène permet de relancer la Fédération, qui regroupe aujourd'hui dix-sept mille offices de tourisme et syndicats d'initiative et qui emploie deux cent vingt et un cadres et deux mille deux cent dix-sept employés. Une convention collective, signée au mois d'octobre dernier, fixe désormais les rapports entre la FNOTSI et son personnel.

Avec la poste, l'école et la mairie, les offices de tourisme font partie du paysage urbain des grandes villes, des petites cités, et, parfois, d'un bourg. Les supprimer, c'est créer un vide dans le paysage quotidien des citadins et des vacanciers. Il est vrai qu'on trouve de tout dans ces « boutiques » de tourisme : depuis les quatre étoiles, comme à Paris et à Aix-en-Provence, avec directeur, télé, hôtesse parlant plusieurs langues et accueil sophistiqué, jusqu'à une étoile et moins, tenus à bout de bras par un retraité, un instituteur ou un « école assagi ». Des amoureux fous de leur pays. Il y a encore place dans ce domaine pour un amateurisme éclairé.

Qui peut dire qu'il n'a pas une fois dans sa vie poussé la porte d'un office de tourisme pour connaître l'adresse d'un hôtel, découvrir un restaurant ou choisir un circuit ? Du travail « au ras des pâquerettes » pour leurs amateurs. « La notion de service public est ici vécue tous les jours, sans être véritablement reconnue par les pouvoirs publics », estime un responsable de la FNOTSI. Certes, mais c'est aussi le prix de la liberté et de l'originalité. Même si parfois cette situation est mal comprise par l'usager.

Ces offices de tourisme vivent bien souvent grâce aux subventions des municipalités ou au dévouement de bénévoles. Enfin, cinq cent cinquante-trois conventions ont été signées avec les mairies des localités dont ils doivent promouvoir l'image de marque. La FNOTSI constitue un réseau et un atout pour les pouvoirs publics qui veulent « mieux vendre la France aux Français ». La Fédération va donc inviter ses adhérents à améliorer l'accueil des voyageurs, à offrir différentes formules (qui proposeront non seulement la visite de leur région mais encore le coût du séjour) et à être plus présents sur le terrain. Bref, agir mieux pour mieux promouvoir ! « La période de la rigolade est terminée », affirme M. Casta. Vrai. Pour tout le monde.

JEAN PERRIN.

## ETHIOPIE

## FÊTE DE TIMKAT

OU  
TREKKING  
DANS LE HAUT SEMIEN  
Maximum 14 personnes  
PEUPLES DU MONDE  
10, rue de Turenne,  
75004 Paris. Tél. : 271-50-56

ELLE se tient au bord de la piste. Peau cuivrée, jeans modérés, tee-shirt vert électrique. Elle esquisse quelques gestes des bras. Lentement, avec application. Concentrée, tournée vers elle-même. Comme si la musique émanait d'elle, comme si elle « voyait » la musique. Ses bras ondulent, souples, élastiques. Elle regarde le garçon noir assis près d'elle : bonnet de laine, chemise blanche, tennis. Elle le couve des yeux, le carrosse de ses gestes, l'invite et l'envoûte. Comme si elle l'approvoit, comme si elle prenait lentement possession de lui, pour lui communiquer, lui insuffler ce mouvement qui coule dans ses veines.

Lui, assis, l'air blasé, nonchalant, la regarde avec tendresse puis, lentement, s'anime, copie ses gestes, son rythme, ses ondulations. Il finit par se lever et les deux corps semblent alors se parler, se répondre, se copier, comme dans un miroir. Un sourire du garçon et le « jeu », soudain, s'arrête. Mais il reprendra quelques instants plus tard, quand la fille, véritable mante religieuse, sentira son corps inventer un nouveau geste, qu'elle lui soumettra aussitôt. Et lui, marionnette consentante et ravie, s'abandonnera, sur un ponton noir dont, souveraine, elle tirera les invisibles ficelles.

## « Souriez, vous êtes à Bahia »

Ce soir-là, dans la ville haute, à Salvador de Bahia, la pluie fera annuler le spectacle prévu. Mais le témoin de ce duo improvisé, troublé et touché, s'identifiera à ce garçon qui, cédant de bonne grâce, naturellement, à la séduction de cette fille couleur d'ébène, lui apparaît, dans la douce nuit de Bahia, comme l'incarnation parfaite de l'étranger qui, à peine descendu de l'avion, se sent comme kidnappé puis enveloppé par un Brésil qui ne le rendra à lui-même que le jour de son départ.



(Dessin de JUAREZ MACHADO, extrait de la revue de bord de la VARIG.)

D'entrée, le regard est accroché par une pancarte, au pied de la passerelle : « Souriez, vous êtes à Bahia ! ». On sourit, donc, d'autant que la chaleur humide, ajoutée à la fatigue du voyage, déjà affaiblit, anéantit, attendrit. Même la douane, contre la lenteur de laquelle on vous aura (d'ailleurs à l'école) mis en garde, vous offrira surtout le spectacle de cette décontraction, de ce relâché, de ce laisser-aller que l'on retrouvera tout au long de son périple. Lâchez le mot, même s'il peut paraître, en ces lieux, saugrenu : sensualité. « Sexualidade », pas de doute, au Brésil, il y a de la sensualité dans l'air. Quelque chose à la fois de très doux et de très fort, que

l'on déguste comme ces « cafézinhos » — petits cafés — qui, avec la samba, rythment vos journées brésiliennes.

## Une grande claque

Certes, on peut essayer de combattre cette séduction dont on se voit bien vite qu'elle risque, si on n'y prend garde, de faire voler en éclats vos préjugés et, finalement, d'en voyer votre carcéralisme valdinguer, au par-dessus tête. Déboussoilé, décontenancé, on est constamment pris, en ce royaume du

ballon rond, à contre-pied, à contre-raison.

Imaginez un peu. On débarque avec, encore tout chauds à la mémoire, quelques gros titres de journaux : « Brésil : la famine meurtrière ». « Nordeste : violences et pillages s'étendent ». « Dette : la poudrière brésilienne ». Et dans la tête, la vision d'une terre épre, rude, impitoyable. Ce « polygone de la soif » décrit par José de Castro. Ce « sertão » semi-désertique, qui condamne ceux qui ont eu le malheur d'y naître à périr ou à fuir pour aller s'entasser, en d'anarchiques exodes, dans les bidonvilles des cités mirages. Et vlan ! A peine débarqué,

on prend une grande claque de sensualité. A vous couper le souffle.

Mais comment vraiment résister ? Imaginez-on le conducteur qui s'ingénierait à rouler à droite à Londres ? Ou est-il celui qui refuserait de tremper ses lèvres dans la divine « caipirinha » — cet apéritif composé de « cachaca » — alcool de canne —, de sucre et de morceaux de citron vert ? Mais surtout, pourquoi résister ? Voilà un pays qui, d'emblée, vous invite à baisser votre garde, à déposer les armes, à vous abandonner. Un pays-hamac qui vous renverse, vous berce et vous chavire. Un pays qui s'offre à vous avec une telle spontanéité, un tel naturel, une telle impudeur. Un pays qui, plus que tout autre, a sa raison que la raison ne connaît pas. Un pays qui en appelle à tous vos sens, que l'on parcourt à fleur de peau, que l'on dévore des yeux. Un pays-pâtisserie dont on se pourléche, comme un gros gâteau à la crème.

Ainsi, parcourir pour la première fois la plage d'Itaipos à Bahia ou celle de Copacabana, à Rio, c'est se retrouver dans la peau d'un enfant débambulant sur le boulevard Haussmann, au moment de Noël. Un super lèche-vitrines qui vous voit regarder votre car presque groggy. On imagine, en souriant, l'appareil capable de mesurer le taux de sensualité d'un lieu donné. Résisterait-il à de tels endroits ?

PATRICK FRANCES.  
(Lire la suite page 18.)

## Une dame pâle à Baden-Baden

BADEN-BADEN : pour la plupart de vos compatriotes, cet endroit n'évoque rien d'autre que la villégiature du général Massu et la disparition de de Gaulle en mai 1968. Une ville de casernes...

Pourquoi ne pas poser sa malle ou son sac ici, quelques instants ?

Avant de débarquer dans cette bourgade blottie auprès de la Forêt-Noire, vous ne saviez trop à quoi vous attendre. Si ce n'est peut-être entre apercevoir le vague reflet d'un passé fastueux, que la lecture de Dostoevski vous avait suggéré. A l'heure où, en France, les villes thermales refont un peu surface, vous étiez curieux de voir ce qu'il en était outre-Rhin.

Et puis, il y avait le casino, dont on vous avait souvent entendu, dont on lisait ici et là qu'il était le plus beau d'Europe, dont vous aviez rêvé.

Vous avez commencé la journée par un vrai bol d'air, un peu de fraîcheur et de nostalgie. Pour en prendre plein la vue, plein le nez. Pour écouter battre son petit cœur, pour remplir sa petite tête ou la vider. Pour jouer du pipeau. Pour bouffer de la vie. Il y avait bien ici un « je ne sais quoi » propre à vous étreindre.

En suivant le cours de l'Oos, cette rivière accrochée au puits de la ville, vous avez découvert « la » promenade. Vous avez croisé la reine Victoria, Musset, Carl Maria von Weber et le tsar Nicolas I<sup>er</sup>. Vous vous êtes étonné de la profusion d'arbres rares. Vous avez appris, au hasard des murmures, qu'on y avait planté l'ailante glanduleux, le ginkgo, le laurier nain et le castaño.

Vous avez flâné devant les petits ponts de dentelles qui relient tant de caprices. Vous avez voulu passer au moins une nuit dans chacun des hôtels, dans chacune des villas qui bordent la rivière, dans leur écorce de verdure.

Vous avez assisté à la fin d'une partie d'échecs sur échiquier géant avec des pièces de près de 1 mètre de hauteur. Vous avez failli croire que vous étiez soudain doué pour vous laisser aller à ne rien faire.

Vous vous êtes alors installé à la terrasse de l'Europäischer Hof.

Vous avez trouvé à cet hôtel un air de famille avec les palais des rives helvétiques du Léman. Entre Montreux et Vevey. Là où prolifèrent les instituts pour jeunes filles en mal de trop bonnes manières.

Vous avez renversé votre thé à deux reprises, car vous étiez distrait par la Trinkhalle à laquelle vous faisiez face. La Trinkhalle, c'est la buvette thermale, étrange bâtisse gréco-romaine qui aurait fait trempe dans une fontaine romantique. Soutenue par une colonne de marbre rouge, elle s'ouvre sur un long promenoir doté de seize colonnes corinthiennes et jalonné par une série de tableaux. L'indispensable petit guide évoque de vieilles légendes locales. Sur l'une de ces peintures s'est égaré un splash de gouache rougeâtre : sans doute un agacement provoqué par cette architecture qui défie toute classification.

Et dans ce couloir de pierre, d'ocre et d'images, vous n'avez pas été projeté dans le passé ou la nostalgie. Vous y étiez, tout simplement. Car vous n'avez pas seulement rencontré des curistes trippés, un petit verre d'eau à la main. Comme ceux d'Evian. Mais vous avez aussi perçu le bruissement des robes, le mouvement des ombrelles, les coups de chapeau, les regards furtifs en forme de baisers.

## Un zeste de décadence

Vous avez alors réfléchi, comme vous en avez coutume, à la structure de la ville, à ce qui y détenait le pouvoir. Toutes les villes ont un centre de pouvoir, n'est-ce pas ?

Bien vite, l'ensemble vous apparaît comme un vaste jardin à l'anglaise, qui, généreux, avait toléré quelques bâtisses amoureusement choisies. Pour vous cela s'imposait. Un triumvirat régit la cité. L'Oos en inspire le rythme, la Trinkhalle donne le ton, et le casino même la danse.

Le casino, au-delà de son image. Le casino, tout blanc et débordant d'histoire qu'agence autour du Kurhaus aux allures palladiennes. En début de soirée, vous étiez si excités que vous en avez eu du mal à nouer le fin ruban de velours rose qui expédiait aux obés du rouet et

de la hache de bronze l'horrible gros nez papillon qu'on voit encore aux soirées de gala à l'Opéra de Paris.

Vous avez entre aperçu sur le parterre Marlène Dietrich. Vous avez humé l'air des fleurs dans le salon blanc de style Louis XVI.

Brabms vous a souri. Vous avez senti les numéros de la soirée dans la salle rouge aux splendeurs versaillaises. Bismarck ne vous a pas reconnu. Dans le salon Pompadour, inspiré du Trianon, vous avez joué des coucous et jeté négligemment quelques jetons. Vous en avez bousculé Dostoevski. Vous avez fini par établir vos quartiers dans le grand salon vert décoré aux armes de Bade.

Vous avez cessé de paraître distrait. Votre mèche s'est emballée. Vos yeux ont viré. Vos mains sont devenues moites. Vous avez à peine salué le prince Michael Stourdza, dernier régent de la principauté de Moldavie, en exil ici.

Celui-là même qui fit construire la chapelle qui porte son nom sur le Michaelberg, à la mémoire de son jeune fils assassiné.

Et le grand salon vert s'est joué de vous. Vous avez cependant eu le temps d'apprécier la finesse de cet ensemble agréablement par ceux qui avaient œuvré au palais Garnier.

De la nuance ayant toute chose. Un zeste de décadence, de vieillot et d'ivresse. Baden-Baden, décidément, est la brillante synthèse de Venise, Monte-Carlo et Deauville. Et le casino, le bouquet final d'une journée feux d'artifice.

Mais il y eut cette femme chétive, pas vraiment vieille, déjà sans âge. Dans le grand salon vert, votre attention avait été attirée par le flic qu'elle gardait sur la tête. Vous vous étiez dit qu'il y avait sûrement quelque chose de slave en elle. Sa bouche triste, sa façon de ne pas regarder la petite bouille blanche, obscène à force d'être narquoise.

Au moment où vous êtes entré dans le taxi, elle vous a demandé si vous n'alliez pas à la gare. Timide, gênée, coupable : ses doigts continuèrent de s'agiter comme s'ils tripotaient un dernier jeton.

Comprenez : ce sont toujours les mêmes qui gagnent, qui ont de la chance, qui volent l'argent.

La gare était déserte. Moche, sinistre. Elle avait un train pour Stuttgart, au petit matin. Vous avez échangé quelques paroles inutiles. Cette femme n'était sortie de nul songe. Le réel avait plus de force que la plus forte des fictions.

Baden-Baden s'était employé à ce que vous ne l'oubliiez point.

JACQUES TIANO.

**SEJOUR ANTIILLES**  
à partir de 4 990 F

**MARTINIQUE**  
Séjour une semaine  
Novotel Diamant à partir de **5120 F**

**GUADELOUPE**  
Séjour une semaine Novotel  
Fleur d'Épée à partir de **5220 F**

**JET EVASION**  
la liberté retrouvée

205, rue St-Honoré - 75001 Paris - Tél. : 1 260.30.85  
15, avenue de l'Opéra - 75001 Paris - Tél. : 1 296.96.06  
20, rue Monge - 75005 Paris - Tél. : 1 354.86.28  
Agences NOVOTOUR, ALBATROS et toutes agences agréées.

## Le Brésil pour toujours



# AIRMALTA

## 19°C\* au cœur de l'hiver...



### A votre porte, à votre portée.

**L'archipel de Malte**  
Le soleil... et le cœur sur la main.

Durant l'hiver, l'archipel de Malte est l'un des endroits les plus chauds d'Europe. Prenez le ferry vers Gozo l'archipel de Malte, ou relaxez-vous au soleil... en prenant le temps aussi d'apprécier l'hospitalité des Maltais, leur culture et leur histoire.

Airmalta : votre introduction à l'hospitalité maltaise.  
2 miles (3,2 km) du rivage.



Renseignements sur l'archipel de Malte :  
201 33291 ou AIRMALTA - 0800 000000  
75005 Paris Nord 1 - 00356 2140 1401 ou 00356 2140 1402  
Chasseuil - 19000 Cognac - 01 47 34 00 00

\*température moyenne.

# Pan Am.

EN FLORIDE:

3 JOURS EN  
**4575** F

- Aller/retour compris
- Voiture comprise
- Hôtel compris
- 2 nuits à Miami
- 5 nuits à Orlando

# VACANCES FABULEUSES

# Pan Am. L'Expérience Avion.

Réveil à domicile:  
vous pouvez être réveillé  
que soient le jour et la nuit.

Alerte départ:  
on vous rappelle en cas de

فكنا من الأصل



Hippisme

Remous autour des chevaux fonctionnaires

CONFLIT entre le Syndicat des propriétaires de chevaux de course et le fer de lance hippique de l'Etat : l'administration des Haras nationaux.

Il est né d'une initiative et d'un projet de l'administration :

1) Celle-ci avait d'affecter à l'un de ses dépôts d'étalons fonctionnaires Karour, un fils de Relko, qu'elle renait d'acheter (1 200 000 francs, croit-on), l'a aligné dans le pré Royal-Oak à Longchamp et dans une épreuve en Italie.

2) Le directeur des Haras nationaux a décaré que son administration envisageait d'intervenir sur le marché des yearlings pour y acquérir des sujets susceptibles d'être plus tard étalons.

Les deux démarches sont interprétées par le Syndicat des propriétaires comme des signes d'une volonté d'étatisation des courses, à tout le moins, et, dans l'immédiat, comme des manifestations de concurrence déloyale. Elles provoquent d'autant plus de remous qu'on est en période électorale : dans les deux semaines à venir, conformément à la « loi de la République », les propriétaires, éleveurs, entraîneurs, jockeys, auront des représentants aux organismes directeurs des grandes sociétés de courses (nous analyserons la situation à cet égard la semaine prochaine).

Dans une réunion - électorale, précisément - tenue lundi avec ses collègues (parmi eux : Paul de Moussa, le propriétaire de la glorieuse « Juth Enchantée », et trois grands propriétaires de trois des capitales hippiques régionales, MM. Sroul, de Marseille, Bedel, de

Lyon, et Bélinguier, de Bordeaux), le président du Syndicat, M. Jacques Bouchard (de la firme de tissage), a, une nouvelle fois, stigmatisé l'attitude des Haras nationaux :

« Non content de nous passer à la moulinette du statut fiscal le plus défavorable qui soit, voilà que l'Etat, avec nos impôts, et qui, bien entendu, lui, n'en paie pas, va nous faire concurrence sur les pistes. Avec son projet d'achat de yearlings, et par conséquent son écurie d'étalons, il nous achève vers les courses des pays de l'Est, où les chevaux représentent des kolkhozes ou d'autres collectivités. Nous ne voulons pas de cela et nous ferons tout pour l'empêcher. »

Derrière le conflit, un changement d'homme et le lancement et difficile problème de l'exportation de tous les grands chevaux vers l'Amérique.

La gauche a mis au pouvoir hippique, pour la première fois depuis Colbert, non plus un technicien du cheval, un « grand écuyer », mais un économiste (par ailleurs, à la ville, propriétaire de deux ou trois chevaux, dont la bonne « Froustille ») : Jean-Pierre Launay, antérieurement fonctionnaire dans un service de prévisions du ministère des finances. Attitude spontanée du nouveau directeur des Haras nationaux - financier, - propriétaire, dans le cas de Karour :

« Karour ne fonctionnera comme étalon qu'à partir de fin janvier. D'ici là, s'il peut gagner quelque argent, pourquoi pas ? Le budget des Haras nationaux ne s'en portera que mieux. »

Raisonnement sous-jacent, plus élaboré : les Haras nationaux n'ont

pas vocation à dédaigner les recettes, voire les bénéfices. Certes, ils sont d'abord un service public. Mais la télévision, par exemple, service public, ne vend-elle pas de la publicité, en concurrence avec des radios et des journaux du secteur privé ? Donc, non seulement ne pas négliger les recettes mais essayer de les accroître pour être plus efficace, en particulier pour essayer de garder en France quelques reproducteurs de haut niveau.

C'est là le centre du second sujet de discord.

L'actualité foie du marché américain, plusieurs fois évoquée dans ces colonnes, est telle que, à moins d'établir des barrières autoritaires (droit de préemption de l'Etat, embargo sur certains chevaux, etc.), on ne peut plus espérer garder en France un seul reproducteur de haut niveau. Quels associés, chez nous, pourraient, par exemple, réunir 90 millions de francs pour garder l'Emigrant, qui n'est même pas un crack mais qui, sur le prestige d'origines à la mode, vient, paraît-il (il s'agit de transactions privées, au sujet desquelles le doute est toujours de rigueur), d'atteindre ce prix au Kentucky ? Les courses françaises - en attribuant, certes, en même temps, à un niveau incomparable de gloire et de prestige que viennent encore d'étayer les victoires de All Along et de Zalata en Californie, à Toronto et à New-York - se sont enfoncées dans une situation où 400 millions de francs, collectés chaque semaine dans le public, servent essentiellement à mettre en valeur des sujets qui vont aussitôt enrichir le capital d'élevage des États-Unis. La France joue et se vide ; l'Améri-

que capitalise. Situation évidemment intolérable aux yeux de l'Etat.

Les propriétaires ne veulent pas en atténuer les effets par la mise en place des garde-fous que constituerait un droit de préemption ou d'autres mesures limitatives. Nourris de libéralisme économique, leurs écuries étant nées de réussites professionnelles écloses dans le libéralisme, ils ne veulent envisager les courses que dans le libéralisme le plus total. On les comprend et, sur le principe, on ne peut que les approuver : comment concevoir un plaisir déjà coûteux (déficit statique moyen, cette année, par cheval : environ 25 000 F) autrement que dans la plus totale liberté, y compris celle de rêver qu'un jour on vendra un cheval des dizaines de millions aux États-Unis (en subissant, déjà, l'annulation du régime fiscal des plus-values) ?

Mais si l'on ne veut pas de frein, comment et pourquoi faire reproche à l'Etat de chercher des remèdes ailleurs ?

La désignation d'un étalon est affaire de nombre. L'élevage a besoin qu'un poulain sur soixante-dix environ devienne étalon. Le calcul des Haras nationaux est simple : s'ils n'ont pas les moyens budgétaires de payer 90 millions un cheval ayant accédé à la notoriété, ils peuvent avoir celui d'acheter, pour 20 millions de francs, soixante-dix poulains parmi lesquels, statistiquement, se révélera un futur étalon.

Le projet - dans la mesure où sa finalité est de garder en France des reproducteurs que le secteur privé a renoncé (par inclination ou intérêt) à y conserver - ne nous paraît pas choquant. Il ne s'éloigne pas de ce

qui est la fonction même des Haras nationaux : mettre à la disposition des éleveurs des gâteaux de qualité, sans que jamais, avant ce jour, une exclusive ait été formulée à l'égard de tel ou tel processus. Ce qui serait choquant, c'est que l'Etat profitât de ce qu'il est l'Etat pour s'octroyer, comme il en a pris l'habitude, des avantages exorbitants. Une écurie de courses de l'Etat essayant de corriger une situation de marché vicieuse, pourquoi pas ? Mais, alors, une écurie de courses subissant, sous une forme ou sous une autre, les mêmes charges de T.V.A., de loyers, de contraintes sociales, voire de plus-values, que les autres ; pas une écurie empochant les éventuels bénéfices et puisant, pour les déficits, dans la poche des concurrents.

Au demeurant, ne voit-on pas déjà - et depuis toujours - des chevaux des Haras nationaux dans des épreuves pour anglo-arabes, et des chevaux de l'armée dans des steeple d'Auteuil et des cross de Maisons-Laffitte ?

La vivacité, le caractère apparentement intraitable des protestations, incitent même à se poser des questions. Le marché des yearlings est une jungle, entièrement livrée, depuis quinze ans, aux griffes d'un petit groupe, évidemment influent au sein du Syndicat des propriétaires. On peut se demander si ce n'est pas la crainte de voir l'Etat pénétrer dans cette jungle et y rogner quelques griffes qui inquiète, d'ailleurs, la perspective de voir ses chevaux devenir des vedettes de Longchamp. En tout cas, « Tarzan » - Jean-Pierre Launay - a intérêt à se tenir sur ses gardes. Le tam-tam résonne.

LOUIS DANIÉL



Djeddah

Tous les lundis et mercredis, départ 20 h 50 d'Orly-Sud, arrivée 7 h 45 via Vienne.

Choisissez la qualité ! En Première classe comme en classe Touriste, Austrian Airlines vous offre un service de haut niveau. Et le confort de ses DC9.

Austrian Airlines, Orly-Sud. Réservations : 266.34.66

LISEZ Le Monde des PHILATÉLISTES L'OFFICIEL DE LA PHILATÉLIE

# VOYAGEZ FAST CLASS

**A** l'heure où, un peu partout, l'identité se perd au profit des matricules, une agence de voyages « à visage humain » propose à ses clients un ensemble de services hyper-personnalisés. Le nec plus ultra en la matière. Avec des prix surprenants (dans le bon sens).

Première bonne surprise, l'agence elle-même : 14, rue François I<sup>er</sup>, à deux pas des Champs-Élysées, face au Novapark. Dès que vous entrez, vous êtes à la fois chez vous et citoyen du monde. Le jeu des lumières et des miroirs démultiplie l'espace, les effets de matières, cocktail subtil de classique et de très actuel, de proche et de lointain harmonisent le rythme des lignes et sont autant d'invitations au voyage.

## SERVICE BIEN COMPRIS

Ici, pas de comptoir pour cacher une hôtesse occupée à répondre à un téléphone qui sonne en permanence. Des petits bureaux où l'on prend le temps de vous accueillir avec chaleur et compétence. C'est devenu si rare.

Chez FAST, les services offerts sont à la hauteur de l'environnement et vont du plus élémentaire au plus élaboré. Tous jours personnalisés, ils ont été conçus par une équipe de vrais professionnels attentifs à vos besoins et qui savent vous rendre un voyage agréable et sans (mauvaise) surprise.



## 24 HEURES SUR 24

FAST, c'est tout d'abord l'impressionnant service information. Il fonctionne 24 h sur 24. Un simple appel téléphonique et vous obtenez tout renseignement concernant les horaires d'avion, de train, de bateau, les correspondances. Vous effectuez vos réservations aux meilleurs tarifs. Relié au système Télétel, ce service peut vous fournir à tout moment le cours du dollar, les derniers événements politiques et économiques...

La liste des autres services vous donne envie de bouclier immédiatement votre valise : **Formalités rapides :** Fast prend en charge tous vos problèmes de passeport et de visa dans les plus brefs délais. **Réveil à domicile :** vous pouvez être réveillé chez vous quels que soient le jour et l'heure. **Alerte départ :** on vous rappelle en temps utile l'heure à

laquelle vous devez partir de votre bureau pour vous rendre à la gare ou à l'aéroport. **Billets à domicile :** chez vous ou à votre lieu de travail sont livrés vos titres de transports et tous documents nécessaires à votre voyage. **Consignes et instructions de dernière minute :** vous les transmettez à l'agence, qui les communique immédiatement au destinataire.

On peut continuer avec, par exemple : l'organisation de vos réceptions, la location de matériel audio-visuel, la location de bureau en France ou à l'étranger, d'avion privé, d'hélicoptère, l'assistance médicale, etc.

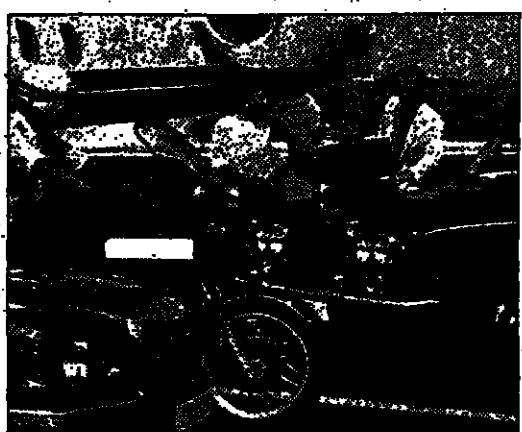
En un mot : impossible n'est pas Fast ! Et le billet de transport n'est qu'une toute petite partie des prestations que cette agence de voyages - qui ne ressemble à aucune autre - peut et souhaite vous apporter.

225.77.15

## MISE A DISPOSITION DE VOITURES DE PRESTIGE EXTRAORDINAIREMENT ÉQUIPÉES...

L'agence de voyages FAST fait partie du Groupe Fast. Et le groupe Fast c'est aussi la location de voitures de prestige. Le parc comprend Rolls, Mercedes, BMW, R 30, 604... Mais attention : pour Fast, une voiture de prestige sans les services qui vont avec c'est un peu comme servir un 1<sup>er</sup> grand cru sans canapé.

C'est pourquoi, toutes les voitures Fast sont équipées d'un téléphone qui vous permet d'accéder à un service secrétariat : télex, messages... et que vous pouvez également utiliser en direct bien entendu.



Le service de presse du jour est à votre disposition, sur le siège arrière, ainsi qu'une mallette qui contient ce dont vous pourriez avoir besoin à tout moment : rasoir, stylo, cravate, sous-main, brosse à habit, détachant, nécessaire de couture. Trois fois rien !!! Mais il fallait y penser... et vous l'offrir !

Vous souhaitez un chauffeur trilingue, une réception à chaque arrêt, une escorte VIP, un système Euro-signal... Là encore, FAST peut répondre à votre demande.

Quand vos rêves deviennent réalité et que la notion de « services » l'emporte sur celles de l'anonymat et de la banalisation des voyages, c'est FAST. Alors... laissez-vous faire : voyagez « Fast Class ».

**fast** Voyages

DES « PLUS » QUI FONT LA DIFFÉRENCE

54, rue François I<sup>er</sup> 75008 Paris - Tél. : 225.77.15 - Télex 643 652 F





## LA NEIGE

### Ski de fond : le Jura à l'heure du T.G.V.

Le ski de fond a depuis longtemps fait sa trace dans le massif jurassien. Il appartient à l'histoire du chalet de villages alignés dans les combes et unifiés l'hiver par la G.T.J. - grande traversée du Jura - un fil de pistes étirées sur 180 kilomètres à travers les départements de l'Ain, du Jura et du Doubs.

La G.T.J. n'est pas uniquement une image de marque à usage strictement promotionnel. Elle s'appuie sur l'élément concret que représentent les quatre-vingt-quatre brevets de raccourci aux réseaux communaux de pistes naturellement greffées à cette autoroute de la glisse.

#### N'oubliez pas le guide

LES guides - les vrais, en chair et en os - sont souvent indispensables pour la fréquentation des hautes cimes. Les guides - en papier - le sont-ils autant pour la découverte des domaines skiables des stations de sports d'hiver. Il faut le croire si l'on en juge par l'engouement des auteurs pour ce type de publication. Il y a huit ans, Jean-Robert Chastagnol avait donné le ton en publiant *Ski et montagnes de France*, un répertoire de cinq cents stations et centres de ski. Plus récemment, les deux guides présentés par les éditeurs Jean-Claude Curien et Pierre Horay n'ont rien inventé. Ils se présentent, l'un comme un annuaire (téléphoné par les offices du tourisme et l'Association des maires des stations françaises de sports d'hiver qui patronne le *Guide Curien de la neige*), l'autre, comme un répertoire mieux documenté, certes, que le premier, mais qui ne concerne que les cent neuf plus importantes stations françaises. Ces dernières y sont toutefois sérieusement décortiquées, tant au niveau de leur domaine skiable que des types d'hébergement proposés.

C.F.

\* Le Guide de la neige (Éd. Pierre Horay), 65 F. *Guide Curien de la neige*, 57 F.

Également *Guide du ski de fond dans le Massif Central* (cent vingt-cinq sites, deux mille adresses) aux éditions de l'Étang.

La densité de l'ossature neige-jurassienne vient d'être officiellement recensée : 2 740 kilomètres de rails blancs qui sillonnent un massif dont les qualités en matière de ski de fond sont reconnues de tous. S'il tient la vedette dans l'esprit des fondeurs, c'est principalement en raison de la nature typiquement nordique de son relief et de la composition constante de sa neige qui assure une bonne impression des traces, donc un meilleur guidage des skis.

Deux éléments qui expliquent l'élan naturel des pratiquants avertis vers cette région. Le couronnement de cette haute technique remonte déjà à 1970 avec l'installation, dans la commune de Premanon, à 6 kilomètres des Rousses, de l'école nationale de ski de fond, point de passage obligé de tous ceux qui assurent l'animation de cette discipline dans les différentes régions françaises.

La réflexion sur l'approche touristique est plus récente. Elle se heurte, en effet, à une sérieuse difficulté : la relative faiblesse des capacités d'accueil. Le handicap ne date pas d'aujourd'hui. Il a été analysé par les organismes départementaux et régionaux. Depuis deux ans surtout, le développement des gîtes ruraux a été encouragé et l'idée de gîtes groupés fait son chemin. Une politique de primes devrait aboutir à la création de pôles de quarante à cinquante lits dans une même zone.

A vrai dire, il paraît urgent que tout cela se concrétise si l'on veut pouvoir endiguer le flot de fondeurs de tous âges et de tous niveaux qui devrait résulter de l'arrivée du T.G.V., en gare de Frasnay, à compter du 22 janvier.

Cet arrêt redistribue complètement les cartes de notre développement touristique car il met la population parisienne à un tout petit peu moins de trois heures du plein cœur du massif, souligne M. René Beupol, chargé de mission au conseil régional de Franche-Comté. Il a été décidé par la S.N.C.F. - après bien des démarches locales - de faire valoir l'intérêt, pour la région

du Haut-Doubs en particulier, - de profiter également des effets du T.G.V., initialement réservés à la gare suisse de Vallorbe, en direction du terminus de Lausanne.

Le T.G.V. bientôt là ! C'est la fête dans la tête de M. Jean Turberg, le maire de Frasnay, une bourgade de mille cinq cents habitants, au centre d'une région de forêts, de tourbières et de lacs, à une quinzaine de kilomètres de Pontarlier. « Frasnay, explique-t-il, est déclarée gare de la montagne jurassienne. Elle va donc servir de base d'accueil pour toute la région. Quatre cents millions de centimes ont d'ailleurs été dégagés pour créer un centre de renseignements. La région s'engage également dans une sérieuse révision de son infrastructure routière afin d'organiser efficacement l'écoulement des voyageurs, dans un rayon d'une cinquantaine de kilomètres.

Les débuts risquent cependant d'être difficiles. Face à la complexité des problèmes posés, M. René Beupol prône un développement de la pratique de la randonnée. Dans son esprit, il s'agit de « désembouteiller », mais aussi de compléter, l'idée d'évasion déjà mise en avant avec la G.T.J. La formule est toute trouvée : « Venez le plus vite possible pour randonner lentement. » A vous mettre la neige à la bouche, surtout quand on aligne les noms de quelques-uns des sites placés ainsi à portée de rail : Métabief-les-Fours, Montbenoit,

Mouthé, Cornichand, Chaux-Neuve et bien d'autres encore, dont Chapelle-des-Bois, qu'on tient pour la perle du ski de fond en France, une sorte de Mecque au cœur d'une petite Scandinavie.

LIBERT TARRAGO.

\* Comité régional de tourisme, place de la 1<sup>re</sup> Armée-Française, 25000 Besançon, tél. : (81) 80-92-55. - Association départementale du tourisme du Doubs, préfecture, 25031 Besançon Cedex, tél. : (81) 81-80-80. - Comité du tourisme du Jura, préfecture, 39000 Lons-le-Saunier, tél. : (84) 24-19-64. - Comité du tourisme de l'Ain, préfecture, 01012 Bourg-en-Bresse, (74) 22-82-82. - Frasnay, mairie, rue de la Gare, 25560, tél. : (81) 89-72-25.

### Stages à la carte

• **Stage polaire dans le Jura** : pour apprendre à survivre l'hiver dans la neige, orientation à la boussole, cours de fartage, confection d'igloos et de traîneaux.

\* UCPA. Tél. : (1) 337-43-00.

• **Free-style aux Deux-Alpes** : stage de ski-bosses, mono-ski, ski-voile, hors-piste pendant six jours, avec Nano Pourrier, le champion de ski acrobatique. 950 F sans hébergement, 2 250 F avec hébergement en hôtel deux étoiles.

\* Tél. : (1) 857-74-96, Maison des Deux-Alpes.

• **Fin prêt pour la foulée blanche à Autrans** : un stage intensif pour préparer les grandes courses de ski de fond de la saison.

\* Association Grand Angis. Tél. : (76) 45-22-25.

• **Stage de Telemark en Gruyère** : le ski de fond comme les Norvégiens l'ont inventé au siècle dernier. Apprentissage de la technique et hébergement. La semaine : 1 800 francs en Suisse, dans la région de Gruyère. A essayer pour être dans le coup cet hiver.

\* Agence Terres d'Aventure. Tél. : (1) 328-90-46.

• **Trois stages en poudreuse à Val d'Isère** : stage Savi, le plus ancien des Alpes, avec des guides de haute montagne. Stage le Clé des neiges, de Philippe et Gérard Mattis, avec « bip-bip » et vidéo pour corriger ses défauts. Mini-stage « top-ski », avec cours seulement l'après-midi, pour faire la grasse matinée jusqu'à midi.

\* Office de tourisme de Val d'Isère. Tél. : (79) 06-10-83.

### La glisse new-look

A l'arrivée des premières neiges, de vieux démons se réveillent. Folles descentes, poudreuse, grands espaces. Aujourd'hui, si vous n'avez aucun mal à tenir sur des lattes, une « foultude » de possibilités nouvelles s'offre à vous. Pour sortir des sentiers battus, le choix est difficile : « bird-sail » ou kilomètre lancé ? Et pourquoi pas le monoski ? Ou encore un stage de ski acrobatique ? Ils sont bien loin les temps héroïques du ski à peps, où les amoureux de la glisse n'avaient guère d'autre alternative que de se dire fondeurs impénitents ou incendiaires du ski alpin.

La très officielle équipe de France a sorti de la marginalité cette activité trop méconnue qu'est le ski acrobatique. A la Fédération internationale,

on distingue trois disciplines. La ballet, comme son nom l'indique, s'apparente à de la danse sur skis, voire à du patinage artistique. Le « hot-dog » se déroule sur une piste fortement bosselée et relève autant de l'art du rodéo que du ski de descente. Le saut, ou ski acrobatique, se pratique depuis un tremplin à partir duquel il est possible d'exécuter jusqu'à trois sauts périlleux.

Le kilomètre lancé, « formule 1 » du ski, est destiné aux amateurs de vitesse pure et de sensations fortes. Pas question de profiter du paysage. Tout l'intérêt du « K.L. » consiste à se retrouver au bas d'une piste le plus rapidement possible.

Les meilleurs ont, aujourd'hui, dépassé les 200 km/h, aidés, il est vrai, par des combinaisons au profil aérodynamique qui ne renieraient aucun de nos auteurs de science-fiction. Cathy et Annie Brayton sont les seules, actuellement, à proposer des stages de kilomètre lancé. Tél. : (76) 95-91-42.

Le monoski a été introduit en France par Pierre Poncet, il y a quelques années. L'idée est fort originale (réunir deux skis et augmenter la surface de glisse), mais la technique est quelque peu différente de celle du ski alpin traditionnel.

Loups de mer et guides de haute montagne ont souvent fait bon ménage, mais nul ne peut dire si le « winter-stick » et le ski-voile sont directement issus de leurs cogitations mutuelles. Toujours est-il que ces nouvelles approches du ski font de plus en plus d'adeptes. Le « winter-stick » est destiné aux surfers des hauts sommets. Quant au ski-voile, il s'agit d'une invention de Georges Berthelbourg : un petit ski que le skieur déploie derrière lui afin de freiner sa descente. Chose encore, pour ceux qui sont à l'affût de l'insolite, la planche à voile et le « skate » des neiges, ainsi que le « bird-sail », directement dérivé du principe de l'aile delta.

Enfin, explorateurs, estivants et cascadeurs n'oublieront pas, respectivement, les possibilités de ski inter-stations, de ski sur glaciers ou de ski extrême.

PASCAL KOBER.

**BEAU RIVAGE.**  
Chez votre caviste  
et épicerie fine.



**LA BONNE ADRESSE**

1 800 m-3 250 m, la station sans voiture au cœur des plus hautes montagnes suisses, 8 000 lits en hôtels et chalets, 23 remontées mécaniques. Offres forfait, en décembre et janvier de 372 F à 778 F. Office du tourisme, CH-3906 Saas-Fee. Tél. : 1941-26-57/14-57.

Vos vacances familiales à

**Hotel Christina Crans**

7 jours demi-pens. dès 465 F par pers. Enfants dans la chambre des parents gratuits. Valable du 7/12/82 au 3/3/83. Saas-Fee, Christina Crans, CH-3963 Crans Montana. Tél. : 1941-27-43/18-91.

**BEAU RIVAGE?**  
Dans tous les bons restaurants.



**Vacances d'hiver avec une multitude d'extras**

Compte du ski, 3 stations de ski à Innsbruck, forfait valable pour 34 téléfuniculières, 2 remontées mécaniques, ski de fond gratuit, navette pour les promenades hivernales, neige garantie, 100 km de promenades des pays. En plus : Vieille ville historique, troquets et restaurants, magasins, musées, théâtre, Club d'Innsbruck etc. Forfait de ski de 6 jours : 11 466.-

**Innsbruck**

si vous voulez une station particulière : Igls - le village de sport d'hiver, une terrasse de soleil surplombant la ville d'Innsbruck, piste olympique de luge et de bobsleigh avec possibilité de descente pour touristes, jardin d'enfants de ski, instruction gratuite au ski de fond, Club d'Igls - un centre de cordaïte, restauration de haute qualité, hôtels à des prix favorables, pensions, appartements de vacances.

Nouveaux Services de promenade hivernale gratuits.

Verkehrsbureau A-6021 Innsbruck-Igls - Postfach 531  
Berggasse 3 - Tel. 18 43/52 22/23 57 15 - Telex 5-3 423

**LOUEZ EN TOUTE SÉCURITÉ**

1 studio, 1 deux pièces, 1 trois pièces meublé. Toujours à deux pas des principaux commerces, des remontées mécaniques... et des pistes.

**BÉNÉFICIEZ DU SÉRIEX ET DE L'ACCUEIL VVT**

LES MENUIRES (1850 m), un superbe domaine skiable, des 3 villages, 2000 m de pistes, 1700 m de pistes, LES ARCS (1850 m), une station de renommée internationale, LA GRANDE TERCHE (900 m), 1800 m de pistes, 1800 m de pistes.

V.V.T. c'est aussi : un grand choix de séjours en pension complète, des séjours « enfants », des circuits, des croisières...

**VOYAGES VACANCES TOURISME**  
38, boulevard Edgar-Quinet - 75014 PARIS  
Tél. : (16-1) 320.12.88

**Le SKI dans les HAUTES-ALPES**  
1400/2 700 m

**PUY-SAINT-VINCENT**

« la protégée des vents »

**300 JOURS DE SOLEIL PAR AN**

Le ski pour tous, du débutant au professionnel.

Station d'entraînement de l'équipe de France.

Les 19/20 décembre : la COUPE D'EUROPE FÉMININE

Tous renseignements : tél. (92) 23-35-17

**LE CLOS D'ARLY**

Dans le village de Fraz-sur-Arly, à 4 kilomètres de Megève, face aux pistes de ski, quatre immeubles chalets avec façades en sapin, exposé plein sud, balcons spacieux, jardins privatifs, parkings privés en sous-sol.

Le « Clos d'Arly » - le grand standing à la montagne. Appartements prêts à vivre. Cuisine et salles de bains luxueusement équipées. Isolations phonique et thermique. Cave et placard à ski avec les appartements.

Prix ferme et définitif avec 5 % à la réservation. Gestion-location assurée.

existe en studette, studio, studio cabine, 2 pièces\*, 2 pièces duplex.

Renseignements et documentations : Bureau d'accueil, 4, rue des Vairis Fraz-sur-Arly, 74120 MEGÈVE. Tél. : (50) 21-46-25

**Cet hiver, venez respirer le bonheur.**

Le TYROL, c'est tout près et c'est pas cher.

Vous vivrez à l'hôtel ou chez l'habitant, dans une auberge typique et confortable.

Au TYROL, l'hospitalité est traditionnelle et les gens heureux de vivre.

Et puis il y a aussi la neige, les promenades en traineau dans les forêts étincelantes de cristaux de givre.

Cet hiver, venez goûter le TYROL.

Ecrivez vite à : Office National Autrichien du Tourisme, 47, avenue de l'Opéra, 75002 PARIS. Tél. 742.78.57. Office du Tourisme du Tyrol : « Tirol-Informations », 6, Bozner Platz, A-6010/INNSBRUCK.

**Tirol**  
autriche  
Le pays de l'hospitalité traditionnelle

## Plaisirs de la table

### Retrouvailles...

J'ai retrouvé, en effet, le chemin d'Anjou-Normandie (Langevin, 13, rue de la Folie-Méricourt, 11<sup>e</sup>, tél. : 700-30-59) et de Montreuil et Alain Langevin, artisans restaurateurs. C'est celui de la félicité gourmande, du feuilleté de cagouilles au magret à l'hydromiel, du confit de porc à l'ail à la brochette de gigot. Mais surtout Langevin fait lui-même une andouille remarquable que vous pourrez déguster grillée, flambée au calvados, à l'oseille, en feuilleté au poivre vert (40 F). Cela vaut le voyage !

Les touristes gourmands connaissent depuis longtemps l'adresse de l'Auberge de France (1, rue du Mont-Thabor, Paris 1<sup>er</sup>, tél. : 260-60-26). M. Martin est maître en cette école de sage cuisine, à partir de matériel de qualité. La sole meunière et la poulette à l'estragon sont la simplicité même. Mais aussi la rigueur tempérée par la gentillesse. Ajoutez-y la soupe à l'oignon, le foie gras des Landes et le tartare pour les repas rapides, une escalope de veau valaisanne qui m'a rappelé celle de l'ami d'Allèves (le Mazot, à Genève) et des petits vins de qualité, à prix honnête. Une belle enseigne pour la cuisine de France que cette auberge et son « aumône ».

Pierre Vedel (50, rue des Morillons, Paris 15<sup>e</sup>, tél. : 828-04-37) a gardé son accent sétois, qui le faisait ami avec Brasseur, son voisin. Également, ce goût d'incliner, sans la caricaturer, la cuisine de son coin. Alors sa bourride de lotte comme à Bouzigues et sa soupe de homard à l'ail doux sont des merveilles auxquelles

vient de s'ajouter une petite salade tiède de morue et pois chiches qui m'a ravi. Avant le classique maison : la « tête de veau Vaugirard en pot au feu » !

Bons petits vins bien choisis. Bon rapport qualité-prix. Avec le fro-

mage du jour et une demi de côté-de-bourg, l'addition n'a pas dépassé 170 francs.

Dans son boudoir de charme gourmand, Micheline Cost (La Cassine des Gourmets, 113, avenue La Bourdonnais, Paris 7<sup>e</sup>, tél. : 705-47-96)

et son chef ajoutent sans arrêt à leur carte une trouvaille qui m'enchantait. Cette fois, le pot-au-feu de canard et pieds de porc en gelée m'a presque empêché de goûter le risotto d'agneau aux poivrons doux. Et puis, ma foi, j'ai « tâté » des deux avant le fondant au chocolat et au café grillé.

### ... et découvertes

Il suffit qu'un queux, plus ou moins maître, démissionne, ou qu'une vedette du « show bouffé » redécouvre la lune pour que les chroniqueurs gastronomiques se précipitent. J'en sais même un dont le sang se coagule en pensant qu'on puisse, sans lui, changer une virgule à la carte ou au décor des favoris de la mode.

Mais je n'ai vu personne encore se précipiter, voire signaler, ce nouveau restaurant de Courbevoie, à l'enseigne un peu ridicule d'Hélodidi (46, bd de Verdun, tél. : 333-53-09). C'est que le chef, Jean-Pierre Crème, est un inconnu tout modeste, que sa femme n'est pas encore ici « dans ses pantoufles » et que, enfin, c'est, après avoir travaillé chez les autres, leur première affaire !

Eh bien, ce spécialiste du poisson a bien du mérite, me semble-t-il. Et d'abord celui de ne pas réduire les portions au congru en usage. Son haddock à la feuille de menthe est du vrai haddock anglais, entier, accompagné de

pommes à l'anglaise fondantes et d'épinards en branche avec un beurre fondu en cassiolette. Un repas à lui seul (50 F). A signaler la terrine de saumon aux groseilles, le concombre au saumon fumé, la cassiolette de moules aux croûtons, le turbot aux fruits de la Passion, le filet de loup aux orties, etc. Mais aussi une étonnante salade aux trois fromages (entrée ou avant-dessert) qui est une véritable trouvaille : un chèvre chaud sur lit de trèfle, une tranche de roquefort sur laitue nappée de crème et garnie de raisins secs et, enfin, du gruyère râpé en salade de mayonnaise (26 F). Quelques viandes et d'honnêtes desserts. Un côtes de bœuf à 35 F.

Tout cela dans un décor qui peut faire faire la petite bouche à nos aristocrates, mais propre, agréable, confortable même dans son style.

Plus petit Liré... Plus cet Hélodidi (fermé dimanche) que tant de gargotes dans le vent !

N° 1819

## Philatélie

FRANCE : « Le Lapin agile ».

Le centenaire de la naissance de Maurice Utrillo, né à Paris (1883-1955), fils de Marie Clémentine (dite Suzanne) Valade, artiste réputée, sera souligné - dans la série « artistique » - par l'émission d'un timbre représentant



une de ses œuvres célèbres : le Lapin agile. Entre 1905 et 1914, il traversa les époques sombres, incertaines, bleues et colorées. Il fut à la fois primitif et excellent particulièrement dans les paysages montagnards comme la Rue de Mont-Cenis et d'autres. En 1952 déjà, un timbre de 18 F (réimprimé dans d'autres teintes en 1954) reproduisit une de ses gouaches, la grille d'entrée du château

de Versailles... Vente générale le 5 décembre (57/83).

4 F, beige clair, vert clair, gris bleu, gris foncé, brun, brigue.

Format 48x36,85 mm. Reproduction et gravure d'Eugène Lacaze. Tirage : 6.000.000. Taille-douce, Périgieux.

Mise en vente anticipée :  
- Les 3 et 4 décembre, de 9 h à 18 h, par le bureau de poste temporaire ouvert au Musée de la Poste, 34, bd de Vaugirard, Paris 15<sup>e</sup> - Obélisque « P.L. ».

- Le 3 décembre, de 8 h à 12 h, à la R.P., 52, rue du Louvre, Paris 1<sup>er</sup> et au bureau de Paris, 41, av. de Saxe, Paris 7<sup>e</sup> - Boîtes aux lettres « P.L. ».

● RETRAITS des lettres timbrées de France le 16 décembre : 2 F, « Liberté », vert clair ; 2,90 F, château de Ripaille ; 3 F, Pau, château Henri IV.

● HAUTE-VOLTA : Cinq timbres - Lutte contre la désertification - 10, 50, 100, 150 et 200 fr. Offset, Edita, d'après L. Kou.

● MALI : XIV<sup>e</sup> journée de l'Union Postale Universelle, 240 fr. Maquette et gravure de Claude Haley. Taille-douce, Périgieux.

Calendrier des manifestations avec bureaux temporaires  
● 81600 Galliac (avenue Jean Calvez), le 25 nov. - Inauguration du nouveau bureau des Postes.

● 13500 Martignas (avenue Louis-Saint), les 25-27 nov. - Inauguration du nouvel hôtel de ville.

● 28000 Chartres (« Collège de Louis »), le 27 nov. - Hommage à Jean Moulin.

● 69000 Lyon (mairie du 8<sup>e</sup> arrondissement), le 3 déc. - Festival international du cirque.

● 76600 Le Havre (Centre de commerce international), le 10 déc. - Cinquante ans de la raffinerie de Normandie.

● 95360 Montesson (Chapelle de l'ancien séminaire), les 10-11 déc. - Centenaire Utrillo.

● SAINT-HELENE (île de) : série « oiseaux » de quatre valeurs, 7 p. Paddy arizivora ; 15 p. Foudia madagascariensis ; 33 p. Estrilda astrild ; 59 p. Serinus flavirostris.

● WALLIS ET FUTUNA : « Nicéphore Niepce (1765-1833) » inventeur de la photographie », P.A., 75 F. Dessin et gravure de Claude Durren. Taille-douce, Périgieux.

ADALBERT VITALYOS.

## Millésime 83 : un nouveau miracle

L'ANNÉE 1982 ? Un miracle, annonçait en chœur, il y a un an, les spécialistes de la vigne et du vin. Au risque d'apparaître répétitif ou de manier l'émphase sans la plus élémentaire retenue, il semble bien que 1983 ne soit guère différent. « Deux années, dit-on à l'Union nationale des oenologues, qui ne se valent pas souvent dans la vie d'un vigneron ! » Un nouveau miracle, donc. Mais qui, comme le président, n'est pas tombé du ciel.

Il y eut, qu'on se souvienne, après un hiver doux, cette curieuse alternance entre un temps chaud et un temps humide. Une sorte d'accrochage climatique qui, de mai à octobre, favorisait le développement de ces maladies graves que sont pour la vigne - et pour celui qui la soigne - le mildiou, la pourriture grise ou le black-rot. Le miracle, en définitive, ce fut de circonvenir le danger, d'amener le raisin sain à maturité et, surtout, de finir dans un feu d'artifice rarement observé.

« Le temps a été humide, se souvient M. Patrick Léon, président des oenologues de la région Bordeaux-Sud-Ouest, jusqu'au 17 septembre à 18 heures. Deux heures plus tard, la commande du Bon Temps du Médoc et des Graves proclamait le ban des vendanges dehors sur le pelouse du Château-Lacombe sous un soleil magnifique. Alors, le miracle ! A partir de cet instant précis, pas une seule goutte d'eau durant la totalité des vendanges. Les vendangeurs en sandales et maillots de bain. Incroyable. Du jamais vu. Phénomène. Anormal. »

Vérité dans le Bordelais, vérité en deçà, vérité au-delà. Jusque sur les bords du Rhin.

J.-Y. NAU.

Vous ne jouez pas encore aux échecs, mais vous désirez apprendre.

Vous jouez déjà aux échecs, mais vous voulez vous perfectionner.

Les meilleurs pédagogues, les plus forts grands-maîtres vous montrent comment :

- Jouer les ouvertures.
- Améliorer votre stratégie.
- Devenir un brillant tacticien.
- Maîtriser les finales.
- Battre votre ordinateur.

lisez chaque mois EUROPE ECHECS en vente en kiosque 20 F

## LE SAVOIR FAIRE PLAISIR

A chaque saison sa spécialité ! COQUELIN vous propose sa célèbre Bombe aux marrons, l'âge de ses plus anciennes spécialités dont le secret de fabrication est jalousement gardé depuis 1911.

Coquelin AINE

1 PL. DE PASSY 75016 PARIS TEL. : 288.21.74

## Le CRILLON PARIS

Place de la Concorde

à partir de 20 Novembre. Nouveau numéro de téléphone

Restaurant et Hôtel

265.24.24

10, place de la Concorde 75008 Paris

## Rive gauche

Il y a des femmes chez qui on revient pour le plaisir

Huîtres, fruits de mer, homards, choucroutes.  
Face à la tour Montparnasse, 3, place du 18 Juillet, 1940 à Paris 6<sup>e</sup>.  
Tél. : 548.98.42.  
Ouvert tous les jours jusqu'à 3 h du matin.  
CHEZ HANSI.

**SAINT HEARNEY**  
COCKTAIL BAR  
(open every days from noon to 100 a.m.)  
BRUNCH SATURDAY AND SUNDAY  
9, rue Princesse - Paris VI  
Tél. : 329.89.80

221814 **Dessirier** 380.50.72  
MAITRE-ÉCAILLER RESTAURATEUR  
9, PLACE DU MARÉCHAL JUIN (ex place Périère) 17<sup>e</sup>

**GARNIER**  
Le Restaurant de luxe  
Déjeuners, Dîners, Suppers  
Banc d'huîtres  
111, rue Saint-Lazare, 75008 PARIS 8<sup>e</sup> 307.50.40

Midi, Porte Maillot  
déjeuner à la campagne  
**La grue lorraine**  
91, BD COURCELLE-SAINT-CYR  
PARIS 17<sup>e</sup> - Téléphone : 574-82-77  
Jardin d'été  
Guide Auto-Journal 83  
Gault et Millau

**La Bavière fait la fête, Paris n'a plus sommeil.**  
Hôtels, lieux de nuit, coiffeurs tous Taxis, cochons de lait, et les choristes gastronomiques.  
Place de Châtelet. Réservez : 233.44.44. Ouvert tous les jours jusqu'à 3 h du matin.  
Orchestre Bavarois avec les sautés.  
**LE BAYERN.**  
La grande brasserie Bavaroise.

**la barbacane**  
SA FAMILIALE MARQUE DES CHATEAUX  
Van, Sam, son - ambrasserie traditionnelle  
13, rue de Condorcet 75007 Paris - Tél. : 238.32.01  
Ouvert tous les jours, midi, soir, week-end et fêtes

**Le PRINCE des ILES**  
MATYOTU  
le HAWAÏI  
COLOMBE DE NOUVEAU  
d'authentiques restaurants  
11, rue de Valenciennes 75001 Paris  
Tél. : 233.44.44

**24 H/24.**  
TOUJOURS OUVERTS QUAND LES AUTRES SONT FERMES.  
AUX VALLÉES  
AU PIED DE COCHON  
33, rue de Valenciennes, Paris 7<sup>e</sup> - Tél. : 233.44.44

**2 des plus belles brasseries 1900**  
OUVERTES APRES MINUIT  
**ED**  
Faites gracieuses 41 F.  
Andouilles 40,50 F.  
Choucroute spéciale 61 F.  
Fruits de mer  
et bar de l'heure.  
1, rue de Valenciennes, Paris 7<sup>e</sup>  
Tél. : 770.12.59

NOVEMBRE : « Le Mois des Perles !... »  
Tous les soirs un tirage au sort attribuera une véritable PERLE de culture à un de nos clients.  
**PRUNIER "Madeleine"**  
9, rue Duphot  
75001 PARIS  
tél. : 260-36-04  
**PRUNIER "Elysées"**  
28, Champs-Élysées  
75008 PARIS  
tél. : 562-26-51

**les 3 limousins**  
8, rue de Berri (8<sup>e</sup>)  
562-35-97. Ts les jrs  
Salle climatisée  
GRANDE CARTE DES VIANDES DE BŒUF.  
OUVERT après le SPECTACLE

**Le Clos**  
Vallée  
HUÎTRES ET COQUILLAGES  
cuisine bourgeoise  
et traditionnelle  
MENU 90 F. s.m.  
103, boulevard Voltaire - 11<sup>e</sup>  
Réservez : 905-81-65  
F. dim. soir et lundi

**MAISON D'ALSACE**  
33, Champs-Élysées, Paris 8<sup>e</sup> - Tél. : 233.44.44  
A la maison  
le grand café  
33, Champs-Élysées, Paris 8<sup>e</sup> - Tél. : 233.44.44

**Tulien**  
Saison en rôtisserie 36,50 F.  
Huîtres chaudes  
au champagne 46 F.  
Cassoulet d'oie 56,50 F.  
Coquillages chauds.  
14, rue de Valenciennes, Paris 7<sup>e</sup>  
Tél. : 770.12.59

Les Maîtres-écaillers de la Porte-Maillot  
vous reçoivent jusqu'à 2 h du matin  
A L'AUBERGE  
**Dab**  
Choucroute, rôtisserie, desserts maison.  
Viandes grillées à l'os au feu de bois.  
Plateaux de fruits de mer, langoustes, poissons grillés.  
161 av. de Malakoff 75116 Paris - tél. 500.32.22  
80 av. de la Grande Armée 75017 Paris - tél. 574.17.24

POUR VOS INVITATIONS  
**le soufflé**  
ANDRÉ FAURE  
sa bonne cuisine française  
et ses soufflés  
36, rue de Valenciennes - F. 8<sup>e</sup>  
Cores pl Vendôme 238.21.19  
Prix raisonnables

**L'ARMORIQUE**  
PARMI LES MEILLEURS  
SPECIALISTES DES HUÎTRES  
ET COQUILLAGES  
MENU 120 F. s.m.  
livraison à domicile  
de plats cuisinés et huîtres  
32, av. de la République (11<sup>e</sup>)  
Réservez : 700-08-09  
Parking gratuit. 23, rue Gambey  
Fermé dim. soir et lundi

**le grand café**  
33, Champs-Élysées, Paris 8<sup>e</sup> - Tél. : 233.44.44  
A la maison  
le grand café  
33, Champs-Élysées, Paris 8<sup>e</sup> - Tél. : 233.44.44

**Service tous les jours**  
JUSQU'À 2 H. DU MATIN  
14, rue de Valenciennes, Paris 7<sup>e</sup>  
Tél. : 770.12.59

**Charlot**  
la fraîcheur du poisson  
la finesse des cuissons  
CHARLOT  
ROI DES COQUILLAGES  
12, place de Clichy  
874.49.64 et 65  
CHARLOT  
MERVEILLES DES MERS  
128 bis, bd de Clichy  
522.47.08

**RESTAURANT DU CASINO**  
Le vendredi 2 décembre  
Soirée gastronomique  
avec animation tzigane  
41, rue de Clichy (9<sup>e</sup>) - 280.34.62

DU TOURISME

1049

MINIATURES  
PAR LA POSTE

1046

INDISPENSABLE  
PRÉVISION

177

LES PAPYS  
FONT LA LOI

Festival de Puy (Grèce)  
4<sup>e</sup> manche, 20 juillet 1983

les grilles  
du week-end

I  
II  
III  
IV  
V  
VI  
VII  
VIII  
IX  
X

تحت إشراف من الأصل





# CARNET

## Naissances

— Marthe et François  
**DUJARRIC DE LA RIVIERE,**  
Robert, Stéphane et Laure  
sont heureux d'annoncer la naissance de

Marc,

le 11 novembre 1983, à Paris.

## Fiançailles

— On nous prie d'annoncer les fiançailles de

Cynthia SCHAAR,  
fille de M. Léon Schaar et de M<sup>me</sup>, née  
Wanda Baumgartner avec

André ENGEBERTS,  
fils de M. Philippe Engberts et de M<sup>me</sup>,  
née Christiane Coester.

## Décès

**HENRI-GEORGES MARESCOT**

— Nous apprenons le décès de

M. Henri-Georges MARESCOT,  
directeur général adjoint  
d'Air France  
et président  
de la société des hôtels Méri-dien.

[Né le 30 mars 1922 à Paris, ancien élève  
d'HEC, M. Marescot avait été à Air France  
en 1948. Il a notamment occupé les postes de  
représentant pour le Japon et l'Est asiatique,  
représentant général en Amérique du Nord et en  
Amérique centrale. Nommé en février 1975 pré-  
sident de la Société des hôtels Méri-dien, une  
filiale d'Air France, il donna une impulsion  
décisive au développement commercial de cette  
chaîne hôtelière.]

— Royère-de-Vassivière. Guéret.  
Paris.

Le docteur Pierre Ferrand,  
ses enfants, Bernard, Sébastien, Christian,  
font part de l'immense douleur que leur  
a causé le décès de

Nicole FERRAND,  
née Desplas.

Les obsèques ont eu lieu, selon la  
volonté de la défunte, dans la plus  
stricte intimité.

L'inhumation a eu lieu au cimetière  
de Saint-Pierre-Bellevue (Creuse).

Profondément touchés par les innom-  
brables témoignages d'amitié et de fidé-  
lité qu'ils ont déjà reçus, ils prient toutes  
les personnes qui se sont associées à leur  
douleur de trouver ici l'expression de  
leurs très sincères remerciements.

— Myennes (Nièvre).

Le général Nicolas Fevre et M<sup>me</sup>  
et leurs enfants,  
M<sup>me</sup> Yvonne Fevre,  
M. et M<sup>me</sup> François Fevre  
et leurs fils,  
ont la douleur de faire part du décès de

M. Paul FEVRE,  
médaille militaire,  
croix de guerre 1914-1918.

leur père et grand-père,  
survenu le 23 novembre 1983, muni des  
sacrements de l'Eglise, à l'âge de  
quatre-vingt-neuf ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le  
samedi 26 novembre 1983, à 10 h 30, en  
l'église de Myennes (Nièvre), où l'on se  
réunira.

L'inhumation se fera au cimetière de  
Myennes, dans le caveau de famille.

— M. et M<sup>me</sup> Pierre Frisch,  
M<sup>me</sup> Jean-Paul Frisch  
et leurs enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Patrick Brault  
et leurs enfants,  
ont la douleur de faire part du décès  
brutal de

Jean-Pierre FRISCH,

à l'âge de cinquante-six ans, le vendredi  
11 novembre 1983.

Les obsèques auront lieu en l'église de  
Courances le mardi 29 novembre à  
14 heures.  
Courances, 91490 Milly-la-Forêt.

— Le Père Provincial des Pères  
Blancs de France fait part du retour au  
Seigneur de

Mgr Pierre LECLERC,

ancien archevêque de Bamako (Mali),  
puis archevêque-évêque  
de Sékou (Mali),  
décédé à Bry-sur-Marne, le 23 novem-  
bre 1983, dans sa soixante-dix-neuvième  
année.

Les obsèques auront lieu à Bry-  
sur-Marne, le samedi 26 novembre, à  
10 h 30.

Les Pères Blancs :  
5, rue Roger-Verlomme,  
75005 Paris.

**diurne**

« La plus belle collection  
de rapis du Népal »  
46, rue Jacob, 75006 - 260-94-11

— M<sup>me</sup> Paul-Albert Pageaud,  
née Annette Clerc,  
M. et M<sup>me</sup> Dominique Pageaud  
et leur famille,  
ont la douleur de faire part du décès de

M. Paul-Albert PAGEAUD

avocat général honoraire  
à la Cour de cassation,  
ancien procureur  
près le tribunal de grande instance  
de Paris,  
officier de la Légion d'honneur,  
commandeur de l'Ordre du Mérite,  
survenu le 16 novembre 1983.

Les obsèques ont été célébrées dans  
l'intimité.

Une messe sera dite à son intention à  
Paris, le jeudi 1<sup>er</sup> décembre 1983, à  
18 h 15, à la chapelle du Val-de-Grâce  
(entrée rue Saint-Jacques, Paris-9<sup>e</sup>).

13, rue Chernoviz,  
75016 Paris.

[Né le 19 novembre 1914 à La Caille (Van-  
dée), Paul-Albert Pageaud a commencé, en  
1937, sa carrière de magistrat comme attaché-  
stagiaire à Poitiers. A Paris, il est ensuite sub-  
stitut, puis premier substitut au parquet de la  
Seine. Conseiller technique du garde des  
sceaux, M. Jean Foyer, en 1962, directeur des  
affaires criminelles et des grâces, il est nommé,  
en 1968, procureur de la République à Paris. Il  
est enfin nommé, en 1975, avocat général à la  
Cour de cassation.]

— On nous prie d'annoncer le décès de

docteur Angèle PAPAIOANNOU,  
ancien interne  
des hôpitaux de Paris,  
ex-chef de clinique  
à la faculté de Paris.

survenu, le 23 novembre 1983, à Paris.  
De la part des  
Familles Papaioannou, Ziogas, Avra-  
soglou, Moschos,  
ses cousins et cousines,  
Et de M<sup>me</sup> Renée Ducrot.

La cérémonie religieuse sera célébrée  
le samedi 26 novembre 1983, à 10 h 30,  
en la cathédrale orthodoxe Saint-  
Etienne, 7, rue Georges-Bizet, Paris-16<sup>e</sup>.

2-3-4 DÉCEMBRE

12<sup>e</sup> EXPOSITION INTERNATIONALE

VENTE - ECHANGE

**MINÉRAUX**

FOSSILES

PIERRES PRÉCIEUSES - BIJOUX

200 EXPOSANTS représentant 15 PAYS

**HOTEL P.L.M.**

17, bd Saint-Jacques - Paris-14<sup>e</sup>

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. Jules STELL,  
ancien président  
du Comptoir général bordelais,  
président fondateur  
du Groupement Stell,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
survenu le 23 novembre 1983.

Le service religieux sera célébré le  
samedi 26 novembre 1983, à 13 h 45, en  
l'église de l'Immaculée-Conception,  
34, rue du Rendez-Vous, Paris-12<sup>e</sup>, sa  
paroisse, où l'on se réunira (métro  
Picpus et Nation).

L'inhumation aura lieu au cimetière  
de Vaugirard dans le caveau de famille.  
De la part de  
M. et M<sup>me</sup> Louis Wibaux-Stell,  
M<sup>me</sup> Alain Charles-Stell,  
Et de toute la famille.

6, rue Fabre-d'Eglantine,  
75012 Paris.  
36, avenue Alsace-Lorraine,  
92160 Antony.  
48, rue de Garbes,  
92420 Nanterre.

— M. le docteur Jean Waltz,  
ses enfants et petits-enfants,  
ont la tristesse de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Suzanne WALTZ,  
née Cassin,  
à l'âge de soixante-douze ans.

L'incinération a eu lieu dans l'inti-  
mité familiale le lundi 21 novembre  
1983.  
166, boulevard de la Croix-Rouge,  
69001 Lyon.

— M<sup>me</sup> Jacques Westhof  
et ses enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Jacques WESTHOF,  
conseiller juridique  
de l'Union de l'Europe occidentale,  
médaille de volontaire  
de la guerre 1940-1945,  
officier de l'Ordre de la Couronne,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
survenu à Londres le 15 novembre 1983.

Les obsèques ont été célébrées à  
Liège le 22 novembre.

London W1, Flat 11,  
Harley Street 30.

Nos abonnés, bénéficiant d'une  
réduction sur les insertions du « Carnet  
du Monde », sont priés de joindre à  
leur envoi de texte une des dernières  
bandes pour justifier de cette qualité.

## Remerciements

— M<sup>me</sup> B. Masson,  
Ses enfants,  
Les familles Masson et Léman,  
très touchés par les nombreuses mar-  
ques de sympathie qui leur ont été  
témoignées lors du décès de

M. Bernard MASSON,

expriment leurs sincères remerciements.

— Michel Monnerau,  
M. et M<sup>me</sup> Théodolia  
et leurs enfants,

très touchés des nombreux témoignages  
d'affection et de sympathie exprimés  
lors du décès de

M<sup>me</sup> Monique THÉODOLIN,

prient toutes les personnes qui se sont  
associées à leur peine de trouver ici  
l'expression de leurs remerciements.

## Anniversaires

— Pour le deuxième anniversaire du  
décès de

Henri RACHLINE,

une pensée sincère et profonde est  
demandée à tous ceux qui l'ont connu et  
estimé.

Des prières seront dites sur sa tombe  
le dimanche 27 novembre 1983.

**ROBLOT S. A.**

522-27-22

ORGANISATION D'OBSEQUES

## THERMALISME AU SOLEIL

du Midi (Océan et Méditerranée)

**RHUMATISMES ET VOIES RESPIRATOIRES**

**cures thermales hivernales**

<b>En Hte Provence</b> <b>GREOUX LES BAINS</b> alt. 300 m. Sous le ciel le plus pur d'Europe	<b>En Roussillon</b> <b>AMELIE LES BAINS</b> alt. 230 m. Station la plus méridionale de France	<b>En Pays Basque</b> <b>CAMBO LES BAINS</b> alt. 40 m. Au climat doux et régulier
--	--	--

Informations gratuites (hébergement et cures) à la SOCIÉTÉ  
THERMALE de la Station et à Paris : CHAÎNE THERMALE DU SOLEIL  
Maison du Thermalisme - 32 Av. de l'Opéra 75002 Paris - Tél. 742.87.91

## Messes anniversaires

— A l'occasion du dix-neuvième anni-  
versaire du décès de

M. Ernest DUFFO,

une messe sera célébrée à son intention,  
ainsi qu'à la mémoire de

M. Michel ROBINET

et à celle des collaborateurs de la  
Garantie médicale et chirurgicale et des  
membres de leurs familles, en l'église de  
la Sainte-Trinité, 3, rue de la Trinité,  
Paris-9<sup>e</sup>, le jeudi 1<sup>er</sup> décembre 1983, à  
12 h 10.

## Communications diverses

— Lundi 28 novembre, 15 h 30 à  
23 heures : Centre Georges-Pompidou,  
petite salle, conférence-débat animée  
par M. Louis Sala-Molins, professeur de  
philosophie politique à l'université de  
Paris-1 : « Nations sans Etats ». Entrée  
libre.

## Soutenances de thèses

### DOCTORAT D'ÉTAT

— Université Paris-II, lundi  
28 novembre à 10 heures, cabinet 2,  
M. Abdelhamid Ben Haddou : « Le droit  
pénal de la mer ».  
— Université Paris-IV (Sorbonne),  
samedi 3 décembre à 14 h 30, amphithéâtre Quinet, M<sup>me</sup> Françoise Beriac :  
« L'épave et la société en Aquitaine (XIII<sup>e</sup>-  
XV<sup>e</sup> siècles) ».  
— Université Paris-X (Nanterre),  
samedi 3 décembre à 14 heures, salle  
614 (bât. G), M. Dominique Noguez :  
« Le cinéma underground américain ».

Le Monde

UNIVERSA

Un

proximité cette  
de la critique  
du il a res-  
réserve à la  
renné à nouvea  
du Festival de  
Princesse, film  
éclatant, ému  
premier degré,  
qu'il dit sur la  
de et sur la so-  
pous, surmonte le  
surprend, il fa-  
simplicité des  
autre. Il serve  
pour tout film, et  
qui s'aventure  
sans apparement  
des embûches, du  
du documentaire  
ndre celles de la

vision, puis l'ar-  
Balazs, Pal Erdos,  
est pas un dé-  
du appris le cinéma

« X-FUYANTS »

Marie-Claude Trelioux

« nuit, un automa-  
se un individu  
Ayant appris  
de sa victime, il  
trava sa fille, inva-  
vie. Jouant avec le  
prenant les stéré-  
reboura, les réalités  
Pierre Limosin, ont  
la cinéaste Marie-  
Trelioux.

« ants, c'est une  
belle » à l'ordinaire,  
ped-de-nez à l'usage  
un sentier dans les  
chemin détourné par où  
le gibier. C'est la  
le cinéma renait avec  
ce film en l'ingé-  
decade des systèmes  
re comme une indicé-  
che dans ses regards  
s, décapants.  
yants, c'est l'histoire  
de fute, mais c'est  
film délicieux, grave  
comme un pêche, libre  
référé, un film à voir  
avant que les petits

M.-C. T.

## ARIÉTÉS

Les femmes  
de Duke

« avec succès à Broad-  
ant cette tournée mon-  
« Ladies est en  
aux projet de Mercer  
ils et collaborateurs du  
entre : rassembler dans  
série de compositions  
ant un fil conducteur et  
ers éléments de danse et  
évoquer à travers un  
les femmes sophistiquées  
pour la vie de Duke,  
les premiers temps an-  
fin des années 20,  
naturalité, et d'abord la  
bre elles, celle avec qui  
nostre a développé sa  
génie : la musique.  
ans des grands titres de  
gtonienne sont de l'ère  
ainsi : « The Mooche »,  
« Mood Indigo », « Re-  
« Solitude », « Echoes of  
« So, Perdido », et, bien  
« Ladies ». La troupe  
de chanteurs, étoile  
le climat de l'âge d'or.  
La plupart des artistes  
de la distribution on-  
vanche, l'orchestre a  
Paris avec quelques  
musiciens de jazz franc-  
Claude Verstraëte,  
ur, Pierre Gosses), il  
ment le climat d'été.

LAUDE FLEOUTER  
Musical de Paris, 20 h 30

## 900 PATRONS EN FRANCE ONT CHOISI D'ALLER DE L'AVANT EN INFORMATIQUE AVEC L'IBM 38.

Ces patrons ont choisi l'ordinateur  
IBM 38 pour élargir le champ d'action  
de leur informatique. Ils ont en effet  
trouvé dans le 38 un système original  
répondant aux exigences particulières

des fonctions de leur entreprise.  
Sa base de données est de type relationnel :  
directions générales, chefs de service,  
utilisateurs les plus divers peuvent accéder,  
avec une productivité accrue, à une source

unique d'information pour y puiser les  
éléments de leur décision.  
Vous qui souhaitez étendre sans  
bouleversement votre informatique à  
l'ensemble de vos services, rendez donc

visite à l'une de ces 900 entreprises.  
Dialoguez avec les utilisateurs de l'IBM 38,  
vous comprendrez pourquoi, autonome  
ou intégré à un réseau, il a fait autant  
d'adeptes.

**DEMANDEZ-LEUR POURQUOI.**

مركزنا من الأصل



CINÉMA

« PRINCESSE », de Pal Erdős

Une vie à Budapest

Sélectionné à l'unanimité cette année pour la Semaine de la critique au Festival de Cannes, où il a remporté la Caméra d'or réservée à un premier film, récompensé à nouveau par le Léopard d'or du Festival de Locarno en août, *Princesse*, film hongrois de Pal Erdős, émeut profondément. Au premier degré, d'abord, par ce qu'il dit sur la société, sur le monde et sur la solitude des êtres. Et puis, surmonté le choc, il intrigue, il surprend, il fascine même par la simplicité des moyens mis en œuvre. Il servira longtemps d'étalon pour tout film, et il est si évident que s'aventurer dans ces chemins apparemment faciles mais semés d'embûches, où les techniques du documentaire s'essaient à rejoindre celles de la fiction.

Venu de la télévision, puis formé aux studios Bela Balazs, Pal Erdős, à trente-six ans, n'est pas un débutant, même s'il n'a appris le cinéma

dans aucune école. Il fut l'assistant de Janos Rosta, de Pal Gabor. Il a surtout travaillé dans le documentaire, tournant des films de vingt à trente minutes. *Princesse* s'ouvre sur quelques images d'un documentaire qu'il réalisa autrefois avec des jeunes filles de la campagne, avant d'entrer dans le vif du sujet et de la fiction. Le cinéaste a réuni lui-même les éléments de son histoire, puis demandé à Istvan Kardos, déjà scénariste des *Parents du dimanche*, de Rosza, de structurer un récit. Il a tourné en noir et blanc.

La réussite du film est d'abord celle de l'extraordinaire direction des acteurs, tous inconnus, tous amateurs sauf une (l'interprète de la sœur de Jutka, entrevue dans les *Parents du dimanche* où elle faisait ses débuts), Erika Ozsda, Jutka, a tourné chaque scène séparément sans connaître l'intrigue, le fil romanesque. Elle n'a jamais voulu regar-

der les rushes, elle se sentait gênée. Les dialogues n'étaient pas exactement écrits, c'étaient des indications, sans plus. Par ce style de tournage, Pal Erdős, tout en respectant la construction dramatique, fait de chaque scène avec Erika Ozsda un test, un moment de vérité.

Finalement, sans jamais hausser le ton, le cinéaste nous suggère que chaque individu pourrait être l'interprète de sa propre vie. Une force de caractère peu commune, une véritable rage de vivre font de Jutka une battante. Le monde que nous entrevoyons dans *Princesse*, quelque part entre la *Foule*, de King Vidor, et le *Voleur de bicyclette*, de Vittorio de Sica, est celui de l'aventure collective de la ville anonyme de ce vingtième siècle qui n'en finit pas de nous prendre à la gorge. Un film à ne pas manquer à aucun prix.

LOUIS MARCELOULES.

\* Voir les films nouveaux.

NOTES

Musique

Konket et le ka

On ne l'entend pas souvent et on ne sait jamais ce qui va se passer, quelle atmosphère il va installer. Tempête ? Espaces brûlants où galopent inégalement des chevaux ? Savane (sèche) ? Rythmes onduoyants... «élégants» qui font perdre la notion du temps ? On ne sait pas, c'est l'esprit du ka.

Le grôka, musique au tambour, née dans la chaleur de la canne, le ka, musique collective et disciplinée (on compte sept rythmes très codés), diffèrent du jazz (quoiqu'il laisse des initiatives et se joue au «feeling», symbole conflictuel de l'identité guadeloupéenne, fidèle à lui-même, change. Guy Konket, musicien écossais, inspiré par cette musique dans laquelle il a été élevé, un des premiers à la faire sortir du folklore, l'a profondément transformée, la marquant de sa personnalité propre.

Ce provocateur candide, qui divise autant qu'il rassemble, fou, follet, sage et rebelle, poète susceptible qui vit chacun de ses morceaux comme un manifeste, déteste avant tout se répéter. La série de concerts qu'il donne au Phil'One, avec un répertoire entièrement renouvelé, constitue une étape de plus dans un itinéraire tourmenté.

Konket semble s'orienter aujourd'hui vers des couleurs plus aériennes, cosmiques, pleines de clarté. Longue silhouette en toge blanche à l'africaine, il met le feu aux tambours, manie les variations répétitives, raconte en termes symboliques la vie d'hier, et d'aujourd'hui, excite le piano «médiun», la basse, la calébase. Tout se partage, se balade, danse.

CATHERINE HUMBLLOT.

\* Les 25 et 26 novembre, les 1<sup>er</sup>, 2 et 3 décembre, vers 22 h, au Phil'One Défense (Tél. 776-44-26).

Michael Lévinas

À Royan et à Paris, ses premières compositions furent l'occasion de manifestations hostiles d'une partie du public qui se sentait injustement agressé. C'était il y a dix ans; depuis, on a reconnu à Michael Lévinas le droit d'écrire sa musique comme il l'entend. Or voici que, multipliant concerts et enregistrements, il prétend à présent mener parallèlement une carrière de pianiste. Les bouilliers se lèvent à nouveau car, en comparaison de tant de pianistes «qui ne font que cela», on peut juger que sa technique laisse parfois à désirer et qu'il abuse du jeu de pédales; il n'est pas nécessaire non plus d'être bien éclairé pour ajouter qu'il joue comme un compositeur.

Telles sont les réflexions qui venaient à l'esprit, à l'issue de son premier récital classique à la salle Gaveau, au programme duquel figuraient, de Beethoven, le sonate opus 110, les *Bagatelles* opus 119 et l'*Appassionata* et, de Schumann, les *Kreisleriana*. Il est malgré tout plus rare qu'on ne pense d'entendre ces pages sous les doigts d'un interprète qui sait toujours exactement où va la musique et d'où elle vient, qui en réinvente la genèse et la faisant - c'est un parti pris cher au compositeur - sort des réflexions de l'instrument accentuées à dessin.

L'attention analytique que Lévinas porte alors au résultat purement acoustique lui permet d'explorer dans les transitions; parfois c'est au détriment des ruptures - mais dans l'ensemble le souci de faire parler l'œuvre trouve sa traduction dans l'éloquence même d'un jeu qui va toujours à l'essentiel.

GÉRARD CONDÉ.

L'Ariel du piano

Devant la nouvelle toile, qui renvoie au spectateur du Châtelet une belle image de la salle où il est assis, Zoltan Kocsis est revenu, grand garçon au visage pourvu d'un nez de vieux blonds, qu'on dirait endimanché dans cet habit dont sa démarche rude de paysan semble démentir l'apparence mondaine.

Fi des programmes stéréotypés pour virtuoses baladeurs. Le jeune pianiste hongrois nous emmène faire un petit tour chez... les filles-fleurs, dans une ravissante transcription (de lui-même ou de Liszt ?), tendre et impressionniste, où l'appel grave de Kundry : « Parsifal », prépare en enchaînement étonnant avec les cloches de la scène finale.

Avant de déployer toute la fantaisie fougueuse, presque farouche, et les idéales estampes romantiques de la 3<sup>e</sup> Sonate de Brahms, encore une route buissonnière avec les « Images oubliées » de Debussy (cahier inédit de la collection Alfred Cortot) : un joli morceau inconnu (*Lent, doux et mélancolique*), puis *Souvenir du Louvre* (à une ou deux notes près la sarabande de *Pour le piano*) et le surprenant *Nous n'avons plus de bois*, parce qu'il faut un temps éponyme à la *Jardins sous la pluie* transfigurée ou ce brouillon chimant, mais encore assez sec et sûr. Avec encore *Pagodes* et *Soirée dans Grenade*, c'est un royaume féérique que ce Debussy où Kocsis nous convie; il a de la poussière d'or sous les doigts, comme Gieseking.

La *Valse en la bémol* de Chopin et *Pour les enfants* de Bartók en guise d'adieu achèvent de tracer dans les airs le sillage lumineux de cet elfe, l'Ariel du piano.

JACQUES LONCHAMPT.

THÉÂTRE

POINT DE VUE

Pour raison garder

par ROBERT ABIRACHED (\*)

Après les mesures prises par la municipalité (R.P.R.-opposition) de Nantes, qui a dénoncé unilatéralement la convention de la compagnie dramatique la Chamaille à cause de son spectacle *Bas-ventre*, qu'elle jugeait provocant (le Monde du 11 novembre), une association pour la liberté d'expression et de création (ALEC) s'est constituée le 24 novembre à Nantes, lors d'une réunion organisée à l'appel du comité de soutien à la Chamaille, présidé par Eugène Ionesco. L'ALEC rappelle que cette compagnie est la troisième organisation culturelle dont les subventions ont été supprimées.

Le Syndicat national des directeurs d'entreprises artistiques et culturelles (SYNDEAC) estime, pour sa part, que les mesures prises par la municipalité, « liées à l'arbitraire des élus et responsables politiques, sont, d'où qu'elles viennent, inadmissibles ».

La maison de la culture de Nantes et de l'agglomération nantaise, créée en 1982 par l'ancienne municipalité de gauche, et abolie depuis (le Monde du 7 juin), renait sous la forme d'un centre de développement culturel régional (C.D.C.R.), qui devrait devenir opérationnel en janvier 1984, et pourrait être financé à 50 % par le ministère de la culture et par les maires de plusieurs communes autour de Nantes, Saint-Nazaire et La Roche-sur-Yon. L'association « maison de la culture » demande aux milliers de personnes qui lui ont apporté son soutien de répondre, le 7 décembre, à l'appel du comité de soutien à la Chamaille, qui se charge de trouver les fonds nécessaires au prochain spectacle de la compagnie, le *Misanthrope*.

A ville de Nantes vient de dénoncer la convention qui la liait à la troupe de La Chamaille, lui retirant du même coup sa subvention et l'usage de sa salle. Que le maire d'une ville réduite ou supprimée la subvention qu'il accorde à une compagnie dramatique, voilà qui ne mériterait de soulever aucun bruit et, encore moins, d'offusquer le ministère de la culture : charbonnier est maître chez soi, tout le monde en convient.

Mais ce qui vient de se passer à Nantes est préoccupant pour trois raisons : c'est une mesure qui survient dans un contexte de jour en jour plus méfiant, c'est un acte de censure artistique, c'est un mauvais coup porté à la décentralisation.

1) Le débat public sur la culture s'est considérablement dégradé depuis quelques semaines. De plus en plus, l'invective y tient lieu de réflexion, l'insinuation d'argument, le mensonge de preuve. Qui peut se féliciter de voir traiter Bernard Sobel, par des conseillers municipaux de gauche, de « propagandiste notoire » ? Qui ne se surprendrait en entendant réclamer à l'Assemblée nationale une réduction des crédits du Nouveau Théâtre des Amandiers, par la raison que Patricia Chéreau a choisi d'installer son *glaive des Paravents* dans la salle plutôt que sur la scène, puis une réduction des crédits du Théâtre de l'Europe, au moment où des graffiti sur les murs du Palais-Royal prétendent renvoyer les « Italiens en Italie » ? C'est préoccupant de lire dans *Paravents* dans le *Monde* que « l'appartenance au parti socialiste (ce que je ne puis ni démentir ni confirmer, parce que je l'ignore), ou de voir attribuer à Jean Richard le propos qu'on « assassine le Cirque », alors qu'il est bien plus sûr de savoir que le ministère de la culture a tenté de sauver son entreprise en lui accordant une subvention aussi importante qu'exceptionnelle.

Et ainsi de suite, tous les jours, dans des interviews trafiquées ou dans des articles anonymes. Il ne s'agit plus de douter sur un veston rose (s'il est marron, la face de l'homme en noir est changée ?), ni de lancer des polémiques un peu roboratives et au demeurant souhaitables, mais de multiplier tous azimuts des informations malveillantes ou fausses qu'il est impossible de démentir au jour le jour. On permet au directeur du théâtre et des spectacles, qui entretient des relations constructives et souvent cordiales avec de nombreuses

municipalités d'opposition, d'en appeler à un peu plus de décence et de raison, au simple nom de l'intérêt du public.

2) Revenons à La Chamaille. Cette troupe n'est pas sanctionnée pour la faiblesse de ses créations, pour l'insuffisance de son audience ou pour sa mauvaise gestion des deniers publics qu'elle reçoit.

Il s'agit au contraire de l'une des meilleures compagnies de l'Ouest, suivie par un public de plus en plus nombreux, souvent invité à se produire en France ou à l'étranger. C'est Eugène Ionesco qui avait attiré mon attention sur elle, il y a deux ans, à la suite d'une remarquable mise en scène de *Victimes du devoir*.

« Son crime ? Avoir monté en janvier 1983 et repris ces jours-ci un spectacle intitulé *Bas-ventre*, fait à partir d'un collage de textes de Sade, Hugo, Rimbaud, Bataille, Lévi-Strauss et quelques autres. Le candidat à la mairie de Nantes avait trouvé dans cette œuvre, pendant la campagne électorale, de quoi renforcer son intuition que « la culture socialiste, c'est de la merde ». Parvenu aux affaires, il punit ce qu'il considère comme une entreprise de perversion et de décadence. Comment ne pas voir là un acte de censure, comme il ne s'en est pas produit depuis longtemps en France ? André Malraux avait su naguère trouver les mots justes pour défendre la liberté de la création dans notre société, et Eugène Ionesco, qui préside le comité de défense de La Chamaille, plaidera cette même cause mieux que je ne pourrais le faire.

3) Ce que je voudrais souligner, en revanche, c'est que la décision de la mairie de Nantes risque fort de raviver les craintes et les méfiances des artistes à l'endroit de la décentralisation culturelle. Comment leur expliquer désormais qu'ils ont tort de redouter la tête-à-tête avec les collectivités locales et de n'espérer aucune indépendance en dehors de l'État, seul jugé assez fort, assez distant et assez constant pour assurer à leur action un minimum d'indépendance et de durée ? Qui, à gauche ou à droite, peut se réjouir de voir tant d'efforts mis en péril, tant de dialogues compromis, tant de promesses brisées, à l'approche du transfert aux régions du pouvoir et de moyens de plus en plus importants dans le domaine de la culture ?

(\*) Directeur du théâtre et des spectacles au ministère de la culture.

« ALBUM »

au Théâtre-École de Pantin

Un enfer de tous les jours

Au théâtre-école municipal de Pantin, dirigé par Ghislaine Dumont, se rejoignent des enfants et adolescents, élèves des écoles de cette périphérie, mais aussi des parents et adultes de tout milieu, de tout milieu, qui, sous la conduite de comédiens, musiciens, plasticiens, professionnels, s'adonnent aux activités du théâtre.

Il y a bien là le temps qu'ils veulent, pour le plaisir de créer, de jouer. Certains y acquièrent simplement une saine plus familière des choses dramatiques, y deviennent des « spectateurs » plus avertis. D'autres forment, entre eux, des groupes amateurs. D'autres, enfin, y découvrent une vocation de comédien définitive.

Ces derniers ont formé, à partir du théâtre-école, une compagnie, le Théâtre de l'Ouro, qui a présenté en public, à Pantin, les 19 et 20 novembre, une pièce, *Album*, qui a été retenue pour concourir aux « Rencontres Charles Dullin » à Villejuif le 26 novembre.

Trois acteurs du théâtre-école, Marie-Dolores Malpel, Richard Aubry et Philippe Valet, au cours de nombreuses conversations, comparaisons de souvenirs d'enfance et d'improvisations, ont dégagé une suite de tableaux de vie de famille : il y a la mère, le père, le fils, une grand-mère. Ce sont des scènes de la vie de tous les jours, les repas, le retour du travail, les devoirs pour le lycée...

La mise en texte définitive a été faite, comme la mise en scène, par Ghislaine Dumont. L'écriture, les dialogues, le jeu des trois comédiens, une succession de figures scéniques très diverses adaptées aux situations, tout cela est d'un art achevé, sûr, personnel, très frappant.

Il est difficile de ne pas être surpris, et même choqué, par le climat de « sinistres » absolue de cette pièce. La fatigue physique de la mère, sa tristesse toute proche d'une mélancolie clinique, la lâcheté presque pathologique du père, les insultes et les violences échangées entre ces deux parents, la peur panique et le dégoût de vivre manifestés par l'enfant, allergique au lycée, tout cela est horrible, donné à ras de terre par des gestes et des paroles secs, réalistes, qui font toucher un vide affectif entier, un néant.

Il faut noter, dans ce foyer, la présence constante, immanente, d'un quatrième personnage, qui a lui seul gauchit sans cesse les échanges : le poste de télévision. Bavarde insupportable, il casse la tête, il confisque la vie naturelle de famille, comme s'il tirait, crispait, les fils du tissu du foyer. Mais pas une seconde les trois victimes de ce monstre ne se retournent contre lui : il est accepté, comme s'il allait de soi, comme s'il était aussi naturel et inévitable que l'air que l'on respire.

MICHEL COURNOT.

\* Théâtre Romain-Rolland à Villejuif, le 26 novembre, à 20 h 30.

PETITES NOUVELLES

Le Théâtre de l'Europe annonce une représentation exceptionnelle de *Heiner Müller*, de l'Allemagne, spectacle de Jean-Jacques Huet et Jean-François Peyret, auquel participe Heiner Müller lui-même, le lundi 28 novembre au Petit Odéon. La représentation commencera à 18 h 30 et se poursuivra jusqu'à 23 h 15. Elle réunira les quatre séries de textes qui forment l'ensemble du spectacle et qui sont habituellement données en quatre jours.

Prix du Brigadier. - L'association des régisseurs de théâtre a attribué le Prix du brigadier au comédien et metteur en scène Raymond Gérôme pour la pièce *l'Extravagant Mister Wilde* (au théâtre de l'Œuvre).

Concert exceptionnel. - L'Orchestre de Paris, sous la direction de Zubin Mehta, et avec Daniel Barenboim au piano, donnera un concert exceptionnel le 18 décembre salle Pleyel, à 21 heures, au profit des recherches sur la sclérose en plaques, et en hommage à Arthur Harnisch, disparu le 20 décembre 1982.

Palmarès. - Le Grand Prix de la critique Festival d'Orléans a été attribué à *Champ de lin*, film belge de Jan Gruyver. De son côté, le public a récompensé *Laissez béton*, de Serge Le Péron. A Amiens, à l'issue du troisième Festival du film contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples, le prix du long métrage est allé à *Burning and illusions*, de Menelik Shabazz (Jamaïque).

Cinéma italien. - Après Villert (Meurtre et Meurtre), Nanni Moretti à son tour le cinéma italien. Pour la deuxième année consécutive, le cinéma Le Séraphin propose des classiques et des films inédits, jusqu'au 6 décembre. A Nice, aura lieu le cinquième Festival du cinéma italien, du 29 novembre au 4 décembre, avec des films en compétition, une série d'hommages et une rencontre avec des scénaristes.

Prolongation. - La tournée française de l'opéra et du ballet de la ville de Montpellier se prolonge (le 2 décembre à Montpellier, le 3 à Marseille, le 6 à Grenoble, le 7 à Orléans, le 8 à Nantes et le 10 à Lille).

Les 11 tours de Thai.

Thai, c'est aussi Tokyo.

Thai, une des premières compagnies à faire décoller sa classe affaires : la Royal Executive Class. Et le voyage commence dès que vous vous installez dans l'un des 40 fauteuils première classe de nos B 747. Ici, tout est raffinement, tout est pensé à l'image de la légendaire et accueillante Thaïlande. Ici, le mot service devient un art.

Alors, pour découvrir ce plaisir royal, choisissez une de nos 11 liaisons hebdomadaires au départ de l'Europe vers l'Asie. Contactez votre agence de voyages, ou nos bureaux : THAI INTERNATIONAL, 123 Champs Élysées, 75008 PARIS. Tél. : 720 86 15. Park Hôtel, 6 av. George V, 06000 NICE. Tél. : (93) 53 39 82.









# COMMUNICATION

## LA CRISE DE LA FILIÈRE PAPIER-IMPRIMERIE

### M. Piot (Livre C.G.T.) réclame une approche globale des industries graphiques

La filière des industries papier et imprimerie est toujours en effervescence. Si le cas de la papeterie La Chapelle-Darblay semble en voie de règlement sur le plan industriel, les négociations engagées entre la C.G.T. et le groupe sénégalais Paremco achoppent cependant sur certains aspects sociaux. (Lire page 30.)

Dans l'imprimerie bourde, trois dossiers importants sont toujours en souffrance. Aucune solution n'est pour le moment en vue à l'imprimerie Montsouris (six cent quatre-vingt-dix salariés). La convocation du conseil d'administration et du comité d'entreprise, lundi 28 novembre, en vue d'un dépôt de

bilan est maintenue. Les ouvriers de l'imprimerie ont toutefois quitté les locaux de la société mère, les Editions Montsouris - qu'ils ont occupés toute la journée du jeudi 24 novembre - après avoir reçu l'assurance qu'un effort supplémentaire serait accompli par les actionnaires. Les Editions Montsouris (groupe Vaux-Morigne) ont, en effet, garanti une certaine charge de travail aux ouvriers en 1984.

A Rennes, près de mille personnes, selon les organisateurs, ont manifesté à l'appel de la C.G.T. et de la C.F.D.T., mercredi 23 novembre, pour protester contre le licenciement des

sept cent cinquante-cinq salariés d'Oberthur. A Noyon (Oise), la majorité des deux cent trente-cinq employés d'Héliogravure-de-France manifestent depuis plus de trois semaines leur volonté de faire partir leur P.D.G., M. Jean Cinioux. Celui-ci aurait toujours l'intention de déposer le bilan de l'entreprise, que le personnel voudrait au contraire lui racheter.

M. Jacques Piot, secrétaire général de la Fédération française des travailleurs du Livre (F.F.T.L.-C.G.T.), analyse la situation avant d'être reçu, ce vendredi 25 novembre à 17 heures, par des collaborateurs du premier ministre.

Le livre fait parler de lui depuis quelque temps, que ce soit à propos des difficultés de l'imprimerie de Montsouris jusqu'au conflit de La Chapelle-Darblay, en passant par la partie de bras de fer avec M. Ginioux, patron des Imprimeries de Noyon et de l'Avenir graphique.

Parlons d'abord de l'affaire de La Chapelle-Darblay et de l'industrie papetière. Il y a longtemps que la F.F.T.L.-C.G.T. a alerté les pouvoirs publics sur l'affaire du papier journal, en soulignant le fait que la France n'assurait qu'à 45 % ses besoins (pourcentage dont La Chapelle-Darblay assure 85 %). Le reste est importé, avec force devises.

Le premier plan Paremco, qui avait reçu l'aval du gouvernement, tendait à la liquidation totale, à moyen terme, de La Chapelle-Darblay au profit d'un nouveau complexe technique installé aux Pays-Bas. Cet abandon de maintien d'un minimum de centre papeterie en France rendait le plan inacceptable. Aujourd'hui, même si les modalités du second plan de sauvetage restent à fixer, la ligne directrice semble raisonnable, car, s'il n'est pas question de revendiquer tous les moyens nécessaires pour couvrir les besoins français, on ne saurait se résigner à tout acheter à l'étranger.

« D'autant plus que pour le papier héli la situation est encore pire ? » Absolument. Pour ce qui est du papier nécessaire à l'impression des magazines en couleur, tout est importé. Ce qui explique que le papier représente le deuxième poste, après le pétrole, des achats à l'étranger, alors que la France possède le plus beau capital forestier d'Europe !

Au-delà, il serait concevable de mieux organiser la récupération des vieux papiers, des emballages... Car le papier, ça n'est pas seulement la presse ou le livre, c'est aussi ce qui touche au commerce, à la présentation des articles de consommation courante. Pourquoi renoncera-t-on, a priori, à de tels débouchés ?

En ce qui concerne La Chapelle-Darblay, on peut imaginer l'installation d'une nouvelle machine à papier journal dans l'usine de Grand-Couronne et une reconversion de celle de Saint-Etienne-du-Rouvray vers le papier couché magazine L.W.C. Ce serait un début de solution à un vaste problème. L'industrie papetière française, en effet, ne produit pas un gramme de papier héli pour les magazines. Il y a là de grandes possibilités. Ainsi, pour le seul *l'Espresso* (tirage : plus de trois millions d'exemplaires), on a calculé qu'il faut 40 000 tonnes de papier héli par an. Et, pour couvrir l'ensemble des besoins français, il faudrait produire plus de 100 000 tonnes par an.

Rediscuter le « 39 bis »

A propos de magazines et autres catalogues, il semble que la F.F.T.L.-C.G.T. en ait eu particulièrement à cœur. Cette affaire de l'imprimerie de Noyon, rachetée par lui à Georges-Lang, était vouée à l'échec du fait que M. Marcel Dassault concentrait le tirage de *Jours de France* dans l'atelier de la rue Archereau, à Paris, autre ancienne usine du groupe Georges-Lang. De plus, comme de récents événements viennent de le montrer (*le Monde* du 11 novembre), il y a un malaise parmi le personnel de Noyon à l'égard de sa direction.

Mais, en dehors de ce malaise, c'est vrai qu'on doit être de plus en plus attentif à la nature de l'outil industriel, en raison notamment des évolutions technologiques accélérées. Dans un certain nombre de cas, l'Etat a pris le relais des investissements graphiques au profit d'entreprises qui n'en avaient pas les moyens. Il faudrait rediscuter la formule avec toutes les parties concernées, c'est-à-dire patrons d'imprimerie, éditeurs, pouvoirs publics et organisations syndicales. La F.F.T.L.-C.G.T. estime pour sa part que les possibilités offertes par l'article 39 bis du Code général des impôts ne devraient pas être réservées aux plus riches, mais étendues à tous ceux - éditeurs ou imprimeurs - qui participent à la fabrication de l'écrit, ce qui impose une profonde réforme de cette partie de la fiscalité de la presse.

Au gré des différents conflits, on a l'impression que la

ligne syndicale traditionnelle du Livre a changé. Qu'est-ce que la défense de l'emploi et des salaires vous vous mêlez aujourd'hui de gestion, de politique industrielle nationale ?

Si la F.F.T.L.-C.G.T. change, c'est tout simplement parce que les choses bougent. Les nouvelles techniques - graphiques et audiovisuelles - modifient et risquent de bouleverser les données habituelles de l'information : on se dirige, par exemple, vers des entreprises multimédias dans lesquelles l'écrit occupe encore une place importante, j'en suis convaincu, mais où il ne sera plus seul.

D'autre part, on assiste à des phénomènes économiques et commerciaux qui modifient certains facteurs traditionnels. Dans le secteur de la publicité par exemple, on constate une certaine désaffection des annonceurs à l'égard des quotidiens au profit des magazines en couleur, de même qu'une diminution du marché des petites annonces. D'où l'urgence de fabriquer du papier héli en même temps que du papier journal.

Le pluralisme

De même, l'évolution de nos médias graphiques nous a-t-elle conduit à une réflexion plus globale qui se traduit par une double démarche : sans rien négliger des impératifs de la feuille de paie et de la sauvegarde de l'emploi, l'action de la F.F.T.L.-C.G.T. se situe désormais dans une perspective industrielle totale, en vue de l'an 2000. Ils nous semble, par exemple, que le problème des techniques nouvelles gagnerait à être posé en termes positifs (besoins de la société) plutôt qu'en termes négatifs (compressions d'effectifs).

« Les nouvelles audaces du Livre ne tiennent-elles pas

aussi au changement qui s'est produit le 10 mai 1981 ? » Nous n'avons pas attendu mai 1981 pour nous livrer à une réflexion d'ensemble sur les problèmes des industries graphiques et établir les bases d'un projet pour une politique graphique moderne et dynamique. Mais il est évident que la venue de la gauche au pouvoir devrait, à notre sens, mieux nous permettre de concrétiser notre approche et notre réflexion sur ces problèmes. L'ère du rapport Lescat (qui déclarait en 1975 que la France n'avait pas de vocation graphique) devrait être terminée. Du moins est-ce ainsi que nous concevons le changement.

Concrètement, prenons le cas du projet gouvernemental concernant la presse, destiné à favoriser le pluralisme. Selon nous, le pluralisme des opinions nécessite une pluralité des moyens de production. De nouvelles perspectives devraient donc s'ouvrir pour nous. Nous avons déjà un certain nombre de propositions à faire, concernant ces besoins nouveaux. Et la F.F.T.L.-C.G.T. est, a priori, ouverte à toute discussion concernant la mise en œuvre des nouvelles techniques.

Sur l'imprimerie de Montsouris plane aujourd'hui la menace d'une compression des effectifs et d'un dépôt de bilan (*le Monde* des 17 et 25 novembre) tandis qu'à Noyon le personnel réclame le départ de M. Ginioux, ce qui risque d'entraîner, là aussi, un dépôt de bilan. Dans l'un et l'autre cas, les salariés ont lancé un appel aux pouvoirs publics pour éviter le pire. Comment la F.F.T.L.-C.G.T. voit-elle l'avenir pour ces deux entreprises importantes ?

Les réponses à apporter à la situation de l'imprimerie de Montsouris passent par la mise en œuvre d'une politique graphique nouvelle et une véritable remise en ordre du

## LE PROJET DE LOI SUR LA PRESSE

### L'opposition prépare la bataille parlementaire

Le projet de loi sur la presse a été déposé, le jeudi 24 novembre en fin d'après-midi, sur le bureau de l'Assemblée nationale. Il a été transmis pour étude à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. Les responsables socialistes lui ont donné la préférence sur la commission des lois pour manifester que ce texte, à leurs yeux, ne met pas en cause la liberté fondamentale qu'est celle de la presse. Dans ces conditions, le rapporteur pourrait être M. Jean-Jack Queyranne, député (P.S.) du Rhône, premier adjoint au maire de Villeurbanne, M. Charles Hornu, dont il était le suppléant. M. Queyranne est maître-assistant à l'université de Lyon, où il enseignait les sciences politiques.

P.S. aujourd'hui, bulletin quotidien du parti socialiste, écrit : « Effectivement, le projet de loi semble toucher particulièrement M. Hersant. Mais uniquement parce que, fort de son immense pouvoir, il a cru pouvoir se placer au-dessus des lois du pays. Et les attaques dont il est l'objet (...) n'émanent pas que de la gauche, puisque M. Hersant et ses proches collaborateurs ont été inculpés dix-huit fois, et ce, dès 1977. » P.S. Aujourd'hui, estime que l'opposition, « selon sa tactique habituelle, jette un voile sur le bien-fondé du projet et sur ses dispositions, longtemps souhaitées par la profession (...) », pour faire de M. Hersant « un bouc émissaire de la liberté de la presse ».

La Ligue des droits de l'homme estime, pour sa part, que le projet a « le mérite d'affirmer clairement, comme le veut le simple bon sens, que les mêmes règles doivent s'appliquer aux personnes morales aussi bien qu'aux personnes physiques, et de préciser que tout journal doit avoir sa propre rédaction ». En outre, la Ligue « approuve la création de l'organisme de contrôle envisagé dans ce projet », mais elle estime qu'il ne suffit pas de condamner les concentrations de nombreux titres dans les mêmes mains et de vouloir mettre un terme à cette situation. « Encore faut-il envisager, souligne-t-elle, dans quelles conditions les titres abusivement regroupés pourront passer dans d'autres mains et non, simplement, disparaître, ce qui ne servirait en rien le pluralisme. » Aussi

souhaitait-elle que le Parlement complète le texte du gouvernement par des dispositions économiques.

A l'Assemblée nationale, aucune décision n'a encore été prise, mais l'opposition paraît bien décidée à utiliser tous les moyens que lui offrent la Constitution et le règlement de l'Assemblée nationale : motion de censure, exception d'irrecevabilité (projet contraire à la Constitution), question préalable (il n'y a pas lieu à débattre), motion de renvoi en commission. Une fois ces obstacles franchis, le gouvernement et la majorité doivent s'attendre à une formidable bataille d'amendements, sur le modèle de celle menée au printemps dernier par l'opposition, contre le projet de loi sur l'enseignement supérieur.

MM. Léotard (P.R.) et Méhaignerie (C.D.S.) : le texte mérite le dépôt d'une motion de censure

Au cours de réunions de presse qu'ils ont tenues jeudi 24 novembre à Paris, M. François Léotard, secrétaire général du P.R., et M. Pierre Méhaignerie, président du C.D.S., ont sévèrement critiqué le projet de loi sur la presse.

M. Léotard a jugé « le processus maléfique, dangereux, attentatoire aux libertés ». Le P.R., a-t-il affirmé, mettra tout en œuvre pour faire échouer l'idée que cette loi est bonne. M. Alain Madelin, député (U.D.F.-P.R.) de l'Ille-et-Vilaine, a ajouté : « Nous ne défendons pas la liberté de M. Hersant mais toutes les libertés. C'est une loi d'exception avec un tribunal d'exception, c'est une honte pour la démocratie. » Il a estimé que « l'abîme du pluralisme est un faux abîme », mais a reconnu qu'il y a effectivement « un problème de concentration des pouvoirs en matière d'information ».

De son côté, M. Méhaignerie a estimé qu'il s'agit d'une « loi qui sent la revanche (...), même s'il y a une certaine ouverture... ». Il pense que « sur le fond la loi ne touche pas au véritable monopole de l'information et n'apporte aucune solution aux problèmes économiques de la presse ». Il a ajouté : « La réussite économique d'un homme de presse ne doit pas être remise en cause, même si on peut discuter de la transparence fiscale et de la concentration. »

MM. Léotard et Méhaignerie pensent tous les deux que ce texte sur la presse « mérite le dépôt d'une motion de censure à l'Assemblée nationale ».

De son côté, M. Bernard Pons, secrétaire général du R.P.R., a déclaré, jeudi, à Clermont-Ferrand, que le président de la République est responsable de ce projet qui « constitue la 95<sup>e</sup> des 110 propositions du candidat Mitterrand ». M. Pons a ajouté : « Ce projet est une ignominie, une atteinte à la démocratie. On va mettre en place une sorte de conseil révolutionnaire. »

Au Sénat : la commission spéciale entendra toutes les parties en cause

La commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de MM. Adolphe Chauvin, Philippe de Bourgoing, Charles Pasqua et Jean-Pierre Cantegrit (respectivement président du groupe de l'Union centriste, des Républicains indépendants, du R.P.R. et vice-président de celui de la Gauche démocratique), tendant à garantir la liberté de la presse (*le Monde* du 18 novembre), a tenu sa première réunion, jeudi après-midi 24 novembre. Composée de vingt-quatre sénateurs (6 Un. cent., 4 R.I., 4 R.P.R., 2 Gauche dém., dont 1 M.R.G., 5 P.S. et 2 P.C.), elle a procédé à l'élection de son bureau, qui est ainsi constitué : M. Charles Pasqua (R.P.R., Hauts-de-Seine) président ; M. Brigitte Gros (Gauche dém., Yvelines), MM. Michel Mitré (R.I., Hauts-de-Seine), Louis Perrin (P.S., Val d'Oise) et Dominique Pado (Un. cent., Paris), vice-présidents ; M. Guy Schmaus (P.C., Hauts-de-Seine), secrétaire ; et M. Jean Cluzel (Un. cent., Allier), rapporteur.

Le bureau a décidé d'entendre « tous les représentants des parties en cause ». Les auditions commenceront le mercredi 30 novembre. MM. Pasqua et Cluzel ont déclaré, de leur côté, qu'« aucune situation d'exception ne justifie la remise en chantier » de l'actuelle législation. Le Sénat, ont-ils assuré, « se montrera particulièrement scrupuleux sur toutes les restrictions qui pourraient apparaître sur la voie de la liberté, à la fois et à toujours été la sienne ».



Avec bien sûr, rachat et paiement immédiat de votre voiture actuelle, une proposition qui décoiffe !

\*Circrén vous propose une location longue durée avec promesse de vente. Dépôt de garantie de 25 % du prix tarifé de la Visa égal à l'option d'achat final. Soit 12 loyers mensuels de 499 F, suivis de 24 loyers mensuels de 749 F les 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> années, et de 24 loyers mensuels de 969 F les 2 années suivantes. Coût total d'acquisition 56.785 F. Offre valable du 14 novembre 1983 au 31 décembre 1983, sous réserve d'acceptation du dossier par CLV-SOVAC. Modèle présenté : Visa. Prix clés en main au 10/11/1983 : 38.260 F.

# La Visa, ça décoiffe !

CITROËN et TOTAL

CITROËN

مركز من الأص

RECRUTEMENT INTERDITE

EMPLOI  
DEMANDES D'EMPLOI  
ANNUES  
AUTOMATISÉES  
AGENCE  
REP. TOUTE CAPITAUX

OFFRES D'EMPLOI

SRI-I

SRI International (précédemment SRI) est un groupe privé et indépendant, industriel et divers.

SRI-France poursuit activement ses efforts pour le développement.

SRI-France recherche des consultants (âgés de 30 à 40 ans) au plus haut niveau de formation ingénierie (diplôme d'ingénieur ou en Europe) ayant une expérience professionnelle en chimie, informatique, chimie, etc.

La possibilité de comprendre les recommandations proposées.

Adressez C.V. détaillée à :

SRI-France

21, rue de la République, 92100 Nanterre

☎ 1 30 160

INGENIEUR CHIMIE-TECHNIQUE

Contrôle de Développement

NEUNE CONTROLEUR D'INFORMATION

Le candidat doit avoir un diplôme de l'un des postes suivants : chimie, physique, mathématiques, etc.

Le candidat doit être âgé de 25 à 35 ans.

Le candidat doit être français ou résider en France.

Le candidat doit être marié et avoir des enfants.

Le candidat doit être titulaire d'un permis de conduire.

Le candidat doit être titulaire d'un diplôme de l'un des postes suivants : chimie, physique, mathématiques, etc.

Le candidat doit être âgé de 25 à 35 ans.

Le candidat doit être français ou résider en France.

Le candidat doit être marié et avoir des enfants.

Le candidat doit être titulaire d'un permis de conduire.

Le candidat doit être titulaire d'un diplôme de l'un des postes suivants : chimie, physique, mathématiques, etc.

Le candidat doit être âgé de 25 à 35 ans.

Le candidat doit être français ou résider en France.

Le candidat doit être marié et avoir des enfants.

Le candidat doit être titulaire d'un permis de conduire.

Le candidat doit être titulaire d'un diplôme de l'un des postes suivants : chimie, physique, mathématiques, etc.

Le candidat doit être âgé de 25 à 35 ans.

Le candidat doit être français ou résider en France.

Le candidat doit être marié et avoir des enfants.

Le candidat doit être titulaire d'un permis de conduire.

Le candidat doit être titulaire d'un diplôme de l'un des postes suivants : chimie, physique, mathématiques, etc.

Le candidat doit être âgé de 25 à 35 ans.

Le candidat doit être français ou résider en France.

Le candidat doit être marié et avoir des enfants.

Le candidat doit être titulaire d'un permis de conduire.

Le candidat doit être titulaire d'un diplôme de l'un des postes suivants : chimie, physique, mathématiques, etc.

Le candidat doit être âgé de 25 à 35 ans.

Le candidat doit être français ou résider en France.

Le candidat doit être marié et avoir des enfants.

Le candidat doit être titulaire d'un permis de conduire.

Le candidat doit être titulaire d'un diplôme de l'un des postes suivants : chimie, physique, mathématiques, etc.

Le candidat doit être âgé de 25 à 35 ans.

Le candidat doit être français ou résider en France.

Le candidat doit être marié et avoir des enfants.

Le candidat doit être titulaire d'un permis de conduire.

Le candidat doit être titulaire d'un diplôme de l'un des postes suivants : chimie, physique, mathématiques, etc.

Le candidat doit être âgé de 25 à 35 ans.

Le candidat doit être français ou résider en France.

Le candidat doit être marié et avoir des enfants.

Le candidat doit être titulaire d'un permis de conduire.

Le candidat doit être titulaire d'un diplôme de l'un des postes suivants : chimie, physique, mathématiques, etc.

Le candidat doit être âgé de 25 à 35 ans.

Le candidat doit être français ou résider en France.

Le candidat doit être marié et avoir des enfants.

Le candidat doit être titulaire d'un permis de conduire.

Le candidat doit être titulaire d'un diplôme de l'un des postes suivants : chimie, physique, mathématiques, etc.

Le candidat doit être âgé de 25 à 35 ans.

Le candidat doit être français ou résider en France.

Le candidat doit être marié et avoir des enfants.

Le candidat doit être titulaire d'un permis de conduire.

Le candidat doit être titulaire d'un diplôme de l'un des postes suivants : chimie, physique, mathématiques, etc.

Le candidat doit être âgé de 25 à 35 ans.

Le candidat doit être français ou résider en France.

Le candidat doit être marié et avoir des enfants.

Le candidat doit être titulaire d'un permis de conduire.

Le candidat doit être titulaire d'un diplôme de l'un des postes suivants : chimie, physique, mathématiques, etc.

Le candidat doit être âgé de 25 à 35 ans.

Le candidat doit être français ou résider en France.









## COOPÉRATION INTERNATIONALE

### Un entretien avec M. Saouma, directeur général de la F.A.O.

(Suite de la première page.)

Vous réclamez des ressources supplémentaires pour l'Afrique. Cela veut dire que les stocks d'aides alimentaires sont épuisés ?

Il faut savoir que lorsqu'un pays décide d'une aide, il s'écoule au moins sept mois avant qu'elle n'arrive. La C.E.E. a arrêté en juillet 1983 son programme pour 1983. Ce sera la même chose pour 1984. Affaires de procédure. Et puis il y a toujours une réduction entre ce qui est annoncé et ce qui est livré.

Mais l'aide alimentaire pose un vrai problème. Elle est organisée pour se débarrasser des excédents de blé et de lait. Elle ne se fait pas avec les produits qui constituent la nourriture habituelle des Africains, le manioc, l'igname, le maïs blanc ou le riz. Ce qu'il faut comme aide, c'est du cash, pour payer les échanges Sud-Sud. Les pays donateurs commencent à se rendre compte que l'aide n'est pas adaptée. Une tonne de blé qui vaut 150 dollars reviendra, avec le transport, à 300 dollars dans le Sahel. Dans un pays, la C.E.E. envoie du lait en poudre en grands conteneurs. Les boîtes nécessaires à la distribution coûtent plus cher que le produit.

Cela dit, les réserves existent : 17 % de la consommation mondiale de céréales sont stockés au Canada et aux États-Unis. Mais ce ne sont pas des stocks pour la crise. Ils attendent seulement, en attendant le marché, la hausse des prix. Il faut savoir enfin que, en 1972, l'aide en équivalent céréales atteignait 12 millions de tonnes ; elle n'est plus que de 8,7 millions en 1983. En 1973-1974, au moment de la grande sécheresse du Sahel, elle était tombée à 6 millions de tonnes.

Que pensez-vous des programmes de réduction des productions aux États-Unis et en Europe ?

Pour la diminution de la production laitière, c'est surtout l'U.R.S.S. qui est concernée. L'impact est marginal dans le tiers-monde. Quant aux céréales, on comprend l'intérêt des États-Unis. Il s'agit de faire remonter les prix et de diminuer les aides publiques. Nous ne pouvons pas apprécier des mesures qui poussent à l'augmentation des cours quand les pays en développement sont contraints d'importer 100 millions de tonnes de céréales par an. Je crois qu'en 1984 ces programmes ne seront reconduits que pour le blé.

#### Diminution du budget de fonctionnement

Cette année, le budget de la F.A.O. pour les exercices 1984-1985 a été adopté à l'unanimité. En 1981, certains pays développés avaient marqué des réserves. Sont-elles tombées ?

#### Déshabillages

de JEAN-MICHEL RABEUX  
du 24 novembre au 17 décembre  
PETIT THÉÂTRE  
CENTRE CULTUREL CERGY

#### ski de fond en FINLANDE

Nouvel An  
au Paradis  
de la Neige  
Manoir de Messila  
28 déc. - 2 janv.  
F. 4.450

La ferme de l'éleveur  
de Rennes  
(Laponie)  
28 déc. - 2 janv.  
F. 4.650

demandez la brochure  
"destination Finlande"  
à votre agent de voyages ou  
ALANT'S TOURS

5, rue Danielle  
Casanova  
75001 Paris  
296.59.78

L'exercice biennal précédent (366 millions de dollars) correspondait à une augmentation de 3,2 %. Il y avait eu cinq votes négatifs, dont celui des États-Unis, et neuf abstentions. Pour 1984-1985, avec 421 millions de dollars, le budget est voté à l'unanimité. L'accroissement n'est que de 0,5 %. L'inflation, elle, se situe à environ 20 % pour deux ans. On aurait pu imaginer que les pays du tiers-monde marquent à leur tour leur mécontentement.

Il se trouve que nos programmes techniques augmentent, eux, de 3,6 %, après une coupe de 7 millions de dollars dans le budget administratif. Chaque année, nous supprimons des postes - quarante cette fois-ci. Quand je suis arrivé en 1976, le budget de fonctionnement absorbait 76 % du total. Pour 1984-1985, ce sera 57 %. Plus des deux tiers (40 %) de ce budget va à l'Afrique.

N'est-il pas paradoxal de se féliciter de la réduction du budget quand les besoins sont immenses ?

Pour l'exercice biennal précédent, soixante-huit pays ont des arriérés de paiements d'un montant global de 25 millions de dollars : 5,3 millions de dollars pour le Brésil, 5,3 pour la Pologne, 4 pour l'Iran, 1 pour la Roumanie, etc. Je ne vois pas comment ils vont payer. D'où, par pragmatisme, la réduction de notre budget, pour tenir compte des difficultés de ces pays.

Tous les pays ne connaissent pas la crise avec la même acuité.

Le budget a été voté à l'unanimité mais après le vote, l'Allemagne fédérale a fait savoir que le comité du budget du Bundestag avait décidé de bloquer sa contribution à la F.A.O. pour 1984 jusqu'à ce que des économies soient effectuées. On attend une décision importante du Congrès américain selon laquelle le total des contributions des États-Unis à l'ONU et aux quatre grandes agences spécialisées ne devrait pas dépasser en 1984 le montant de 1983 ; charge à l'administration de faire les répartitions.

Aux Allemands, j'ai dit : c'est anticonstitutionnel, le budget est voté il est obligatoire. Le procédé américain est diabolique. De plus, les grands pays paient leur contribution en retard, à la fin de l'année. On dit un pays, une voix, O.K., mais si ce sont les États-Unis qui représentent le quart du budget, qui sont en retard de paiement. C'est une occasion de montrer sa puissance et son manque d'enthousiasme pour l'assistance multilatérale.

Vous risquez de connaître en 1984 une crise de trésorerie.

Nous avons un reliquat du budget précédent de 30 millions de dol-

lars. Le règlement financier nous fait obligation de le redistribuer au prorata des contributions, soit 7,5 millions pour les États-Unis, 3 millions pour la R.F.A., etc. J'ai proposé de retenir cette somme et d'examiner le budget dans un an en fonction des versements effectués. Les pays développés sont contre, soit parce que l'argent doit leur revenir, soit parce que, comme la France ou les Pays-Bas, ils disent : pourquoi serions-nous punis pour les mauvais payeurs ?

#### Certains pays ne seront jamais autosuffisants

Au cours de cette session, vous avez examiné une étude conjointe de la F.A.O. et de l'UNESCO sur les disponibilités alimentaires en l'an 2000. Est-ce que ce type d'étude ne renforce pas les prévisions de ceux qui vous demandent de faire des économies ? Quelles sont les retombées pratiques de ce travail ?

Cela permet d'abord de prendre conscience qu'il y a un équilibre possible entre la population et la capacité à produire des aliments. Mais nous ne sommes pas naïfs. C'est par pays qu'il faut voir s'il y a adaptation. La morale de l'histoire, c'est qu'il faut faire attention à l'augmentation de la population, en certains endroits, sauf à imaginer des transferts invraisemblables. Nous savons aujourd'hui que certains pays ne seront jamais autosuffisants. Il leur faudra donc exporter autre chose pour se nourrir, soit des services, soit des ressources maritimes.

Dans un second temps, cette étude devrait amener la F.A.O. à s'intéresser davantage aux pays à déficit chronique. Il y a dans ce domaine des changements radicaux à faire.

J'entends dire toujours : il n'y a qu'à suivre une stratégie, à suivre le plan, etc. Si c'était aussi simple, le problème serait réglé depuis longtemps. Les puissances coloniales ont fait un excellent travail pour les cultures d'exportation. Elles sont organisées depuis trente ans au moins et cela continue avec des sociétés mixtes. Les cultures vivrières, elles, sont dans la nature. Problèmes de distance, de route, de stockage.

Partout dans le monde occidental, l'agriculture est subventionnée ; dans les pays en voie de développement, faute d'argent, ce n'est pas possible. Et l'on voudrait qu'ils s'organisent ! Ce ne sont pas les plans qui manquent, mais dans ces pays-là le chef de l'État devrait être aussi le ministre de l'agriculture, ainsi il ne voit que les gens des villages quand 80 % de la population est rurale. C'est le cas au Niger. Ailleurs, le ministre de l'agriculture est capitaine, quand les autres sont colonels. Et puis, tout gouvernement n'agit que sous la pression. Or il n'y a pas de pression de la part des agriculteurs. On parle d'eux seulement dans les discours.

Précisément, auriez-vous tenu ce discours en 1976, lorsque vous êtes arrivé à la F.A.O. ?

Non, c'est vrai, mais je suis à un poste où l'on apprend beaucoup, tous les jours.

Vous avez proposé à la conférence un engagement international pour la conservation des ressources végétales et pour le libre accès à ces ressources. Or, manifestement, les pays développés s'y sont opposés.

Le système actuel est dominé par les pays donateurs, qui y font la pluie et le beau temps. Ils se sont adjoint deux ou trois pays en développement pour faire bien. Mais il n'existe pas d'organisme intergouvernemental qui donnerait son avis sur cet aspect fondamental de l'avenir de l'humanité : les ressources végétales. Nous avons proposé que les collections existantes soient réunies dans un réseau international placé sous la juridiction de la F.A.O., auquel les pays membres auraient accès. Les pays développés sont pour le statu quo. Nous voulons une convention internationale pour le libre-échange des ressources végétales. Ils ont tout fait pour ne pas être liés juridiquement et ont refusé d'accorder des ressources complémentaires à la F.A.O. pour que ce réseau devienne véritablement international.

Mais votre projet a été considéré aussi comme une O.P.A. de la F.A.O. sur l'organisation actuelle de la conservation et de la mise en œuvre des ressources végétales.

Il n'y a aucune crainte à avoir. Si notre texte, qui n'est engageant pour personne, constitue un pas en avant, le tiers-monde reste sans

experts en génétique. Il faut avoir des centaines de spécialistes pour sortir des variétés. Seules les transnationales peuvent le faire. L'aspect administratif est un faux problème. Ce n'est pas le matériel génétique ou les espèces sauvages qui manquent aux pays en développement, mais les moyens de la sélection végétale, et nous insistons sur ce point. Il est frustrant pour eux de voir que leurs ressources soient manipulées par les pays développés et qu'ils n'ont pas accès aux résultats, sauf à acheter les semences.

Comment les sociétés privées pourraient-elles rendre gracieusement le fruit de leurs investissements et continuer leur effort de recherche ?

C'est vrai, et c'est la raison pour laquelle les centres internationaux de recherche agronomique qui sont répartis dans le tiers-monde font un travail qui n'est pas tellement mauvais. Même si les multinationales sont à leur porte, ce qu'ils font n'est pas mal. Nous voulons simplement perfectionner le système. Le « gap » dans les pays en développement existe pour telle ou telle chose.

Propos recueillis par JACQUES GRALL

### L'engagement international sur les ressources végétales

Les cent cinquante-six pays présents à la vingt-deuxième session de la F.A.O. ont reconnu que « les ressources végétales font partie du patrimoine commun de l'humanité et devraient donc être accessibles sans restriction ». Sont considérées comme ressources végétales les espèces sauvages ou proches des variétés cultivées qu'il convient de recenser et de protéger, car elles sont en voie de disparition, mais aussi les variétés cultivées et même récemment créées, avec notamment les lignées avancées permettant de fabriquer les semences hybrides plus productives.

Deux déclarations illustrent bien les enjeux. M. John Block, secrétaire à l'Agriculture des États-Unis, qui présidait la session, a indiqué : « De nombreuses compagnies privées ont mis au point des secrets génétiques qu'elles ne peuvent divulguer. Ces secrets sont leur propriété et notre devoir est de les protéger ». De leur côté, les pays en développement ont fait remarquer que les deux tiers au moins des gènes botaniques entreposés dans les banques phytogénétiques proviennent du tiers-monde. Il est donc essentiel qu'ils puissent être librement échangés.

D'où un compromis qui n'est pas très engageant pour les pays développés, qui, tout en acceptant une

sorte d'accord international, peuvent décider individuellement s'ils mettront effectivement leurs ressources phytogénétiques à la disposition d'un réseau d'échanges international, coordonné par la F.A.O.

La conférence a aussi adopté une résolution portant la création d'un comité intergouvernemental qui, dans le cadre de la F.A.O., serait chargé de mettre en œuvre cette convention.

Par un artifice dont les organisations internationales ont le secret, cette résolution a bien été adoptée, mais huit pays industrialisés et non des moindres, États-Unis, Canada, Grande-Bretagne, France, Pays-Bas, Allemagne fédérale, Suisse et Japon, c'est-à-dire tous ceux qui comptent dans la création variétale, ont exprimé des réserves sur ce point de la résolution.

Jusqu'à présent, la gestion des ressources phytogénétiques est assurée par un ensemble de centres de recherche internationaux, financés et donc dominés par les pays donateurs et des fondations comme Ford ou Rockefeller. Le tiers-monde, en réclamant la création de ce comité intergouvernemental, voulait rééquilibrer en sa faveur le système international de la conservation et de la création variétales. - J.G.

#### Nominations

M. PAUL THEVENY, responsable des implantations du Crédit agricole aux États-Unis, a été nommé vice-président-directeur général (le senior vice president and general manager) de la « banque verte » outre-Atlantique. Agé de quarante-cinq ans, diplômé de l'Institut de statistiques de l'université de Paris, M. Theveny, qui a effectué l'essentiel de sa carrière au Crédit agricole, assure ses fonctions à Chicago où la banque possède une succursale et il sera également responsable des activités du bureau de représentation du Crédit agricole à New-York qui doit prochainement être transformé en succursale (le full branch).

M. BERNARD SOUBRANE, directeur-général adjoint de la banque Sudaméri-France, a été nommé directeur-général de cette dernière en remplacement de M. Gérard Baudouin, qui fera valoir prochainement ses droits à la retraite. Agé de quarante-sept ans, M. Bernard Soubrane a exercé les fonctions de directeur de l'exploitation à l'Union de banques à Paris avant de rejoindre Sudaméri-France, filiale de la banque Sudaméri.

M. YANNICK MARZIN a été élu président de la Fédération des syndicats pharmaceutiques français (F.S.P.F.). Il remplace à ce poste M. Pierre Packard, qui n'a pas demandé le renouvellement de son mandat.

M. RUGGERO GUILLET est nommé président de Technimont, filiale ingénierie du groupe chimique italien Montedison.

M. PATRICE MIGNARD a été nommé directeur général de Diversy France, filiale des brasseries Molson (Canada), qui commercialise des produits chimiques destinés à l'hygiène industrielle et collective et aux traitements de surfaces.

M. JEAN-CLAUDE LE ROUZIC a été nommé président des parfums Jourdan.

Nomination à I.G.-Métall. - M. Hans Mayr a été élu président de la Fédération internationale des organisations de travailleurs de la métallurgie (FIOM). M. Mayr a succédé à la présidence de l'I.G.-Métall, fédération ouest-allemande de la métallurgie, à M. Eugen Loderer, âgé de soixante-trois ans, qui était lui-même président de la FIOM depuis 1973.

M. Van den Hoven, président du conseil d'administration d'Unilever N.V., société mère du groupe de droit néerlandais, et vice-président d'Unilever P.L.C., société mère de droit britannique, abandonnera ses fonctions en mai 1984, après quarante-six années chez Unilever, dont neuf comme président. C'est M. Maljers, membre du conseil d'administration depuis dix ans et chez Unilever depuis vingt-cinq ans, qui devrait lui succéder à ces deux postes.

Les soussignés sont intervenus dans cette transaction en qualité de conseillers financiers.

### France Cables et Radio

has purchased

1,102,263 Shares of Common Stock

and

2,821,337 Shares of Series B Preferred Stock

of

### The Argo Group Inc.

The undersigned acted as financial advisor to France Cables et Radio in this transaction.

### LAZARD FRÈRES & Co.

November 21, 1983

#### MONNAIES

Le dollar bat tous ses records à Paris : 8,25 F

Sur des marchés des changes très calmes, le dollar a poursuivi sa hausse lente et régulière. A Paris, il a battu, (vendredi 25 novembre), 8,25 F, son record historique de 8,24 F, établi le 11 août 1983 et égalé jeudi 24 novembre.

A Francfort, il s'est élevé de 2,707 DM à 2,715 DM : le fait qu'il ait dépassé au-dessus les 2,70 DM, cours considéré comme un palier important, laisse à penser, aux spécialistes, que la monnaie américaine pourrait continuer de progresser.

Aucune raison particulière n'est invoquée pour expliquer cette hausse, si ce n'est une demande soutenue de dollar sur tous les marchés.

#### LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ bas - haut	Rep. + au dép.	Rep. + au dép.	Rep. + au dép.
\$-U.....	8,2495 8,2515	+ 175 + 285	+ 340 + 385	+ 920 + 1040
S. can.....	6,6525 6,6568	+ 140 + 185	+ 310 + 365	+ 860 + 985
Yen (100).....	3,5075 3,5105	+ 160 + 180	+ 335 + 365	+ 990 + 1060
DM.....	3,0410 3,0430	+ 155 + 170	+ 305 + 330	+ 910 + 970
F. lib.....	2,7140 2,7160	+ 135 + 160	+ 280 + 305	+ 825 + 860
F.R. (100).....	14,9700 14,9820	+ 285 + 365	+ 440 + 580	+ 1230 + 1560
F.S.....	3,7040 3,7065	+ 265 + 300	+ 415 + 530	+ 1480 + 1560
L (100).....	5,0250 5,0280	+ 200 + 165	+ 415 + 365	+ 1365 + 1245
£.....	12,0450 12,0525	+ 295 + 330	+ 620 + 785	+ 1715 + 1915

#### TAUX DES DEVIS-MONNAIES

	9 1/16	9 7/16	9 1/4	9 5/8	9 1/2	9 15/16	9 3/4	10 1/4
\$-U.....	5 3/8	5 3/4	5 9/16	5 15/16	5 13/16	5 3/8	6	6 3/8
DM.....	8 1/2	9 1/2	9 3/4	10 7/2	10	10 1/4	10 1/4	11
F.R. (100).....	15 1/4	17 1/4	16 1/4	17 1/4	16 1/2	17 1/2	15 5/8	18 5/8
£.....	8 3/4	9 3/8	8 15/16	9 5/8	9 3/8	9 1/4	9 1/4	9 3/8
F. lib.....	12 1/8	12 3/8	12 1/4	12 1/2	12 5/8	13	14	14 3/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises sont sous indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

#### PLANS/CONTRECALQUES

COPIES GRAND ET TRÈS GRAND FORMAT - AGRANDISSEMENT REDUCTION  
ETRAVE 38 AV. DAUMESNIL PARIS 12 - 347.21.32

# AFFAIRES

## LE CLASSEMENT DES MILLE PREMIÈRES ENTREPRISES FRANÇAISES

### 1982 : une année détestable pour l'industrie

Le ministre de l'Industrie, M. Laurent Fabius, souhaite un « réajustement » des dotations de l'Etat aux entreprises nationalisées. Dans un entretien publié par l'Expansion à l'occasion de son numéro spécial sur le classement des mille premières entreprises françaises, M. Fabius explique que « si l'essentiel [des dotations] est absorbé par des secteurs déficitaires et traditionnels, il n'en reste pas assez pour le développement des autres. Un réajustement doit donc être recherché ». « Il n'est pas question d'assimiler nationalisation et déficit », souligne M. Fabius, avant de rappeler que les entreprises publiques industrielles devront présenter des comptes équilibrés, « au plus tard en 1985, mis à part la sidérurgie et C.A.F.-Chimie ».

Cette nécessité de retrouver des comptes équilibrés ne concerne pas le seul secteur public. Le classement de l'Expansion souligne en effet la très nette détérioration de la situation financière des grandes entreprises françaises. Sur les 1 000, 200 affichent, en 1982, des déficits. Plus on remonte dans le tableau, plus les pertes sont nombreuses et spectaculaires. Parmi les 100 premières, 30 d'entre elles étaient déficitaires en 1982, contre 10 seulement en 1979. Bref, comme le dit l'Expansion : « 1982 est une année détestable » pour l'industrie, faute d'un volume d'investissements et d'exportations suffisants.

En revanche, la situation est plus satisfaisante dans le secteur bancaire, où on ne compte que 3 établis-

sements déficitaires dans le classement des 25 premières banques. L'Expansion a également procédé à un classement spécial pour les sociétés de services, qu'elles soient privées ou publiques. Pour les 50 premières, on ne compte que 6 déficits, celui de la S.N.C.F. étant le plus élevé (6,15 milliards de francs).

C'est le groupe Pernod-Ricard qui a remporté la Coupe de France de l'entreprise attribuée chaque année par le magazine.

Un choix qui prend en compte les performances de l'année, mais aussi la stratégie de la société sur plusieurs années. Pernod-Ricard, cinquième entreprise française, même avec succès depuis peu de temps une vigoureuse politique de diversification et a accru sensiblement ses positions sur le marché mondial. Les deux dauphins 1982 de Pernod-Ricard dans cette Coupe de France de l'entreprise sont les sociétés B.S.N. et Bouygues.

#### Sur les 20 « premières » françaises, 12 sont en déficit

(En milliards de francs.)		
GROUPE	CHIFFRE D'AFFAIRES	RÉSULTATS
Française des pétroles	131,5	- 1,07
Elf-Aquitaine	114,8	+ 3,52
Renault	104,14	- 1,28
Pengost	75,26	- 2,14
C.G.E.	65,78	+ 0,43
Shell-France	51,62	+ 0,4
Saint-Gobain	51,34	+ 0,25
Thomson	47,83	- 2,28
Schneider	39,27	- 0,44
Euro-S.A.F.	37,35	- 0,054
Rhône-Poulenc	37,19	- 0,84
Michelin	36,61	- 4,16
Péchiney	29,83	- 2,99
Saatchi	28,30	- 3,73
Unilever	26,9	- 4,60
Charbonnages de France	26,19	- 1,32
Généraliste occidentale	25,57	+ 0,19
I.B.M.-France	22,29	+ 1,35
B.S.N.-Cervin-Danone	21,89	+ 0,56
Aérospatiale	21,42	+ 0,092

### Faits et chiffres

#### Agriculture

• Les manifestations d'agriculteurs. - M. François Guillaume (F.N.S.E.A.) a demandé, jeudi 24 novembre, une dévaluation du 3 % du franc vert, ce qui augmenterait d'autant les prix agricoles, pour pallier en partie la baisse du revenu de 1983, estimée à 3,8 %. D'autre part, les éleveurs de porc ont continué de manifester, jeudi, à Rodez, en défilant dans les rues de la ville, et dans la nuit de jeudi à vendredi dans les Côtes-du-Nord où deux cents éleveurs ont occupé la salle du conseil général de Saint-Brieuc.

#### Social

• Handicapés : manifestation de parents. - Il ne faut pas que les handicapés soient sacrifiés sur l'autel de l'austérité : c'est sur ce thème que l'Union nationale des associations de parents d'enfants invalides (UNAPEI) a organisé jeudi 24 novembre, pour la première fois, une manifestation depuis la rue de Valenciennes jusqu'à la rue Barbet-de-Jouy à Paris. Les parents d'enfants invalides mentaux s'inquiètent des « régressions » et des « suppressions d'avantages acquis » constatées, selon eux, dans le futur budget de l'action sociale.

• Création de l'Académie internationale de prospective sociale. - M. Albert Tervoydjie, secrétaire général de l'Association mondiale de prospective sociale (Genève 2, case postale 6, CH-1211), vient de faire savoir que l'Académie internationale, dont la création avait été décidée en janvier 1983 au congrès de Caracas, a désigné ses premiers membres. Parmi les Français ou les personnalités étrangères résidant à Paris, citons : M. François Girard, M. Michel Albert, Edgar Pisani, Béatrice Ben Yamed, Alexander King, Edem Kodjo, Amadou Mathar M'bow et Luis Ramallo.

## SAMEDI DIMANCHE

- **LIBAN :**  
Baalbek, champ de bataille... et de haschisch.
- **YUGOSLAVIE :**  
Mais que diable avons-nous en commun ?
- **ÉTATS-UNIS :**  
Les incorruptibles de Washington.
- **FIAT :**  
Miracle à Turin ?
- **BEAUJOLAIS :**  
L'avenir en noir d'un vin clairot.
- **LECTURES :**  
La damnation du banquier de Dieu.
- **DATES :**  
Il y a cinquante ans, l'Allemagne quittait la S.D.N.

Et, avec « Le Monde Dimanche », quatre pages de radio et de télévision

### Chaque week-end une nouvelle lecture de l'actualité.



# ÉTRANGER

## Les Etats-Unis et le Japon vont prendre des mesures financières d'urgence pour venir en aide aux Philippines

Tokyo. - Estimant que l'état de quasi-banqueroute dans lequel se trouve les Philippines constitue un double danger : pour la stabilité de l'Asie du Sud-Est, d'une part, et pour celle du système monétaire international, d'autre, le Japon et les Etats-Unis ont décidé de prendre conjointement des « mesures d'urgence », indique-t-on de source informée à Tokyo.

Cette décision fait suite aux visites effectuées ici et aux Etats-Unis ces jours derniers par M. Cesar Virata, premier ministre et ministre des finances philippin. Les mesures envisagées restent imprécises, surtout du côté japonais.

Le Japon compte, semble-t-il, fournir de nouveaux prêts de l'Exim Bank à la Banque centrale des Philippines et, en même temps, encourager certaines banques privées japonaises à faire de même, tout en rééchelonnant le paiement de leurs créances. Faute d'une aide substantielle, il est douteux que le Trésor philippin soit en mesure de payer d'ici au début de l'année prochaine les seuls intérêts de sa dette à court terme, et cela malgré l'obtention en octobre dernier d'un moratoire de quatre-vingt-dix jours.

En dépit des conseils, de l'assistance et des subsides de la Banque mondiale et du F.M.I. - et malgré la volonté des Etats-Unis de faire des Philippines une vitrine du développement capitaliste - les caisses du trésor philippin sont vides. A la mauvaise gestion, la corruption, le favoritisme, la spéculation et la manipulation des statistiques qui ont été monnaie courante sous le régime du président Marcos depuis de nombreuses années sont venues s'ajouter d'abord la récession mondiale, et, surtout, depuis la fin du mois d'août, l'incertitude et le chaos politiques consécutifs à l'assassinat du principal opposant au régime.

Malgré la reprise sur le marché américain - capitale pour les exportations philippines - il est douteux que l'économie redémare substantiellement cette année tant que le problème politique - le sort du

président Marcos et la désignation d'un successeur acceptable par la population et l'opposition aussi bien que par les Américains - ne sera pas réglé.

Il y a d'ailleurs beaucoup plus grave, s'il faut en croire certains milieux bancaires de Manille. Selon eux, les Philippines pourraient avoir à utiliser jusqu'à 50 % de leurs réserves de devises annuelles pour payer leurs dettes. Le président de la neuvième conférence des hommes d'affaires philippins, M. Victor Barrios, a estimé que la crise financière du pays pourrait se prolonger pendant encore une dizaine d'années, en ajoutant que le service de la dette atteindrait environ 20 % du P.N.B. Si les exportations s'accroissaient de 5 % par an - soit la moyenne des dernières années - environ la moitié des rentrées de devises devraient être utilisées pour le seul paiement de la dette, et 40 % si les exportations croissaient de 15 %. La dette extérieure des Philippines est évaluée à plus de 25 milliards de dollars. Ni l'énorme soutien international, et particulièrement américain, pendant plusieurs décennies ni les présentations officielles avantageuses - mais en trompe l'œil - n'auront suffi à éviter un désastre souvent prédit par nombre d'observateurs lucides mais généralement qualifiés de « mauvais esprits ».

R.-P. PARINGAUX.

### Les hommes d'affaires contre M. Marcos.

Au moins vingt mille personnes, dirigées par d'importants hommes d'affaires philippins, ont manifesté pacifiquement, le jeudi 24 novembre, dans le quartier des affaires de Manille pour demander la démission du président Marcos. Cette manifestation visait également, selon ses organisateurs, à protester contre les propos de M. Marcos, selon lequel les hommes d'affaires philippins étaient responsables de la grave crise économique que traverse actuellement le pays. - (A.F.P.)

### En R.F.A.

## Le président du groupe I.B.H. en règlement judiciaire donne sa démission

M. Horst-Dieter Esch, président du groupe ouest-allemand I.B.H., a démissionné, mercredi 23 novembre. Le groupe I.B.H., premier constructeur européen de matériels de travaux publics, avait été mis en règlement judiciaire le 4 novembre, après le gel d'une ligne de crédits de 50 millions de deutschemarks (150 millions de francs) par plusieurs banques allemandes dont S.M.H. (Schroder Münchmeyer Heagst).

M. Esch se retire du groupe qu'il avait fondé en 1975, a-t-il expliqué, parce que les banques refusent le plan de sauvetage qu'il propose et qu'elles préfèrent négocier directement avec les actionnaires d'I.B.H. : General Motors (19,6 % du capital), le groupe saoudien Dallah Est (19,6 %), le groupe britannique Powell-Duffryn (13 %) et l'américain Babcock (10 %).

Ainsi prend fin le rêve de ce jeune patron (il est âgé de quarante ans) formé aux Etats-Unis, qui comptait parmi les grandes figures des dirigeants allemands. M. Esch a bâti le troisième groupe mondial essentiellement par des rachats d'entreprises en R.F.A., en Grande-Bretagne et en France. Il possède, aujourd'hui, dix-huit usines pour 7,5 milliards de

francs de chiffre d'affaires et quelque onze mille employés.

L'effondrement du marché mondial, responsable d'une crise généralisée dans le secteur que traverse aussi le français Pöclain, a plongé I.B.H. dans le déficit et obligé M. Esch à multiplier les emprunts. Le groupe doit ainsi plus de 900 millions de DM à la banque S.M.H. Quand celle-ci s'est écroulée pour être sauvée in extremis par ses coconsors (le Monde du 4 novembre), l'ensemble du groupe I.B.H. en a subi les conséquences.

La filiale française en règlement judiciaire a obtenu de pouvoir poursuivre son activité jusqu'à la fin janvier 1984, le temps de mettre au point un plan de restructuration propre.



**COPENHAGUE NOËL**  
par train :  
du 22 déc. au 28 déc.  
par avion :  
du 23 déc. au 27 déc.  
\*Train ..... 2.650 F  
\*Avion ..... 3.250 F

**LA ST-SYLVESTRE**  
par train :  
du 26 déc. au 2 janv.  
par avion :  
du 26 déc. au 1<sup>er</sup> janv.  
\*Train ..... 3.380 F  
\*Avion ..... 3.980 F

**RÉVEILLON A COPENHAGUE**  
par avion :  
du 29 déc. au 1<sup>er</sup> janv.  
\*Avion ..... 2.550 F

\*Les prix comprennent  
1/2 pension et excursions.  
renseignements et inscriptions :  
**D S B VOYAGES**  
Maison du Danemark  
142, Champs-Élysées  
75008 Paris - tél. 359.20.06  
ou à votre Agent de Voyages

depuis plus d'une  
du Sud-Est à  
de croissance  
développement. Il a  
le fait des  
étrangères  
à des com-  
malades (le  
21, 22, et 23 no-

(sauf aux  
ou exist-  
révolution-  
aux Phil-  
mais non  
Sud-Est peut  
quant que les  
voisins (notes  
ne sont pas  
sur le plan de  
Brésil - ou son  
aura, en

### CUEQUES DONNÉES

	(F)
1970	117,0
1971	117,4
1972	10,4
1973	36,6
1974	2,8
1975	36,3
1976	14,5

forêts et pêcherie

quatre cents mil-  
deux cent  
environ cent  
développement  
n'a sans doute pa-  
président nombre  
deux de bonne foi.

### « Libération »

Hayen, évêque, qu-  
ans à la tête d-  
national de l'actio-  
nnes, et est expé-  
ent, écrit : « A  
national national  
en concurrence  
ministres Huks pou-  
sité de la popul-  
central. Aujourd'h-  
ous ou non satis-  
ceux qui, dans  
athistes avec le  
ralistes (...).  
ait alors « dévelo-  
menant, nous po-  
pages, de libérati-  
« changé progres-  
cience a été noi-  
nant. Nous avai-  
pour les paysans  
du sucre ne pou-  
devient les tribuna-  
tions décentes et

**vosre MEN**  
18, rue de l'Atlas.

### COMITÉ FRANÇAIS

Journées d'Études :  
ans après le premier  
compétitive pour le cha-  
Le Conseil des Minist-  
Constructeurs de ma-  
Installateurs,  
Bureaux d'Études,  
Architectes, Ingénie-  
Promoteurs Construc-  
Tous ceux qui concou-  
l'évolution et les nouvelles  
résidentiels et terti-  
le Chauffage direct  
la Pompe à Chaleur  
la chaudière électri-  
le chauffage électro-

Inscrivez-vous rapidement  
des Congrès de Versail-  
dernières inscriptions  
9 heures.

Pour tous renseignements :  
Comité F  
79.

تحت إشراف الأصل



## L'Asie du Sud-Est en crise de développement

### V. - La grande illusion

De notre envoyé spécial JACQUES DECORNOY

aura augmenté de 42% de 1970 à 1995, passant de 204,5 à 290,3 millions. Elle aura conservé sa structure jeune, le groupe de zéro à vingt-neuf ans représentant 68% du total (...). De plus, l'accroissement le plus fort concerne les quinze-vingt-neuf ans (+82%) qui entrent massivement sur le marché du travail (2).

#### Inégalités

Les statistiques globales ne doivent pas faire illusion; le revenu statistique moyen par habitant peut certes augmenter; 5% des familles philippines confisquent 25% de la richesse nationale et 50% d'entre elles n'ont que 18% de cette richesse à se partager - c'est la Banque mondiale qui l'écrit. Dans toute la zone, couverte par la Commission économique et sociale des Nations unies pour l'Asie et le Pacifique, la Corée du Sud est le seul pays à avoir connu pendant les années 70 une augmentation un peu sérieuse des salaires réels (encore s'agissait-il d'une économie de forte croissance...). La situation la plus grave concerne les Philippines où le pouvoir d'achat a baissé de 36% pendant les sept premières années de la décennie.

La crise touchant depuis deux ans la région, les philosophies de politiques économiques demeurent inchangées, l'endettement extérieur commençant à se faire pesant (pour Manille et Jakarta notamment), la Banque mondiale ne prodiguant que des « conseils » parfaitement orthodoxes, on imagine mal comment les responsables pourraient sérieusement s'attaquer au problème de l'emploi et du sous-emploi, qui fait des ravages dans les principaux pays. Une des clés, mais non la seule, de la « solution » réside dans les campagnes, dans ces masses rurales curieusement oubliées dans l'abondante littérature sur « les nouveaux pays industrialisés » ou les pays « en voie de le devenir ». Encore faudrait-il que l'ouverture des productions agricoles aux marchés mondiaux cesse d'être une obsession et que l'on ne se gargarise pas trop, comme c'est le cas en Indonésie, de succès relatifs dans la riziculture, lesdits succès s'accompagnant de la baisse de production d'autres produits... qu'il faut importer.

Ainsi certaines affirmations sur le « décollage » ou « la prospérité relative » de la région doivent-elles être fortement tempérées. Non qu'il

faillie nier la capacité d'une grande banque thaïlandaise d'avoir une importance régionale, ni celle de firmes régionales d'exporter de vastes marchés de travaux publics, ni celle de Singapour de maîtriser avec grand profit les moyens modernes de communication. Mais le « nationalisme » ne devrait-il pas consister d'abord à assurer un développement équilibré, socialement et géographiquement, plutôt que d'investir - cas de la Malaisie - dans un projet de fabrication d'automobiles ?

#### Des flots

En fait, les flots que sont les « nouveaux pays industrialisés » ou quelques établissements financiers dans le monde le plus sous-développé ne peuvent permettre de croire en l'expansion du « phénomène » à la zone tout entière. Et Taiwan peut, certes, commencer à fabriquer quelques micro-ordinateurs : l'écart va croissant dans les secteurs de pointe qui commandent l'avenir entre les « nouveaux pays industrialisés » et l'Occident. Quand un « miracle » brésilien devient cauchemar, comment des « réussites » très localisées, très fragiles et dépendantes sur des fragments d'Asie deviendraient-elles des exemples à suivre, voire des « dangers » pour l'Occident ?

Les tensions passagères sectorielles enregistrées de temps à autre (sur le textile, les montres ou le maïs) ne sont que des vagues lèges au plan mondial; en revanche, elles sont peut-être le signe avant-coureur, pour les pays du Sud-Est asiatique, de crises autrement graves pour eux, le signe que leur développement pourrait conduire à une impasse. Tant il est vrai qu'il ne tient guère compte des réalités sociologiques locales et a été greffé sur l'espoir d'une croissance infinie du monde industrialisé. La grande illusion continue de fleurir dans nombre de têtes...

Mais il serait de mauvaise politique de trop longtemps confondre le Japon et Java, voire de croire que le second deviendra le banlieue, pâle et polio, du premier. Du soixante-douzième étage du futur hôtel de luxe de Singapour, on s'apercevra que les masses rurales et urbaines de l'Asie auront manqué le rendez-vous que, pour la fin du siècle, l'économie marchande leur avait fixé.

FIN

(1) « Mortgaging the future. The World Bank and I.M.F. in the Philippines », edited by Vivencio R. Jose, Foundation for Nationalist Studies, Quezon City, 1983.  
(2) John Wong, « ASEAN economies in perspective », The MacMillan Press, Hongkong, 1980.

On assiste depuis plus d'une décennie en Asie du Sud-Est à un phénomène de croissance plus que de développement. Il a essentiellement été le fait des Etats et des firmes étrangères et donne naissance à des communautés urbaines malades (le Moode des 20, 21, 22, et 23 novembre).

Stabilité des régimes (sauf aux Philippines), écrasement ou inexistence des mouvements révolutionnaires (sauf encore aux Philippines), croissance freinée mais non arrêtée... L'Asie du Sud-Est peut faire illusion. D'autant que les régimes communistes voisins (toutes tendances confondues) ne sont pas allés, c'est le moins qu'on puisse dire, de succès en succès.

Cette région du monde n'a certes pas à affronter les défis, démographiques, de pays tels que l'Inde ou la Chine. Elle n'a pas, sur le plan de l'endettement, son « Brésil » ou son « Zaïre ». Mais elle aura, en

zones de relèvement ne pourraient être obtenues pour les squatters urbains grâce aux plaidoiries et aux procès en appel. Le raisonnement vaut pour les populations tribales, pour les pêcheurs et les ouvriers. Nous avons découvert que ces problèmes ne pouvaient être résolus que s'il existait de puissantes organisations populaires et démocratiques.

Il fut un temps, a écrit encore l'évêque, où des groupes de chrétiens avaient pour préoccupation sociale la « destruction des rats ». Aujourd'hui, ils luttent « contre les multinationales et la militarisation » de la société.

Les nationalistes philippins décrivent l'hypothèque de l'avenir lorsqu'ils analysent le type de relations existant entre leur pays et la Banque mondiale (1). Nombre d'économistes malaisiens admettent que leur gouvernement a certes demandé une juste et saine fixation des cours des matières premières et des transferts de technologie, mais

#### QUELQUES DONNÉES DÉMOGRAPHIQUES

PAYS	Population (en millions)		0-14 ans (% du total)	% pop. active agricole/pop. active totale
	1970	1982	1980	
INDONÉSIE .....	117,4	154,6	40,9	58,9
MALAISIE .....	10,4	14,1	41,5	47,8
PHILIPPINES .....	36,6	50,7	44,3	46
SINGAPOUR .....	2,07	2,4	27,1	2,2
THAÏLANDE .....	36,3	48,4	42,4	75,4
TAÏWAN .....	14,5	18,3	32,1	28,3 (1)

(1) En incluant forêts et pêcheries

l'an 2000, près de quatre cents millions d'habitants, contre deux cent quatre-vingt-cinq millions environ en 1982. Et le type de développement aujourd'hui choisi n'a sans doute pas l'avenir que lui prédisent nombre d'observateurs locaux de bonne foi.

#### « Libération »

Julio Xavier Labayan, évêque, qui fut pendant quinze ans à la tête du Secrétariat national de l'action sociale aux Philippines, et est expert en développement, écrit : « Au début, le Secrétariat national se considéra comme en concurrence avec les communistes Huk pour s'assurer la loyauté de la population de Luzon central. Aujourd'hui, que nous en soyons ou non satisfaits, nombreux sont ceux qui, dans l'Eglise, sympathisent avec les mouvements socialistes (...). Le mot de passe était alors « développement ». Maintenant, nous parlons, comme les papes, de libération (...). Nous avons changé progressivement et l'expérience a été notre meilleur enseignant. Nous avons découvert que le crédit bénéficiait surtout à la classe moyenne. La révolution verte, tout en augmentant la production de riz, a élargi le fossé économique et politique entre riches et pauvres dans les zones rurales. Nous avons pris conscience que la justice pour les paysans et les travailleurs du sucre ne pouvait être obtenue devant les tribunaux. Que les habitations décentes et les

ils ajoutent que ces exigences ne sont pas incompatibles avec la nouvelle division du travail que les dirigeants semblent accepter en incluant le pays dans une sphère dominée par le Japon. Ils plaident en faveur d'une réelle politique en faveur des pauvres, d'une réduction de la consommation des biens qui n'ont rien d'essentiel, d'un développement plus endogène notamment orienté vers les campagnes, en faveur aussi d'un autre style de vie : ils dénoncent ces « transferts de goûts » qui occidentalisaient une fraction urbaine du peuple et créent la confusion entre croissance et développement.

#### « Pourquoi ? Pour qui ? »

« Quel développement ? Pourquoi et pour qui ? », s'interrogent des chercheurs thaïlandais. Un peu partout, ces questions sont posées, que les autorités acceptent mal. Posées par des minorités certes, mais qui n'inventent pas l'exode vers le Proche-Orient de centaines de milliers de travailleurs, le fait que plus de soixante millions d'Indonésiens ont moins de quinze ans, que, chaque année, six cent mille Philippines arrivent sans trouver d'emploi sur le marché du travail (et que plus de 50% des enfants de Manille d'âge préscolaire souffrent de sous-nutrition). Un économiste singapourien, John Wong note : « La population totale de la région (l'ASEAN)

CLUB est une invention britannique synonyme de confort, de calme, de classe.

Sur British Airways, la classe Club ne fait pas exception: accueil spécial,

enregistrement rapide, parcours silencieux avec cocktails pour se détendre, cuisine gourmande, et le plus serviable des équipages. La vraie classe, c'est la classe Club British Airways.

Le monde entier aime British Airways.

**British  
airways  
Club**

# La vraie Classe.



Pour votre  
**DÉMENAGEMENT**  
**ODOUL** AGENT  
16, rue de l'Atlas-75019 Paris 208 10-30

#### COMITÉ FRANÇAIS D'ÉLECTROTHERMIE

XIV<sup>e</sup> Journées d'Études :  
« Dix ans après le premier choc pétrolier, l'électricité énergie de plus en plus compétitive pour le chauffage et la climatisation des locaux ».

Après le Conseil des Ministres du 27 juillet 1983, tous les :

- Constructeurs de matériel,
- Installateurs,
- Bureaux d'Études,
- Architectes, Ingénieurs Conseils,
- Promoteurs Constructeurs.

Et tous ceux qui concourent à l'art de bâtir, doivent venir s'informer sur l'évolution et les nouvelles orientations du chauffage par l'électricité des locaux résidentiels et tertiaires, à savoir :

- le Chauffage direct,
- la Pompe à Chaleur en relève de chaudière (PERCHE),
- la chaudière électrique en relève de chaudière (CHERCHE),
- le chauffage électrique d'ajustement dans le tertiaire.

Inscrivez-vous rapidement au Colloque des 1<sup>er</sup> et 2 décembre 1983, au Palais des Congrès de Versailles.

Les dernières inscriptions pourront être prises sur place le 1<sup>er</sup> décembre avant 9 heures.

Pour tous renseignements :  
Comité Français d'Électrothermie  
79, rue de Mirameil  
75008 PARIS  
Téléphone : (1) 522-91-60







# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

### IDÉES

2. GUERRE ET PAIX : « Les armes nouvelles, l'Europe et la sécurité de l'Occident », par François de Rosier; « La mort et le président », par Pierre Andreu.
11. Une place vraiment rouge, de Edward Topol et Fridrich Nemzansky.

### ÉTRANGER

3. L'ÉCHANGE DE PRISONNIERS ISRAËLO-PALESTINIENS ET LA SITUATION AU LIBAN
4. DIPLOMATIE
- 5-6. AFRIQUE
7. ASIE
8. AMÉRIQUES
9. EUROPE

### POLITIQUE

8. La discussion budgétaire au Sénat.
9. Le voyage de M. Lamotte dans le Pacifique sud.

### SOCIÉTÉ

10. Le rapport Prost sur l'état des lycées.
11. L'arrestation de Lionel Cardon.
12. LETTRES : la mort de Jean de Fabrègues.
13. RELIGION : le Saint-Siège publie une charte des droits de la famille.

### SUPPLÉMENT

- 13 à 16. OMAN AU VOIE DU RÉALISME : un entretien avec le sultan Qabus; une politique étrangère pragmatique.

### LOISIRS ET TOURISME

17. COUPS DE FOUDE : le Brésil pour toujours; Une dame pille à Baden-Baden.
18. C.E.E. : les ventes hors taxes dans le collimateur.
19. Hiplane.
- 20-21. DEMAIN LA NEIGE.
- 22-23. Plaisirs de la table; Philatélie; Jeux.

### CULTURE

25. CINÉMA : Princesses, de Pat Eridias.
- THÉÂTRE : « Pour raison garder », par Robert Abrachid.
28. COMMUNICATION : la crise de la filière papier-imprimerie.

### ÉCONOMIE

30. SOCIAL : après les recommandations salariales du C.N.P.F.
31. COOPÉRATION INTERNATIONALE.
- 32-33. ÉTRANGER : « L'Asie du Sud-Est en crise de développement » (IV), par Jacques Decroix.

- RADIO-TÉLÉVISION (27) INFORMATIONS
- SERVICES (34) : « Journal officiel »; Loto; Météorologie; Mots croisés (23).
- Annuaire classé (29) : Carnet (24); Programmes des spectacles (26 et 27); Marchés financiers (35).

**15<sup>e</sup> SALON des ANTIQUAIRES**  
25 NOVEMBRE - 5 DÉCEMBRE 1983  
pavillon spodex  
PLACE DE LA BASTILLE  
les jrs de 11 h à 20 h  
NOCTURNE jeudi jusqu'à 23 h  
samedi et dimanche de 10 h à 20 h

**TRÉCA EPÉDA SIMMONS**  
MATELAS - SOMMIERS - ENSEMBLES  
EXPOSITION ET CENTRE D'ESSAI  
**CAPÉLOU**  
DISTRIBUTEUR  
37 av. de la République - PARIS 11  
Métro: Parmentier - Parking assuré  
Tél. 357.48.35  
LIVRAISON GRATUITE TRÈS RAPIDE  
DANS TOUTE LA FRANCE

**CADEAUX EN TISSUS RODIN**  
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

**MAXIMILIEN**  
Chemisier - Hobbilieu  
collections automne-hiver  
Lanvin  
Cerruti  
Smaïlo  
Christian Dior  
Yves Saint Laurent  
Hugo Boss  
93-95 Champs-Élysées  
106 Bd Saint Germain  
Paris

## LE SOMMET FRANCO-ALLEMAND

**M. Mitterrand insiste sur la nécessité pour l'Europe de « ne pas s'abandonner à la protection d'un pays extérieur à notre continent »**  
De notre envoyé spécial

Le quarante-deuxième sommet régulier franco-allemand, ouvert jeudi 24 novembre à Bonn, devait s'achever ce vendredi après-midi par une conférence de presse conjointe de M.M. Mitterrand et Kohl, suivie d'un déjeuner offert par le président de la République à la résidence de France, en l'honneur du chancelier fédéral.

Bonn. — De même que le récent sommet franco-italien de Venise avait été dominé par le raid français sur Basibok, le sommet franco-allemand de Bonn aura, lui, été marqué par la rupture des négociations de Genève sur les euro-missiles. Mais on s'est ostensiblement refusé, tant du côté français que du côté allemand, à dramatiser. M. Genscher l'avait indiqué à M. Cheysson dès leurs conversations préliminaires de jeudi matin en compagnie de leurs collègues de la défense : le gouvernement de la R.F.A., tout en étant prêt à multiplier les efforts pour ramener les euro-missiles à la table des négociations, n'entend pas se laisser impressionner par le comportement du Kremlin, au demeurant prévisible. « Nous souhaitons ardemment que les négociations de Genève se poursuivent en dépit des dernières déclarations de Moscou », a simplement indiqué M. Kohl en partant jeudi soir, à l'issue du dîner officiel, le traditionnel toast à l'amitié franco-allemande.

En fait, le chancelier est tout de même embarrassé par ce retrait et par les propos de M. Andropov. Il mesure que l'U.R.S.S. cherche à lui faire porter, après le « oui » du Bundestag à l'implantation des euro-missiles de l'O.T.A.N., la responsabilité d'une rupture présentée d'une façon bien faite pour alimenter l'opinion ouest-allemande. Il en faudrait davantage pour faire perdre au chef du gouvernement de Bonn sa « force tranquille » ; mais la réplique du Kremlin, pour verbale qu'elle demeure, ne va évidemment pas simplifier la tâche du pouvoir à Bonn.

M. Mitterrand, au cours de son premier entretien avec le chancelier, comme dans ses propres paroles, a rendu un hommage appuyé au « sens des responsabilités » et au « courage » de M. Kohl, qui a su faire « un choix plus difficile pour l'Allemagne que pour tout autre pays ». Il s'est réjoui, en particulier, du refus de Bonn de tout « découpage » militaire entre l'Europe et l'Amérique, non sans insister toutefois sur le désir commun à la France et à la R.F.A. « de voir l'Europe occidentale constituer autre chose que l'élément faible de cette alliance ». Il se serait dangereusement, a-t-il ajouté, le président de la République, d'accroître « la solidarité européenne en ayant l'illusion qu'elle peut se substituer à l'alliance actuelle », mais « l'amitié avec les États-Unis ne peut se confondre avec la sujétion : il ne faut pas s'abandonner à la protection d'un pays extérieur à notre continent. Nous serions à la merci de ses humeurs, de ses fantaisies — il n'en manque pas, — de ses regards tournés vers un autre océan ».

Le chef de l'Etat se devait d'évoquer les perspectives d'une défense plus directement européenne, et notamment franco-allemande, ne fût-ce que pour aider le chancelier Kohl vis-à-vis de son opinion intérieure. « En avançant lentement mais sûrement, a-t-il notamment déclaré, nous pouvons imaginer la mise en commun de moyens de sécurité suffisants pour que nos peuples reprennent enfin confiance en eux-mêmes. Mais nous n'allons pas bâtir notre sécurité future en détruisant celle dont nous disposons maintenant (...). Je ne veux pas que les décombres de l'Europe de l'Est nous étouffent ».

Du côté allemand, on se bornait à souligner, après cet échange de propos, que ce n'était pas la République fédérale qui avait fait échouer le projet de communauté européenne de défense en 1953... et qu'une telle perspective ne pouvait aujourd'hui que s'inscrire dans un projet à long terme.

## Le cas de l'Espagne et du Portugal

Quant à l'accord sur la construction d'un hélicoptère antichars par les deux pays — désormais tenue pour acquise, même si de nombreuses modalités pratiques restent à déterminer — il est, lui, considéré comme une très bonne surprise du côté français. Il confirme une volonté politique que l'on souhaite voir s'étendre à la préparation du conseil européen d'Athènes, dont il devait surtout être question ce vendredi matin.

C'est sans doute pour encourager la R.F.A. dans la voie des bonnes dispositions communautaires que M. Mitterrand a, de son côté, proposé sur la question de l'élargissement de la C.E.E. à l'Espagne et au Portugal les mots qu'espèrent ses hôtes : « La France, a-t-il assuré, est loin de refuser de prendre des engagements pour que ces deux pays sachent enfin où ils en sont. Elle sera d'accord avec vous pour qu'on donne des rendez-vous précis (...). La morale et l'amitié nous contraignent à leur dire que le temps ne sera pas long où on leur aura dit « oui » ou « non ». Et je souhaite que l'on puisse leur dire « oui » ».

L'examen de certains dossiers plus techniques, comme le projet de G.V.F. Paris-Bruxelles-Colonne et l'Airbus A-320, avait été réservé pour ce vendredi matin. Mais quelle soit l'importance de ces questions, c'est d'abord sur la très grande identité de vues entre Paris et Bonn en matière de sécurité européenne qu'on aura voulu, au cours de ce quarante-deuxième sommet franco-allemand, mettre l'accent.

BERNARD BRIGOLEUX.

## UNE « TABLE RONDE » ENTRE LE GOUVERNEMENT TCHADIEN ET LES MOUVEMENTS D'OPPOSITION AURA LIEU EN DÉCEMBRE A ADDIS-ABABA

Le gouvernement tchadien a donné son accord à une « table ronde » entre les diverses parties tchadiennes qui auront lieu prochainement à Addis-Abeba, a annoncé un communiqué publié après le conseil des ministres qui s'est tenu jeudi 24 novembre à N'Djaména.

Le communiqué précise que cette « table ronde » entre le gouvernement et les frères en opposition ou indépendants vivant à l'étranger « aura lieu à une date à préciser mais non encore fixée ».

Le gouvernement de N'Djaména ajoute que, dans son esprit, cette rencontre ne devra être assortie d'aucune condition préalable ni exclusive, et il se prononce en faveur d'une « entente la plus large possible entre Tchadiens ».

De source informée à Paris, on indique que cette rencontre pourrait intervenir dès la seconde quinzaine de décembre et que le président Hissène Habré s'y rendrait personnellement. Il serait reçu en Ethiopie avec tous les égards dus à son rang.

## 1 100 MILLIONS DE FRANCS POUR LES OPÉRATIONS FRANÇAISES AU TCHAD ET AU LIBAN

Le coût des actions militaires françaises au Tchad et au Liban sera couvert, en 1983, par une ouverture supplémentaire de crédits de 1 100 millions de francs au ministère de la Défense. Tel est l'essentiel des décisions gouvernementales prises à l'occasion du « collectif » budgétaire de fin d'année, approuvé par le conseil des ministres du mercredi 23 novembre, qui s'élève à un montant total de 1 646 millions de francs en faveur des armées.

Ce « collectif » budgétaire pour 1983, au titre du ministère de la Défense, se répartit en 750 millions de francs d'ouverture nette de crédits (sur les 900 millions qui sont globalement alloués à l'Etat) et en 896 millions de francs de dépenses sur le chapitre des rémunérations et prestations sociales (titre III du budget), primitivement attribué au ministère de la Défense.

Ces annulations de crédits et l'allocation de crédits supplémentaires (600 millions de francs pour le fonctionnement des armées et 150 millions pour leur équipement) serviront à financer, pour l'essentiel, le coût des opérations au Tchad et au Liban, ainsi que des charges supplémentaires de la gestion 1983 (comme, par exemple, le coût des voyages gratuits du contingent et le paiement des permissions des soldats en Allemagne fédérale dont le montant a été estimé à environ 125 millions de francs pour l'année en cours).

Le coût des actions françaises au Tchad et au Liban a été, de son côté, évalué à 1 100 millions de francs, qui se répartissent à égalité entre les deux théâtres des opérations. Les dépenses se montent à 490 millions pour les rémunérations et charges sociales, 370 millions pour l'entretien des matériels et 240 millions de francs pour le transport et les carburants consommés.

Pour les opérations extérieures, déjà, des « collectifs » budgétaires de fin d'année étaient intervenus en 1978 (pour 120,5 millions de francs), en 1979 (pour 175 millions de francs) et en 1981 (pour 164 millions de francs), au titre du ministère de la Défense.

## Sur le vif

### Vidéo-choc

Un gamin de onze, douze ans entre, suivi de sa mère, dans un vidéo-club du dix-septième arrondissement. Il est venu réserver un film pour son goûter d'anniversaire le mercredi suivant. Et qu'est-ce qu'il veut ce petit bonhomme ? Le Bal de l'horreur. Regard surpris de la vendeuse, sourire attendri de la maman. Et stupéur de ma part en découvrant, à l'occasion d'une enquête express menée auprès d'une douzaine de ces magasins, que nos enfants se tapent à domicile des kilomètres de pellicule interdite en salle aux moins de dix-huit ans.

Avec la complicité indulgente ou distraite des parents, ils défilent sans sourcilier l'autorisation exigée pour la vente ou la location de ce genre de cassettes. Des cassettes que l'on arrête et que l'on repasse inlassablement aux endroits les plus atroces, les plus révoltants.

Au début, mes interlocuteurs étaient étonnés de voir leurs jeunes clients — ils en ont énormément — demander conseil avant de choisir le plat du jour pour savoir s'il était bien salissant. Ils hésitaient entre

*L'Homme aux nerfs d'acier* et *le Droit de tuer*. Où est-ce que ça cogne le plus dur ? Où est-ce que ça fait le plus peur ? Ce qui part le mieux, ce sont les massacres à la tronçonneuse, les cadavres défilés en quartier, découpés en morceaux. Autre best-seller : *Zombie* dont un personnage, pris d'une petite faim, arrache les membres de sa victime et les dévore à pleines dents.

Si ça peut vous consoler, les Britanniques, horrifiés, ont appris pas plus tard que jeudi dernier, en lisant un rapport publié par la presse — c'est ce qui m'a mis la puce à l'oreille — que, à partir de six ans, leurs gosses n'aimaient rien tant que de patauger dans des bains de sang et d'entendre crépiter à l'écran les tirs de mitrailleuse et les coups de revolver. Il paraît qu'en Grande-Bretagne les pays se frottent les mains. Nettement dégarnis depuis quelque temps, leurs salons d'attente vont se remplir de petits patients souffrant d'incontinence, de cauchemar et d'une attirance irrésistible pour les couteaux de cuisine.

CLAUDE SARRAUTE.

## LA PRÉPARATION DE LA RENCONTRE P.S.-P.C.F.

**M. LAURENT : « Le maintien et l'amélioration du pouvoir d'achat ont toujours fait partie des buts de la gauche. »**

M. Paul Laurent, membre du secrétariat du comité central du parti communiste, souligne, dans une interview publiée par l'hebdomadaire *Révolution* datée 25 novembre - 1<sup>er</sup> décembre, que, pour les communistes, « le maintien et l'amélioration du pouvoir d'achat ont toujours fait partie des buts de la gauche ».

M. Laurent ajoute : « Les objectifs de baisse de l'inflation ne seront pas atteints en 1983, alors que les salaires ont été quasiment bloqués, ce qui montre bien qu'il n'y a pas de rapport mécanique entre salaires et inflation. La préoccupation exprimée par les syndicats n'en est que plus valable ».

M. Laurent insiste, ensuite, sur la « sérieuse préoccupation » des communistes au sujet de la politique industrielle. « Le budget que vote le Parlement comporte, déclare-t-il, de nouveaux crédits considérables au soutien des entreprises. Or, jusqu'ici, ces énormes efforts ne semblent pas déboucher sur des résultats significatifs dans les domaines prioritaires que sont le développement de l'emploi et la croissance. L'ampleur des investissements n'empêche ni la stagnation de l'un ni l'absence de l'autre ».

## « LE DAUPHINÉ LIBÉRÉ » RENCONNE A ACHETER « LE COURRIER DE L'AIN »

(De notre correspondant.)

Bourg-en-Bresse. — Coup de théâtre jeudi vers 18 heures : un télégramme tombait au *Courrier de l'Ain*, annonçant que le *Dauphiné libéré* annulait sa proposition de reprise du quotidien de Bourg-en-Bresse — après examen de la situation exceptionnelle créée par le nouveau statut de la presse. Dans le même télégramme, il incitait le parti socialiste, « contrôleur de la presse française », à racheter le journal en difficulté. Rappelons que la proposition de M. Robert Hersant, qui devait être examinée le 25 novembre par le tribunal de commerce de Bourg, contenait la reprise de seize personnes, dont les deux frères Colice, cogérants de la société éditrice qui avait déposé son bilan.

Le coup était-il prémédité ? On se le demande à Bourg. M. Xavier Elie, l'homme de confiance de M. Robert Hersant au *Dauphiné libéré*, devait rencontrer le personnel lundi prochain. Il est possible, estime-t-on à Bourg, que M. Hersant ait pu au dernier moment hésiter devant certaines difficultés. Le mariage de deux rédactions locales jusque-là concurrentes pouvait, en effet, poser des problèmes. Et la nouvelle donne créée par le projet de loi sur la presse pourrait donc n'être qu'un alibi.

JEAN-PAUL CALLAMAND

Le numéro du « Monde » daté 25 novembre 1983 a été tiré à 493 324 exemplaires

(Publicité)

à Beaune, en Bourgogne  
**PATRIARCHE PÈRE ET FILS**  
une gamme unique de Grands Vins.

**BAUME & MERCIER**  
GENEVE 1830




Réf. 15152 / 270  
Montre pour homme en or 18 ct, bracelet 2 ans, jaune et gris, étanche, à quartz, ultra-plaie.

Réf. 16684 / 287  
Montre pour dame en or 18 ct, bracelet 2 ans, jaune et gris, étanche, à quartz, ultra-plaie.

**J. BERNARD**  
JOAILLIERS  
6, rue du Faubourg St Honoré PARIS 8e

**la Qualité du Neuf au Prix de l'Occasion**  
N° 1 de la Fourrure d'Occasion  
Ouvert le dimanche de 14h à 18h  
**LES DEUX OURS**  
106 Bd de Grenelle  
Paris 15<sup>e</sup> M° La Motte Picquet  
575.10.77

**PIANO: LE BON CHOIX**



- Location à partir de 220 F par mois.
- Vente à partir de 329,72 F par mois\* (Crédit souple et personnalisé).
- Le plus vaste choix : 25 marques, plus de 200 modèles exposés.
- Service après-vente garanti.

Fournisseur du Conservatoire National Supérieur de Musique et du Théâtre de l'Opéra.

**hamm**  
La passion de la musique.  
135-139 rue de Rennes, 75006 Paris - Tél. 544.38.66. Parking à proximité

DATES  
Il y a l'Allemagne

LIBAN  
Baalbek, el et d

VOUGOSLAV  
Mais avons-nou

ÉTATS-UNIS  
Les incorrup

LECTURES  
La du ban

BEAUJOLAI  
L'avenir en

FIAT  
Mira

Dans « l quatre pages

Mésav

De notre envoyé s

Merdel. — C'est d bue de la résistance la sur la rive occidentale mure Moët, à 120 kilo nord-ouest de Mac-Sot, qu'un commando de le Français capturés, le ants d'être remis pa émit international (C.I.C.R.), ont été libérés 25 novembre, atmosphère de pagé ment.

Après de longues palabres et d'attente arrivés en camionnette traitée où ils étaient. Mya aux représ émit international (C.I.C.R.), L'Etat du Kawthoo étion nationale kare du Front démocrat N.D.F.), qui regroup des ethnies en lutte c tement birman), tait entouré pour la

L'irruption de Lion les tréteaux de l'actu été fracassants, et d homme — vingt-cinq chônage — qu'a-t-t dire sur notre tempé daine et ambiguë c t-elle, si peu que ce des vraies crises cot Non bien sûr, auté démontre que l'antiqu que — fascination ent et les médias fonct ment.

Les derniers dévelé seraient presque su sence de publicité publiques a, dans

**M. J**  
invité du

M. Jacques B l'Association par de l'émission heb 27 novembre, de M. Jacques B Barre de 1979 Charles Vial, de R.T.L., le débat

لکڑا من الاصل